



Regards croisés n° 36

Après les élections du 30 décembre 2018

**Quel avenir politique, économique et socio-
culturel pour la RD Congo ?**

Juin 2019

POLE INSTITUTE

Pole Institute est un Institut Interculturel dans la Région des Grands Lacs.

Son siège est basé à Goma, à Est de la RDC. Il est né du défi que s'est imposé un groupe de personnes du Nord et du Sud-Kivu (RDC) de croiser leurs regards dans un contexte de crise émaillé de beaucoup d'événements malheureux, caractérisé par des cycles de violences, de pauvreté, de mauvaise gouvernance, et de l'insécurité.

En conséquence, **Pole Institute** se veut un espace de :

- analyse et recherche autour des grands défis locaux et leurs implications nationales, régionales et internationales (pauvreté exacerbée, violences sociales, fractures ethniques, absence de repères, culture de l'impunité, etc.)
- analyse et renforcement des stratégies de survie des populations dans un contexte de guerre et de crise prolongée
- analyse des économies de guerre pour dégager des pistes de renforcement des populations locales et de leurs activités économiques
- recherche-action-lobbying en partenariat avec des organismes locaux, régionaux et internationaux.

Finalité et but :

Faire évoluer des sociétés dignes et non exclusives dans lesquelles agissent des personnes et des peuples libres en vue de contribuer à :

- la construction d'une SOCIÉTÉ dans laquelle chacun trouve sa place et redécouvre l'autre par le développement d'une culture de négociation permanente et l'identification des valeurs positives communes ;
- la formation d'un type nouveau de PERSONNE indépendante d'esprit enracinée dans son identité tout en étant ouverte au monde.

Politique :

- Initier, développer, renforcer et vulgariser les idées avant-gardistes en matière de paix, de reconstruction et de cohabitation des populations vivant en zones de crise.
- Initier l'émergence d'une culture de négociation (contre une culture de la mort) basée sur les intérêts des uns et des autres.

Regards Croisés

Editeur responsable : Pole Institute
Directeur de publication : Nene Morisho Mwana Biningo
Rédacteur en chef : Godefroid Kā Mana

Comité de rédaction : - Nene Morisho Mwana Biningo
- Godefroid Kā Mana
- Jean-Pierre Kabirigi
- Onesphore Sematumba
- Aloys Tegera

Pole Institute
Avenue Alindi n°289, Quartier Himbi I
Ville de Goma / Nord-Kivu
B.P. 72 Goma (RDC) / B.P. 355 Gisenyi (Rwanda)
Tél.: (00243) 81 77 89 819 / (00243) 99 17 61 551
Web site: www.pole-institute.org
E-mail : poleinst@pole-institute.org, poleinst@free.fr

© Pole Institute, 2019

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous les pays

Auteurs

Phidias Ahadi Senge Milemba

Professeur à l'Université de Goma et Secrétaire Général académique de l'Institut supérieur de commerce, ISC-Goma

Marie-José Mavinga

Vice-Présidente de Pole Institute

Fidèle Muanda Mikiama

Membre de Pole Institute

Godefroid Kä Mana

Directeur de la Capacitation à Pole Institute

Nene Morisho Muana Biningo

Coordinateur de Pole Institute

Innocent Mpoze

Assistant à l'Université catholique la Sapientia à Goma

Bernardin Ulimwengu Biregeya

Chercheur à l'Université catholique la Sapientia à Goma

Léopold Rutinirwa

Chercheur à Pole Institute

Raoul Banywesize

Chercheur à Pole Institute

Table des matières

Editorial	5
Face à l'avenir	5
Contexte post-électoral en RDC : quel avenir politique, économique et socio-culturel ?	7
La RDC à l'ère du changement politique - Quels défis pour le régime Tshisekedi ?	15
Administrer et gérer un Etat démocratique moderne - Une priorité pour le Congo	18
Elections en R D Congo : l'impasse de l'après...	26
Le corbeau et le renard aujourd'hui - Une fable qui éclaire les élections du 30 décembre 2018	30
Pour un Congo sans corruption	39
Kinshasa après les élections - Le ras-le-bol après les élections ou la goutte d'eau qui déborde...	44
Le contexte sécuritaire dans la ville de Goma au premier trimestre 2019	48
Et pourtant on a eu les élections, mais pour quelle fin ?	59
Éducation écologique et guérison des imaginaires en République démocratique du Congo - Urgences locales et horizon planétaire	64
La vérité des urnes et la vérité des uns en République démocratique du Congo	85
Pour créer un nouvel homme congolais - Le moment est venu de construire la nouvelle université dans notre pays	96
Défis et opportunités de la RDC face à son adhésion à l'East African Community	102
Entre naufrage et renaissance	105

Editorial

Face à l'avenir

Godefroid Kã Mana

Depuis les élections du 30 décembre 2018 dans notre pays et l'alternance politique qu'elle a mise en mouvement de manière contestée par certains et admirée comme voie civilisée de transmission du pouvoir politique par d'autres, la nation congolaise se cherche péniblement une voie pour son avenir.

Entre doutes et espoirs, entre forces du chaos possible et énergies d'une grande espérance partout visible, entre des ambitions orageuses des membres de l'ancien régime qui aimeraient encore jouer un rôle central dans l'orientation du présent et du futur du Congo et les nouvelles figures d'hommes politiques qui croient que leur heure est arrivée de jouir des délices du pouvoir et de l'éclat des richesses à accumuler, le peuple congolais regarde, médusé, l'étrange parturition d'une destinée qu'il avait rêvée plus rayonnante et qu'il découvre plus sombre et plus problématique qu'il ne croyait.

La question est maintenant dans tous les cœurs et sur toutes les lèvres dans notre société congolaise : « *Où allons-nous ?* ». On peut la rendre plus forte encore en lui donnant une formulation qui interpelle chaque Congolais et chaque Congolaise de manière directe : « *Où voulons-nous aller ? Quel chemin voulons-nous prendre pour y aller ? Quels moyens voulons-nous nous donner pour que notre marche nous conduise là où nous avons décidé réellement d'aller ?* »

Dans ces interrogations, il ne s'agit pas seulement de poser les regards sur l'orientation que les hommes politiques ont à imaginer pour notre peuple. Il s'agit de mobiliser tout le génie de notre nation pour inventer l'avenir du Congo et vivifier les espoirs de toutes nos populations en analysant le contexte post-électoral qui est le nôtre et en proposant de voies pour un destin nouveau à donner à la République démocratique que nous espérons être et vivre en toute vérité.

Le présent numéro de *Regards croisés* s'adonne à cette tâche d'analyse et de proposition pour réussir le Congo à construire.

Il définit avant tout le contexte actuel d'après les élections du 30 décembre 2018. Au plan politique comme au plan économique et culturel, il montre les

inquiétudes, les impasses et les interrogations qui taraudent l'esprit de l'homme congolais aujourd'hui tout en décrivant en même temps les possibilités qu'ouvrent les grandes attentes, les fortes quêtes et les immenses espoirs qui sont ceux des populations confrontées aux tergiversations et aux louvoiements des hommes politiques face à l'avenir.

Suivent ensuite des analyses pour interroger et revisiter les élections du 30 décembre 2018 telles qu'elles ont été vécues et telles qu'elles ont conduit le pays tant aux impasses et aux blocages qui plombent notre société qu'aux espérances qui sont celles du peuple congolais maintenant.

Enfin, les priorités pour le pays sont présentées sous plusieurs formes, dans de multiples domaines et selon des harmoniques dont les auteurs ont jugé utiles, importants et indispensables de dévoiler les lignes de fond et l'architecture de formes.

Dans tous les plis et les replis des réflexions ainsi offertes dans ce numéro de *Regards croisés*, la visée n'est pas de présenter des solutions toutes faites aux problèmes du Congo aujourd'hui. Elle est d'ouvrir des champs de recherche et de débat où tous ceux qui sont conscients de l'urgence de changer en profondeur le pays sont conviés à se lancer à travers des initiatives concrètes pour imaginer, inventer, organiser et réussir le Congo qui est dans tous les rêves des Congolaises et des Congolais.

Contexte post-électoral en RDC : quel avenir politique, économique et socio-culturel ?

Fidèle Muanda Mikiama

Introduction

Chaque option dans la vie a ses implications positives et négatives. Le choix opéré au sommet de l'Etat entre l'ancienne majorité présidentielle et l'ancienne opposition historique aura tout au long de cette mandature des conséquences positives et négatives, selon le degré de dépassement des uns et des autres. Etant sur un terrain politique où les intérêts ont souvent le primat sur toutes les autres considérations, l'avenir du paysage politique de notre pays reste encore une nébuleuse et une incertitude. Quid d'une coalition sincère ou d'une cohabitation masquée ? Quelles sont les marges des manœuvres dont disposent le nouveau Président pour faire face à l'hyper stratégie politique qu'a l'actuelle majorité parlementaire ? Comment atteindre le « vivre ensemble » afin de bâtir une nation forte et prospère au cœur de l'Afrique ? Est-ce que les droits légaux acquis des anciens dirigeants pourront, avec le temps, faire l'objet d'une négociation pour plus d'équité et de justice distributive ? Comment moraliser la vie politique, économique et sociale pour désinstitutionnaliser la corruption ? La dignité du Congolais longtemps bafouée par nos voisins sera-t-elle reconquise ? Voilà autant de questions qui feront l'objet de notre cogitation dans cette analyse du contexte post électoral.

Coalition ou cohabitation au sommet de l'Etat ?

Au sommet de l'Etat congolais, à l'heure actuelle, l'option de coalition semble être privilégiée par rapport à celle de la cohabitation.

Mais il faut souligner que les deux tendances n'ont pas le même projet de société ni le même idéal. Si nous nous référons à ce que le parti de l'Union pour la Démocratie et le Progrès social (UDPS) prône depuis des décennies, à savoir le peuple d'abord, nous voyons d'emblée qu'il y a un problème. A moins que cette devise soit un slogan creux. Pour les autres, nous voyons qu'ils se sont plus servis au lieu de servir le peuple. Il y a donc lieu d'émettre des réserves sur la possibilité d'une coalition. La coalition se veut plus une équipe ayant presque une vision commune, un projet commun, une mission commune et des objectifs communs.

Dans cette logique, ceux qui croient avoir la majorité parlementaire et ceux qui ont la présidence de la République doivent réellement fondre leurs

projets de société, accepter d'œuvrer dans un esprit d'abnégation et de dépassement de soi. Ceci reste une mission très improbable à réaliser.

La cohabitation au sommet de l'Etat, à l'heure actuelle, est aussi fragile. Nous risquons de vivre un régime parlementaire à l'opposé du régime semi présidentiel consacré par la loi fondamentale et qui, dans la pratique, est devenu un régime présidentiel par le passé.

A force de vouloir mettre l'institution Président de la République à l'aise, nous avons presque perdu la substance de ce qui est prévu dans la loi fondamentale. Le Président a l'apanage sur toutes les autres institutions qui devraient travailler dans l'équilibre pour qu'en démocratie le pouvoir puisse contrôler le pouvoir.

Le rapport de force actuel démontre que sur le papier le Président est tout-puissant ; mais sur le terrain la majorité parlementaire actuelle une fois confirmée aura plus de pouvoir que l'espace présidentiel. En politique la confiance est relative. Presque tout est dirigé par les intérêts souvent égoïstes et non les intérêts populaires. Le partage des postes ministériels stratégiques sera un premier test qui pourra démontrer que la coalition aura le *prima* sur la cohabitation ou le contraire.

La politique des Moyens de nouveaux dirigeants

De quels moyens plus efficaces disposent les nouveaux dirigeants pour affronter cette situation désastreuse ? Des centaines des milliers de déplacés internes et des réfugiés congolais sont dans les pays voisins en attendant les jours meilleurs pour leur retour éventuel au pays.

Les nouveaux dirigeants n'ont pas à priori les moyens très efficaces pour affronter cette situation scabreuse. Dans une jeune démocratie comme la nôtre, les moyens humains seraient la première piste plausible sur laquelle devra s'appuyer les nouveaux dirigeants. Il suffit qu'avec les premières actions à impactes visibles le peuple puisse réellement se retrouver. L'adhésion populaire fera son premier grand moyen. Ensuite, ils devront arranger la situation misérable des hommes en uniformes et les orienter à vivre des valeurs républicaines afin d'avoir une armée républicaine. Rassurer le climat des affaires pour que les investisseurs viennent et s'attaquer, par ricochet, au grand problème de chômage.

Cette démarche est certes délicate selon la réalité actuelle, mais elle n'est pas impossible à réaliser. Dans la politique salariale, la priorité à mon avis doit être axée sur le mieux-être de celles et de ceux qui ont prêté serment sous le drapeau en leur accordant un solde raisonnable et plus humain. Ensuite, le Président doit inculquer le sens de la modestie aux faucons des régimes passés qui sont encore très nombreux aux affaires. Il devrait s'inscrire dans la dynamique de la modestie du feu Président Thomas Sankara qui avait

convaincu ses collaborateurs à sensiblement renoncer au luxe exagéré dans le confort de la vie et à établir une tension salariale qui tient compte des fonctionnaires au plus bas de l'échelle. Ayant remis la population au travail, et en moins de trois ans, ce jeune vaillant dirigeant africain a fait atteindre l'autosuffisance alimentaire au Burkina Faso.

Les nouveaux dirigeants sont conscients de la fragilité sécuritaire que nous avons encore dans le pays. Il faut qu'ils renforcent la diplomatie de proximité avec les pays frontaliers à la RDC et vite s'atteler à nouer des alliances fécondes avec ces pays en termes des coopérations militaires. Il faut aussi qu'ils s'assurent petit à petit que le retour de nos milliers des déplacés et des réfugiés se fera dans le strict respect de la dignité humaine tout en garantissant leur réinsertion sociale et économique. Cette matière doit se traiter avec réalisme et pragmatisme sans déclarations intempestives qui seraient qualifiées par l'analyste comme un vœu pieux.

Le vivre ensemble un défi à relever pour un Congo uni, fort et prospère

Créer les opportunités de vivre ensemble implique d'abord une vaste campagne de la valorisation de nos diversités culturelles.

Pour un pays regorgeant une mosaïque des ethnies et des tribus, il faut réinventer les repères pouvant faciliter le vivre ensemble.

Le vivre ensemble est une question cruciale en RDC. « La République Démocratique du Congo comprend quatre grands groupes ethniques repartis en environ 360 tribus différentes : le groupe bantou, le groupe soudanais, le groupe pygmoïde et le nilotique. Mais il faudra retenir que ces grands groupes socioculturels sont très vastes qu'ils ne représentent pas des communautés ni de vie, ni d'intérêts immédiats. C'est au sein des tribus que se retrouvent les véritables nations dépiécées par la conférence de Berlin de 1885. »¹

Le constat indubitable montre que « C'est dans la tribu qu'existe une conscience réelle d'identité et d'appartenance souvent caractérisée par une langue commune, une organisation culturelle, sociale, politique et religieuse interne. »²

Le fondamental maintenant est de chercher comment créer une conscience nationale en dépassant le clivage ethnique et tribal. C'est ici où le « vivre ensemble » devient une donnée cruciale.

¹ Pour une humanité réconciliée, Guide du formateur à la transformation pacifique des conflits, éd, CEC, Matadi, 2010, RDC.

² Richard MUGARUKA, « Société, justice, Droits de l'Homme : Vers la résolution pacifique des conflits internes, in paix et résolution des conflits durant la transition au Zaïre, Actes du Colloque tenu à Kinshasa, du 22 au 26 août 1994, p.102.

Aucune société humaine ne peut demeurer viable sans la solidarité. Malheureusement, la nation congolaise a perdu la solidarité comme réalité vitale.

Cependant, la *Charte vivre ensemble dans la diversité culturelle* en son article 3, nous dit ce qui suit : « Tout individu, dans un esprit de solidarité, s'engage à être sensible à l'autre dans le respect des diversités culturelles. En créant des liens sociaux et des ponts la solidarité permet aux individus de s'enrichir. Dans la vie quotidienne et personnelle, elle s'exprime par le soutien moral et matériel, la circulation des savoirs, le partage entre les gens ayant des conséquences et des expériences diverses et la coopération pour la réalisation des projets interculturels communs. »³

Dans le souci de bien vivre ensemble sur tous les plans, il nous faut réellement nous attacher, en d'autres termes, aux valeurs ci-dessous : « Le respect mutuel, l'acceptation de la pluralité des opinions, des interactions dans l'ouverture et la coopération, des relations bienveillantes, ainsi que sur le refus de s'ignorer ou de se nuire. »⁴.

Nous pensons que dans tous les cas des figures dont on parle de vivre ensemble spirituel, culturel, social, économique et politique, le fondamental réside dans l'application des vertus ci-dessous :

- La liberté d'expression et le pluralisme des opinions ;
- Le respect de la dignité humaine, de la diversité culturelle et des « droits des autres », afin de garantir la tolérance et la compréhension ;
- La participation de tous les citoyens aux affaires publiques, en leur donnant accès aux médias et à l'information.

Les nouveaux dirigeants de notre pays doivent s'atteler à faire du vécu de ces vertus leur cheval de bataille afin de cimenter la cohésion nationale. Les acteurs de la société civile doivent à leur tour mener une lutte non violente contre ce qui chosifie la dignité humaine, à savoir : les causes et les mécanismes de domination et d'oppression, les causes et les systèmes d'exploitation et d'exclusion, les causes et les processus d'aliénation et de dépersonnalisation.

Faire face aux énormes avantages à vie que se sont octroyés les autorités sortantes

Les nouvelles autorités ont du pain sur la planche. Ils doivent recadrer la politique salariale dans un pays où les dirigeants pensaient plus à se servir qu'à servir le peuple pour son bien-être. Il y a des lois qui seront avec le temps

³ Charte diversité, cité internationale universitaire de Paris, cité ciup, Paix, Résidents, université de Paix, *vivre ensemble dans la diversité culturelle*, article 3, mai 2015, Paris.

⁴ *Vivre ensemble*, p.56, 2009.

revisitées. Au nom des droits acquis, il faudra que le réajustement de certains avantages colossaux accordés aux dirigeants sortants se fasse dans un esprit de dialogue, de conscientisation et de persuasion en privilégiant l'intérêt supérieur de la nation qui fait encore défaut dans la conscience des dirigeants de notre pays.

Au nom du principe des droits acquis, les nouvelles autorités seront obligées d'appliquer dans un premier temps ce que prévoit les textes réglementaires en faveur des autorités sortantes. Je sais que cela pèsera lourd au trésor public, mais avec le temps l'ouverture d'une négociation ne sera pas exclue pour chercher des solutions plus modérées face aux énormes avantages à vie octroyés aux autorités sortantes.

Si l'intérêt supérieur de la nation avait à un certain moment le primat sur les intérêts personnels, l'ouverture d'une négociation au préalable pourra éviter le spectre de divisions voire des conflits entre l'ancienne équipe dirigeante et l'équipe entrante. Bien que les intérêts divisent plus qu'ils unissent, il faut croire que l'homme est toujours capable de changer positivement.

Comment vite satisfaire les attentes populaires ?

Les signes du temps avec la configuration du paysage politique actuel ne rassurent pas d'emblée que l'impatience populaire sera vite assouvie. Les grands électeurs ont démontré que le système installé il y a des décennies va continuer son chemin. Le sénat est acquis aux faucons du régime que l'on croyait finissant. Les marges de manœuvre du nouveau Président de la République sont donc très limitées pour faire asseoir son projet de société qui a pour leitmotif « le peuple d'abord ». Rien n'est impossible, même si la plupart des gouverneurs sont issus du Front commun pour le Congo (FCC). L'espoir du peuple en cas de cohabitation ne se reposera qu'après les deux ans de gouvernance d'une coalition problématique car le Président une fois trop bloqué par le parlementaire et le sénat qui ne sont pas acquis à sa cause usera de son pouvoir régalien de dissoudre le parlement pour que le souverain primaire donne une nouvelle majorité à ce dernier.

A l'heure actuelle, le secteur économique selon le rapport des forces en présence sera piloté sans doute par ceux qui ont la majorité parlementaire. Une concession pourra être faite au nom de la coalition contre nature entre le FCC et le CACH. Cette coalition nous semble contre nature à cause de la différence éthique existant entre les animateurs du FCC et ceux du CACH. Au-delà de la dimension éthique, il y a aussi le mode de gouvernance qui risquera de noyauter un camp par rapport à l'autre.

La dignité du Congolais vivant à l'étranger : quelle diplomatie mettre en place pour redonner au citoyen Congolais de la dignité si longtemps bafouée dans les pays étrangers ?

Le problème de la dignité du Congolais passe d'abord par le respect mutuel qui doit se vivre entre citoyen dans notre pays. La dignité de l'homme passe par le travail, ensuite par les valeurs morales et éthiques. Il se fait que notre pays a perdu tous ces repères. Adultes et jeunes, dirigeants et dirigés, nous avons perdu toutes ces valeurs qui construisent la dignité d'une nation et par ricochet celle de ses habitants.

Les jeunes congolais pour la plupart sortent du pays avec cette mentalité de baigner dans les antivaleurs. Et les pays d'accueil n'acceptent pas que ces congolais mènent cette vie chez eux. Lors des expulsions, les habitants des pays limitrophes se donnent comme mot d'ordre « Laisse vivre le serpent, tue les congolais ». Mes yeux ont vu ces atrocités subies par les jeunes dans au moins deux pays limitrophes. Ils sont bastonnés, molestés, tabassés à mort et certains jusqu'à être tués.

Nos dirigeants doivent multiplier les rencontres avec les Congolais de la diaspora et renforcer la diplomatie de proximité pour redonner la dignité aux Congolais de l'intérieur comme ceux de l'extérieur du pays. Un congolais comme tout humain n'a pas de prix, mais de la dignité. La dignité humaine n'est pas négociable.

« Il ne faut pas confondre prix et dignité. Une chose a du prix quand elle peut être remplacée par une autre équivalente mais ce qui n'a pas d'équivalence et partant est au-dessus de tout prix, a une dignité. Les personnes seules ont une dignité ou valeur ; les choses n'ont qu'un prix ».

Que dire de ce cancer métastaté qu'est la corruption institutionnalisée en RDC ?

Dans un pays où la corruption est institutionnalisée, le nouveau pouvoir doit mener une lutte sans merci contre ce fléau qui a mis la RDC à genoux.

La corruption est une pratique qui débussole l'univers moral, politique, économique et social. La corruption détruit profondément les tissus économiques. Elle appauvrit d'avantage le gagne-petit et déshumanise économiquement le peuple. Elle enrichit scandaleusement une poignée de personnes et draine la majorité silencieuse dans la misère. Elle contribue au déchirement du tissu social par le renforcement des clivages entre les trop riches et les très pauvres. La corruption en RDC est aussi à la base de l'effondrement des valeurs positives de notre société telles que la solidarité et la fraternité vécue dans l'amour agapè. Du coup, elle effrite le sens du bien commun et encourage la maxime « sauve qui peut » au détriment de la cohésion nationale et de l'égalité des chances ou l'équité.

La corruption est un fléau social, politique, économique et même culturel. Elle ne concerne pas seulement les opérateurs économiques ou les agents publics. Elle concerne aussi la société civile prise dans son sens pluriel. La corruption « compromet le fonctionnement correct de l'Etat, en influant négativement sur le rapport entre les gouvernants et les gouvernés ; elle introduit une méfiance croissante à l'égard des institutions publiques en causant une désaffection progressive des citoyens vis-à-vis de la politique et de ses représentants. Ce qui entraîne l'affaiblissement des institutions.⁵ »

La gravité des problèmes que pose la corruption constitue un grand danger public contre la stabilité et la sécurité des sociétés. Elle détruit les institutions, les valeurs morales et éthiques. La corruption sape les institutions démocratiques. Elle ralentit le développement économique et contribue à l'instabilité gouvernementale.

La corruption s'attaque aux fondements des institutions démocratiques en faussant les élections, en corrompant l'état de droit et en créant des appareils bureaucratiques dont l'unique fonction réside dans la sollicitation des pots-de-vin.

La corruption ralentit considérablement le développement économique en décourageant les investissements à l'interne ou à l'externe. Elle place les petites entreprises dans l'impossibilité de surmonter le coût initial.

La corruption enrichit une minorité de personnes. Elle affaiblit la société et l'autorité de l'Etat. Elle est un frein au développement. La corruption détruit les fondements de l'Etat de droit et ronge les piliers de la démocratie dans un pays. Elle entraîne une très mauvaise utilisation des fonds publics. Elle compromet la concurrence. Elle est un véritable handicap au commerce et à l'investissement.

Conclusion

La situation post-électorale en RDC reste énigmatique avec le haut et le bas que nous observons encore entre les deux forces politiques en présence, à savoir le FCC et le CACH. Ces deux camps, selon certains documents conjointement signés, comme la reconnaissance par l'institution Président de la République de l'existence d'une majorité parlementaire montrent que la coalition est privilégiée en lieu et place de la cohabitation. Mais tout semble encore très fragile.

Le retour des déplacés, des réfugiés et des exilés politiques doit faire l'objet d'une étude stratégique très approfondie. Il doit avoir pour préalable : comment garantir la sécurité et l'insertion sociale, économique et même

⁵ *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n°411, tiré du Vatican le 21 septembre 2006, Conseil pontifical Justice-paix : lutte contre la corruption.

politique de ces personnes ? Il faut que les nouveaux dirigeants préparent bien leur retour pour éviter d'autres soulèvements internes lors de leur retour.

Le vivre ensemble, ce concept très fructueux, doit avoir un contenu qui se traduit par la lutte contre l'intolérance, l'exclusion et la marginalisation. Aucune communauté humaine ne peut vivre longtemps en cohésion sociale sans un esprit de dépassement de soi. Le népotisme, le clanisme et le tribalisme doivent être combattus en tenant compte de l'équilibre national, ethnique et tribal dans la répartition des postes stratégiques à tous les niveaux et au sein de toutes les institutions en privilégiant toutefois la méritocratie.

Les droits acquis par les anciens dirigeants, avec le temps, doivent faire l'objet d'une ré-visitation de sorte que soit privilégié l'intérêt supérieur de la nation car ces droits pèseront très lourds au détriment du trésor public. Mais il faudra que cela se fasse dans un esprit de dialogue, de concertation et de négociation de manière à éviter de bras de fer entre anciens et nouveaux dirigeants.

Les attentes populaires, la restauration de la dignité humaine et le retour honorable des déplacés, des réfugiés et des exilés exigent de la part de nouveaux dirigeants un sens aigu du leadership transformateur. La dignité de l'homme passe par le travail et avec une rémunération décente.

Les valeurs comme l'amour du travail, le sens de la responsabilité, le respect de la parole donnée, la tolérance et l'acceptation des uns et des autres dans le respect des différences une fois vécue sont des atouts qui feront que la RDC pourra se redresser, que la population pourra retrouver son sourire en vivant heureux dans un pays où règne la paix, la justice sociale, économique et politique autrement dit un Etat de droit dans lequel tout le monde vivra avec dignité.

La RDC à l'ère du changement politique

Quels défis pour le régime Tshisekedi ?

Nene Morisho Mwana Biningo

Le contexte politique et économique en RDC a évolué depuis la fin de l'année 2018. Des élections présidentielles et législatives ont été organisées le 31 Décembre 2018 après plusieurs reports.

Trois leçons importantes peuvent être tirées de ces élections :

- le vote sanction contre les anciens dirigeants : d'une part on a constaté une certaine prise de conscience par la population que son vote peut servir à sanctionner des politiciens qui ne leur sont pas redevables ; d'autre part l'échec de certains poids lourds de l'ancien régime aux élections législatives a fait prendre conscience aux actuels élus qu'ils doivent désormais être redevables à l'égard de leurs électeurs. Une culture politique et démocratique commence progressivement à s'installer dans le pays
- un passage de pouvoir pacifique entre un Président venant de l'opposition (Mr Felix Tshisekedi) et l'ancien Président de la république (Mr Joseph Kabila), qualifié par certains d'un « arrangement à l'africaine », a tout de même permis d'éviter au pays un bain de sang que d'aucun prédisait au cas où le camp de Mr Kabila s'accrochait au pouvoir après les élections
- aux vues des résultats contradictoires des élections présidentielles et législatives, il est à craindre que les élections démocratiques et transparentes restent encore un rêve pour la RDC. Il est en effet étonnant qu'un regroupement politique (le FCC) qui a lourdement été battu aux élections présidentielles, remporte haut la main les élections législatives, et contrôle le Sénat, l'Assemblée Nationale et 23 sur 26 provinces qui comptent le pays. Dans une telle configuration politique où la cohabitation ou la coalition (le concept importe peu) entre le FCC et le CASH est inévitable, beaucoup des spécialistes craignent que le pays ne soit ingouvernable et qu'on assiste à un bras de fer permanent entre les deux regroupements politiques appelés à gérer le pays pour les 5 prochaines années. On peut craindre que ces 5 années ne soient perdues dans des luttes politiques inutiles. La difficulté de nommer un premier ministre est et après de former un gouvernement, les critiques au parlement par le FCC des récentes nominations du Président de dirigeants de grandes sociétés publiques (GECAMINES ET SNCC) sont quelques illustrations de

cette ingouvernabilité du pays qui risque de caractériser cette mandature du Président Tshisekedi.

Soulignons par ailleurs que le régime actuel envoie toutefois des signaux intéressants, pour d'une part apaiser la population (dont une partie estime que son vote a été volé) et de l'autre en se faisant de nouveaux alliés au niveau régional, à travers une diplomatie très active qui n'était pas la force de l'ancien régime. On peut noter, entre autres actions :

- le lancement de plusieurs chantiers pour la construction des infrastructures. L'actuel Président a mis sur pied un programme qui prévoit des travaux d'urgence de construction ou de réhabilitation des infrastructures de base sur l'ensemble du pays et l'amélioration des conditions de vie des congolais. Ce programme est chiffré à 304 millions USD. La seule crainte est que ce programme crée un déficit important dans les finances publiques
- des accords politiques et économiques signés avec les pays voisins susceptibles d'améliorer les relations entre la RDC et ses voisins. Le Président Rwandais Paul Kagame était l'un des invités de marque aux obsèques de Mr Etienne Tshisekedi, le père de l'actuel président ; la compagnie aérienne Rwandair assure depuis un peu plus d'un mois la liaison entre Kigali et Kinshasa, ce qui était impensable à l'époque de l'ancien président Kabila ; la réunion tripartite Congo-Angola-Rwanda qui a été à la base de la création de l'axe désormais appelé CAR ; sont autant d'éléments qui montrent un réel changement dans la diplomatie régionale de la RDC et un désir d'améliorer les relations avec les pays voisins, jadis considérés comme pays hostiles à la RDC.
- Du point de vue du respect des droits humains, il y a lieu de noter des avancées non négligeables : la libération des anciens prisonniers politiques, des manifestations et meetings des opposants qui ne sont pas réprimés, des exilés politiques autorisés à rentrer au pays (Moïse Katumbi, Mbusa Nyamwisi, etc), des poursuites judiciaires ont été lancées contre des policiers impliqués dans des répressions d'une manifestation d'étudiants à Lubumbashi pendant que des mandataires d'entreprises publiques et le ministre des Affaires foncières, soupçonnés de corruption, ont été suspendus

Des nombreux défis attendent cependant l'actuel président :

- La crise d'Ebola qui a commencé depuis Aout 2018 dans la province du Nord Kivu a tué plus de 1000 personnes. Les attaques armées permanentes dont sont victimes les équipes de riposte et la politisation de celle-ci ne facilitent pas l'éradication de cette maladie qui aura sûrement un impact économique très négatif sur cette partie du pays.

- L'activisme de groupes armés dans certaines parties du pays, (Beni Yumbi, Masisi, Rusthuru, Plaine de la Ruzizi au Sud Kivu) constitue un défi majeur pour l'actuel président. Aucun développement durable et réduction de pauvreté ne peuvent être espérés sans éradication des mouvements armés actuels actifs, surtout à l'Est de la RDC. Un récent rapport vient en effet de mentionner que l'une de ces conséquences de cette insécurité chronique est la malnutrition aiguë : on considère qu'environ 5 Millions de congolais souffrent de la malnutrition aiguë et plus de 25 millions ne mangent pas à leur faim. Le gouvernement de Mr Tshisekedi devrait faire de l'éradication des groupes armés sa priorité absolue à l'Est de la RDC
- Sur le plan économique, le cours de cobalt, dont l'exploitation et l'exportation fournissent à l'Etat l'essentiel de ses recettes en devises, a baissé de plus de 50% depuis le début de l'année 2019. Dans une économie moins diversifiée comme celle de la RDC, une baisse de cours de matières premières comme le cobalt peut rapidement avoir un effet dévastateur sur les réserves de change et donc conduire à la dépréciation de la monnaie nationale et à une hausse de prix sur le marché. Une situation similaire à celle de la précédente crise de 2016-2017 n'est pas à exclure. Un programme de diversification de l'économie nationale, des investissements dans les secteurs industriel et tertiaire, en passant par une nette amélioration du climat des affaires, devrait être aussi une des priorités de l'actuel gouvernement
- Le chômage des jeunes est un problème majeur de l'économie congolaise. Des millions des jeunes que les universités déversent sur le marché de l'emploi sont incapables de décrocher un job. Tous ces jeunes au chômage constituent une bombe à retardement si rien n'est fait pour les occuper. Créer des emplois aux jeunes doit être l'une des priorités de l'actuel régime s'il veut bâtir une nouvelle nation, unie, inclusive et où tous ses enfants se sentent chez eux.
- Dans un contexte comme celui de la RDC où le clientélisme politique et ethnique est devenu la règle, les postes se distribuent en fonction non pas des compétences, mais plutôt selon son appartenance ethnique et politique, laissant de côté des nombreux congolais compétents et prêts à servir leurs pays. Une rupture avec ce genre des pratiques est une condition sine qua non pour un développement durable de ce pays, un développement pro-pauvre qui sortira de la pauvreté de millions de congolais. Soulignons cependant que les récentes nominations de l'actuel Président dans les grandes entreprises publiques ne semblent montrer une réelle volonté de rompre avec les anciennes pratiques.

Administrer et gérer un Etat démocratique moderne

Une priorité pour le Congo

Kä Mana

Introduction

En cette période où notre pays est appelé à décider des grandes priorités sur lesquelles devront se concentrer le peuple congolais et ses nouvelles autorités politiques, nous voulons affirmer ici que l'urgence à nos yeux est la construction d'un Congo qui soit un véritable Etat démocratique moderne au cœur de l'Afrique. Si nous regardons notre trajectoire comme nation depuis l'indépendance de notre pays en 1960, nous ne pouvons pas ne pas voir que nous souffrons profondément d'une incapacité à nous prendre en charge comme Etat réellement libre, à administrer et à gérer un tel Etat et à en déployer le souffle comme une vraie démocratie moderne qui s'impose comme telle dans le monde d'aujourd'hui. Le moment est venu de regarder cette pathologie en face et d'orienter notre destinée selon les perspectives d'une guérison concrète de cette maladie qui mine nos ressorts de créativité.

Sur l'arrière-fond d'une incapacité à être un Etat démocratique moderne

A l'aube de notre autodétermination politique, nous avons tenté, avec l'encadrement des autorités colonisatrices, une expérience d'inventer des structures démocratiques inspirées du monde occidental et centrées sur l'organisation des élections que le parti de Patrice Emery Lumumba gagna en toute transparence.

Très vite, cette expérience fut dévoyée à la fois par les colonisateurs eux-mêmes et par les hommes politiques du Congo. Les colonisateurs voulurent garder la mainmise sur le pays et ses richesses en poussant notre nation à des sécessions tribalo-ethniques destructrices. Les hommes politiques congolais s'engouffrèrent dans les haines et les passions dévastatrices qui plongèrent le Congo dans ce que l'on désigna par le terme de « congolisation » : une pathologie de fragmentation, de morcèlement et d'éclatement interne où notre pays fut un véritable chaos, avec des rébellions meurtrières et des violences chroniques. La nation ne pouvait dans ce contexte être un Etat organisé, conscient de ses possibilités politiques, économiques, culturelles et géostratégiques, porté par la volonté de construire une unité de destinée et poussé par des grandes utopies et un grand dessein qui soit alimenté par des valeurs de l'être-ensemble. Il fut aussi impossible pour les congolais d'être des bâtisseurs et des artisans d'un système démocratique auquel ils aspiraient pourtant à la suite du monde occidental que les Congolais prenaient en ce temps-là comme modèle.

Les cinq premières années d'indépendance furent ainsi des années gaspillées dans le désordre, dans des conflits internes, dans les violences absurdes et dans des conflagrations dont profitèrent les militaires pour prendre le pouvoir politique sur instigation des puissances occidentales. Ces puissances avaient pour objectif clairement visible d'empêcher le Congo de devenir un bastion du camp communiste. Grâce à elles, Mobutu surgit dans l'arène politique congolaise et notre pays devint, au cœur de la guerre froide qui divisait le monde en ces temps-là, le levier de l'Occident contre le communisme chez nous et le fer de lance de la domination des puissances occidentales en Afrique.

Mobutu parvint à unifier l'Etat congolais et à en imposer la présence dans le monde. Mais il le fit par la voie d'une dictature féroce et sanguinaire, avec l'appui de ses parrains occidentaux. Pendant 32 ans, il n'y eut dans notre pays ni l'apparence ni la réalité de la démocratie. Nous fûmes plongés dans un Parti-Etat où seules comptaient la parole du chef, l'image de chef, la volonté du chef, la politique du chef, l'économie du chef, la culture du chef, seul caïman dans le marigot d'un Cogo devenu Zaïre.

Ce qui caractérisa le règne de Mobutu, c'était la destruction de toutes les valeurs démocratiques dans notre nation. Il n'y eut sous son règne ni élections libres, ni contre-pouvoirs réels sauf quand émergea l'UDPS en 1982, ni perspective d'alternance « civilisée », comme on dit aujourd'hui, ni possibilité de donner au pays les libertés fondamentales que sont la liberté de conscience, la liberté d'expression, la liberté de pouvoir s'engager comme citoyen dans la construction de son propre pays et la liberté de résister aux attrait du parti unique et à son idéologie imposée à coups de slogans, de danses et de chants débilissants.

Même dans la manière de gérer et d'administrer le Zaïre, Mobutu n'a jamais vu dans son pays un pays inscrit dans une perspective de gestion et d'administration modernes d'un Etat. Il a géré le Congo comme on gère une petite boutique personnelle ou familiale, sans principe moderne de rationalité, d'efficacité et d'obligation de résultats positifs. Il n'a jamais mis sur pied une administration fondée et bâtie sur le socle de mêmes principes. Le Congo sous son règne était une foire de la corruption, de dilapidation des fonds publics et de prédation du pays à tous les niveaux par une clique politique inconsciente et corrompue.

Dans un pays sans gestion rationnelle et sans administration rigoureuse, on comprend que les richesses réelles ou potentielles du Congo n'aient conduit ni à la richesse consistante pour la population, ni à la prospérité pour une classe moyenne capable d'assurer au peuple de grandes perspectives de bonheur. Il a manqué à Mobutu la capacité d'impulser à la nation congolaise une culture éthique du respect de soi pour chaque Congolais et du respect

du pays par les Congolais dans un nationalisme du « servir et non se servir », slogan pourtant répété à tout bout de champ comme un mantra tout au long du règne du Président-Fondateur. A la place d'une culture éthique du respect de soi et du respect du pays, le Congo sous Mobutu a produit la culture du mensonge, de l'amusement, de la sape et du dribble dans la vie de tous les jours. Cette culture, c'est Mobutu lui-même qui l'a entretenue, valorisée et imposée comme esprit congolais. Tout son entourage vivait selon cet esprit et le peuple congolais en fut contaminé.

Face à l'esprit démocratique, la manière d'être et de vivre de l'homme congolais sous Mobutu a conduit le pays non seulement à la culture de la superficialité mais surtout à la culture du refus même de la démocratie dans ses principes à l'occidentale et dans sa pratique comme mode de gouvernement.

Sous lui, le Zaïre était même devenu l'image de l'anti-démocratie par excellence, tant et si bien que la dictature en place au Congo avait peu à peu détruit toute perspective de développement. C'était une dictature destructrice de l'Etat et de toutes les forces de construction d'un espace public pouvant conduire à l'émergence du pays, comme on dit aujourd'hui.

Vers la fin du règne de Mobutu, l'Etat s'effondra faute de compétence gestionnaire et administrative. Il s'effondra surtout faute d'éthique publique et démocratique visible comme choix fondamental d'un peuple.

Lorsque Laurent Désiré Kabila chassa Mobutu du pouvoir, de nouvelles espérances naquirent pour que le Congo devienne un Etat bien géré, bien administré et mis sur la voie d'être une grande démocratie au cœur du continent africain. Ce n'est pas cette voie qui s'ouvrit à notre nation : le Congo reprit son nom de République Démocratique pour mieux barrer la route à l'émergence même de la démocratie. On assista plutôt à du néomobutisme inquiétant. La rupture avec Mobutu n'eut vraiment pas lieu. En plus, les conflits entre Laurent Désiré Kabila et ses parrains rwandais et ougandais plongea le Congo dans la guerre, dans l'instabilité et dans l'insécurité chronique. Ce fut un retour aux démons des premières années de l'indépendance : division du pays, violences destructrices, politique du chaos.

Quand Joseph Kabila succède à Laurent Désiré Kabila en 2001, il hérite de l'esprit néo-mobutiste qui fut l'atmosphère globale du régime de son père et il dut gérer et administrer un pays en proie aux tribulations dont il ne pouvait sortir que par la porte d'interminables négociations. Ces négociations aboutirent à l'invention congolaise du système 1+4, 1 président+4 vice-présidents, ordre politique qui fonctionna tant bien que mal et ouvrit la porte à la troisième république, elle aussi prise dans les vagues des élections dont les résultats, à trois reprises, ne purent jamais être considérées comme l'expression de la volonté libre du peuple congolais.

Au cœur de ce système 1+4, Joseph Kabila était l'homme des Occidentaux qui l'avaient placé au pouvoir, qui avaient tout misé sur lui pour garantir leurs intérêts géostratégiques au Congo. Jeune, inexpérimenté et malléable à souhait, il ne pouvait nager dans la marre congolaise qu'en comptant sur ses parrains occidentaux.

Mais peu à peu, il se rendit compte du jeu pervers dans lequel l'Occident l'avait plongé. Il prit conscience d'un fait : il était pris dans des chaînes où il ne pouvait ni libérer son pays ni lui assurer un développement durable que le double programme des 5 chantiers de la République et de la révolution de la modernité annonçaient comme vision politique et comme projet de société. Joseph Kabila cherchera à se désenchaîner de ses parrains occidentaux en se rapprochant de la Chine puis de la Russie. Il devint ainsi nationaliste et souverainiste. Cela, ses parrains ne pouvaient pas le supporter et ils cherchèrent à serrer l'étau économique, politique et géostratégique autour de son cou. Ils déclenchèrent aussi toute leur artillerie médiatique pour diaboliser le président congolais et mettre à nu les insuffisances de sa gestion et de son administration du pays. Ils mobilisèrent les forces de la société civile, de l'Eglise catholique et des milieux diplomatiques pour dénoncer toutes les tares du pouvoir en place. L'organisation des élections à la fin du deuxième mandat de Kabila devint leur obsession. Joseph Kabila dut céder à leur pression pour se plier au jeu de l'alternance. Il eut pourtant l'intelligence de monter une stratégie électorale qui finit par neutraliser les mondialistes occidentalistes congolais soutenus par les réseaux économico-financières internationaux et d'affaiblir ses propres souverainistes dont le peuple ne voulait pas le candidat à la présidence adoubé et imposé par Joseph Kabila lui-même. Pris entre le marteau de l'ordre occidental du monde et l'enclume de sa propre impopularité et de l'impopularité de son dauphin, il choisit en douce une solution médiane : faire élire Félix Antoine Tshisekedi et négocier avec le camp dont celui-ci portait le flambeau en vue d'une gestion et d'une administration de « coalition », pour reprendre son propre mot.

C'est à cette étape de notre histoire que nous trouvons et la question maintenant est de savoir quelle direction doit prendre le Congo.

Pour une gestion et une administration démocratique d'un Congo moderne

Il faut être clair : il n'est plus possible pour notre pays de retourner au désordre des premières années de notre indépendance, encore moins de revenir au moule de la dictature mobutisme ou au néo-mobutisme kabiliste, qu'il s'agisse de celui de Laurent Désiré Kabila ou de celui de Joseph Kabila. Il faut autre chose : l'invention d'un nouveau Congo et d'un nouvel Homme congolais dans un ordre politique dont les piliers soient une bonne gestion et une administration rigoureuse d'un Etat démocratique moderne.

Cet impératif d'invention d'un nouveau Congo et d'un nouvel homme congolais dans la gestion et l'administration du pays, c'est aux nouvelles autorités de notre pays qu'il s'impose ainsi qu'à tout le peuple congolais.

Il s'agit pour les autorités de se doter des normes, des directives et des principes clairs pour guider l'action gouvernementale et imposer à la nation un ordre juridique qui ne laisse aucune place à l'impunité face aux actes et aux attitudes qui détruisent le pays. Cela signifie que l'ordre politique à inventer est avant tout un ordre d'un Etat de droit au sens moderne du terme, un Etat qui garantit non seulement les droits et les devoirs des citoyens mais surtout leurs pouvoirs, ceux qu'ils ont de libérer leur imagination créatrice en vue de trouver des solutions congolaises aux problèmes du Congo, à tous les niveaux et dans tous les domaines.

La politique de l'imagination créatrice est appelée à se déployer comme cadre d'un engagement que chaque congolais doit prendre pour que ses libertés fondamentales garanties par la loi, ses devoirs à assumer dans le cadre d'un être-ensemble fertile, soient vécus comme des leviers forts pour l'Etat, comme un pouvoir pour changer l'Etat en une dynamique d'action positive de création de citoyens responsables d'eux-mêmes et de tout leur espace social. Un tel Etat ne peut pas être un Etat que José Do-Nascimento qualifie d'Etat libertaire, c'est-à-dire celui qui n'a rien au-dessus de lui, ni la constitution qui le fonde, ni les harmoniques de régulation rigoureuse de la vie collective, ni les utopies mobilisatrices communes pour inventer un avenir lumineux, ni les perspectives de remise en question de sa gouvernance en vue de relancer le dynamisme créateur des dirigeants et des populations. Ce qui est urgent pour notre pays, c'est de réussir la création d'une nouvelle conscience collective où la « redevabilité » devienne une culture politique vécue par tout le monde, en pensées comme en paroles, en actes comme en rêves communautaires. Cette idée de « redevabilité » autour de laquelle se sont organisées la lutte des mouvements citoyens animés par les jeunes dans notre pays, l'heure est venue de la semer dans la vision que nos dirigeants doivent avoir de leur responsabilité et toutes nos populations, de leur engagement citoyen. Aujourd'hui, le fait de se sentir redevable des attentes des citoyens par les dirigeants et des attentes des dirigeants par les citoyens devra constituer l'une des lignes forces de la gestion et d'administration de notre nation. Nous devons faire de cette ligne-force la colonne vertébrale d'une nouvelle vision de nous-mêmes.

Cette nouvelle vision s'inscrira non pas dans l'imitation servile des démocraties occidentales dont nous n'avons pas pu jusqu'ici reproduire les visions du monde et les institutions de manière saine et correcte, mais dans une volonté ferme d'inventer notre propre démocratie congolaise.

Nous croyons que ce devoir d'invention s'inscrira dans notre pouvoir créateur que nous devons promouvoir, déployer et exercer en étant ouverts et sensibles à la philosophie fondamentale de notre culture : *la philosophie de la primauté de la communauté sur l'individu, de la solidarité sur le profit personnel et de la générosité sur l'égoïsme.*

Dans notre pays, tous ces mots auxquels nous nous référons ici sont devenus obsolètes comme partout en Afrique. Beaucoup croient qu'ils ne signifient plus rien et qu'ils ont perdu leur sens face au triomphe de l'occidentalisation du monde, à la puissance de l'ordre néolibéral mondialisé et à la force des idées maîtresse que les grandes nations de notre temps imposent à toutes mes civilisations, à savoir :

- La suprématie de l'individu sur la communauté
- Le pouvoir dominateur de l'économie du marché sur toute forme d'organisation économique de la société
- L'acceptation des inégalités comme l'ordre naturel du monde
- La toute-puissance de la science et de la technologie pour résoudre tous les problèmes de la planète aujourd'hui
- L'exploitation de la nature par la voracité humaine sans que la nouvelle conscience écologique qui interpelle l'humanité sur les exigences de penser aux générations futures devienne notre nouvelle culture planétaire
- Le droit que les pays riches s'octroient de faire de toute l'humanité ce qu'eux seuls désirent.

Toutes ces idées dominantes, nous savons aujourd'hui à quoi elles conduisent le monde : tout droit dans le mur. Elles dévalorisent la démocratie occidentale et la transforment en coquille vide en tant que modèle de la société. Concrètement parlant, cette démocratie ne conduit nulle part, tellement elle est plombée par la réalité des idées vécues par les puissances occidentales en matière de développement des peuples, de lutte contre les inégalités, des batailles écologiques de notre temps.

Pour le Congo comme pour toute l'Afrique, il est urgent de tourner le dos à cette démocratie occidentale qui est arrivée à saturation et qui doit être réinventée pour toute l'humanité dans un nouveau processus de refondation non seulement en vue de la renaissance de l'Afrique mais aussi de l'humanisation du monde face à l'avenir.

La démocratie congolaise dont nous avons besoin est celle qui se fonde sur l'éthique d'un humanisme communautaire où ce qui a été détruit par les fausses idées de la démocratie occidentale a à être réinventé, réorganisé, repensé et réimaginé dans les perspectives d'une nouvelle mondialisation et

d'une renaissance africaine arraisonnées par les utopies d'un autre monde possible.

Gérer et administrer notre société selon cette perspective nouvelle n'est pas une tâche facile. Nous avons tellement été habitués à la désorganisation, à la violence et au désordre qu'il faut maintenant un profond travail éducatif pour réorganiser, notre société, réorienter l'esprit de nos populations, dynamiser les forces créatives de nos peuples et poser les bases de nouvelles institutions susceptibles de faire de notre nation une société nouvelle, différente de celle dans laquelle nous avons vécu jusqu'ici.

L'éducation dont il s'agit concerne avant tout l'ensemble de notre classe politique à laquelle il faudra rappeler les principes de base du leadership africain tel qu'Amadou Hampâté Bâ nous en a défini les harmoniques :

-*La grande écoute* : savoir s'ouvrir au peuple, à ses problèmes, à ses attentes, à ses espérances et à ses utopies profondes ; savoir aussi s'ouvrir au monde dans sa globalité, avec ses richesses et ses limons vitaux dont notre peuple peut s'enrichir.

-*La grande vision* : savoir indiquer clairement au peuple la direction que l'on prend avec lui et le port auquel on aimerait qu'il accoste ; savoir aussi ouvrir avec lui le grand chemin de l'avenir, grâce à la conscience nouvelle que le pays doit acquérir de lui-même et de son destin.

-*Le grand parler* : savoir parler vrai, accorder sa parole à ses actes et dire clairement ce qui est essentiel et pour lequel on doit tout miser pour construire le bonheur de son peuple.

- *Le grand agir* : dans la mesure où « gouverner, c'est décevoir », l'élite gouvernante doit savoir anticiper les déceptions du peuple et les gérer avec intelligence grâce à des actions concrètes porteuses des grandes espérances.

Il est indispensable d'apprendre au peuple à vivre et à appliquer dans sa vie quotidienne les mêmes principes. Cela conduira à promouvoir la culture de l'intelligence et de la raison, la culture de l'éthique et de l'engagement moral ainsi que la culture de la production de grandes dynamiques de sens pour un être-ensemble, un vivre-ensemble, un agir-ensemble et un rêve-ensemble pour le grand bonheur collectif, mesure réelle de ce que gérer et administrer un Etat démocratique moderne signifie.

Selon ce que le président américain Barack Obama avait dit à l'Afrique dans son célèbre discours de l'Accra, la gestion et l'administration dont nous parlons ont besoin d'institutions fortes, précisons : *d'institutions démocratiques fortes.*

Celles-ci ne peuvent être animées que pour les hommes-force dans leur grande écoute, dans leur grande vision, dans leur grand parler et dans leur grand agir.

La priorité pour le Congo n'est-elle pas d'avoir ces hommes-force pour animer des institutions fortes ? Nous sommes convaincus que l'urgence au Congo est de donner une réponse fertile à cette question et de tout faire pour que cette réponse soit au cœur de la conscience du nouvel homme congolais.

Elections en R D Congo : l'impasse de l'après...

Léopold Rutinigirwa

Pour la troisième fois depuis l'instauration de la constitution votée au référendum de 2005, les élections se sont organisées en R D Congo et cette fois-ci après de multiples reports, des accords et arrangements entre parties et moments passionnants pour savoir ce que cela allait produire comme résultats depuis une fin de second mandat de Joseph Kabila qui a pris encore deux ans pour se terminer.

Quelle que soit la longueur de la nuit, le jour finit toujours par apparaître, dit-on, et le peuple congolais a eu à se choisir ses dirigeants en date du 30 décembre 2018, tant bien que mal, date qualifiée d'historique et de mémorable par plusieurs et tant attendue par le monde entier.

Moment historique qui sera aussi celui de la cacophonie, dans la longue attente qui va précéder la proclamation des résultats, dont la CENI seule est détentrice du pouvoir lui conféré par la constitution. Et ce n dépit des multiples pourparlers et rappels au monde entier que la RD Congo est un pays souverain et donc n'avait de leçon de démocratie à apprendre de nulle part, pas même des regroupements régionaux dans lesquels il a souscrit à des chartes et des pactes dès l'accession à son indépendance jusqu'à ce jour. Le vase clos a scellé l'enferment du pays pour arriver à produire une alternance à sa manière comme image vendue au commun du Congolais.

Allant de négociations en consensus, la cour constitutionnelle a consenti à avaliser les résultats donnant Félix Tshisekedi le gagnant qui allait diriger le vaste et riche pays pour un mandat de cinq ans.

Le peuple de son côté s'est bien comporté en gardant son souffle, en se demandant ce que sera son sort après cet épisode électoral tant attendue et qui était enfin là et qui, à notre sens, s'articule en quelques aspects essentiels qui sont décrits dans cette réflexion : l'alternance politique tant souhaitée, les relations avec le reste du monde et l'espoir à donner à la jeunesse.

a) Une promesse de première alternance démocratique : une réussite ou un leurre ?

La fin du deuxième mandat du président sortant a pris effet deux années après, phénomène étonnant et pour des raisons sans doute liées à des intentions non avouées de se maintenir en poste en dépit de tout ce que le peuple attendait (le respect des principes et règles du prescrit fondamental) et l'horreur du lendemain (comme tout humain est coupable

d'imperfections), mais aussi et certainement les difficultés de mobiliser les moyens nécessaires pour organiser des élections prétentieuses de se dérouler avec dignité, dans la souveraineté et qui se voulaient « libres, démocratiques et transparentes ». Le réalisme et l'objectivité sont un impératif, et il faut éviter de se mettre sur les trous des prédécesseurs qui utilisaient les ressources vitales du pays comme leur propriété. Agir autrement que de prétendre utiliser des millions (1,8 milliards de dollars) pour les élections à organiser sur un budget difficile à mobiliser (5,0 milliards des dollars) pour une période de vie d'une année de toute une nation de plus de 80 millions d'habitants.

Au stade actuel, il est question de voir les actuels dirigeants (dont le nouveau président élu, ses proches et ses protagonistes avec d'autres intelligences bienveillantes à associer à la reconstruction du pays) se mettre à la tâche comme des patriotes et non des ventriotes, et mettre en place des stratégies d'éducation des masses comme première étape de révolution en remettant le peuple (et surtout la jeunesse avec toute sa vitalité) au travail, en brisant l'attentisme et le fatalisme qui les incarnent et les amènent à la dérive de l'oisiveté et au gain facile en pactisant avec les antivaleurs.

Amener le peuple à aimer la patrie et ne pas avoir la mauvaise foi contre son propre pays en développant la haine et la jalousie causées par la pauvreté.

Vivre l'alternance c'est être un panafricaniste de la trempe des pères des indépendances des pays africains dont la R D Congo. Le défi sera de mettre ensemble les intelligences africaines et congolaises pour aller de l'avant et voire vivre une cohabitation sincère entre Tshisekedi et Kabila pour le bien-être des Congolais et non s'enliser dans les discussions du genre des élections truquées car il y en a toujours eu comme ailleurs aussi, et éviter d'amener le peuple à verser son sang quoiqu'il ait atteint un degré de maturité politique prouvé.

Ce sera la seule manière d'assurer une alternance démocratique en restaurant la sécurité (mettre fin à toutes les formes de guerre et violences), en assurant l'indépendance des populations en leur facilitant la libre circulation, l'autonomie d'être générateur d'un minimum de vie qui permette de garantir une autosuffisance alimentaire à tout un chacun, bref garantir les droits fondamentaux des peuples aux Congolais aussi.

b) Et la part du monde en dehors au Congo et le vécu des Congolais eux-mêmes.

On n'a jamais cessé de le dire, le Congo est un pays riche avec comme seule difficulté de transformer ses potentialités en produits de consommation pour quitter le rang des pays pauvres. Il faut tenir en compte qu'il est le premier pays de la planète à avoir une constellation de neuf pays voisins et donc

un espace stratégique sur le plan économique, politique et culturel. Le gouverner de manière efficace exige de transcender l'impasse des politiques et affronter de plein cœur avec lucidité les impasses économiques et sociales des populations par l'intégration dans les grands ensembles et regroupements régionaux qui permettent à être au niveau des autres pays et faire valoir sa reconnaissance au sein du concert des nations. Ouvrir aux Congolais des espaces d'échanges et des ouvertures au monde dans un esprit de deal 'gagnant- gagnant' avec comme atouts de départ ses potentialités dont il a été fait mention (ses ressources naturelles) à faire peser dans la balance de ces échanges. Manifester de véritables intentions de partager pour faire chemin ensemble dans le véritable business, réaliser des échanges commerciaux et autres formes de coopération. Arriver à faire fonctionner la R D Congo comme un Etat de droit permettra de résorber les causes des conflits que le pays connaît.

c) Donner de l'espoir à la jeunesse.

Cette jeunesse qui vit des espoirs de voir un jour vivre dans un contexte de pays émergent où les minima vitaux sont assurés comme aller à l'école, se faire soigner, se promener sur des routes (il en existe qui n'en sont pas), trouver du travail, se livrer aux loisirs comme ailleurs ; pousse les jeunes Congolais à la migration, à la débrouillardise sous plusieurs formes en bien comme en mal « kobeta libanga » ou, le cas échéant, à se ranger derrière les entreprises à gain facile comme s'enrôler dans les groupes armés qui écument le pays.

Il existe une politique de l'éducation et l'enseignement fonctionne tant bien que mal, tout comme existe une politique de l'emploi mais qui n'a jamais connu un début de mise en application. Des milliers de familles sont devenues pauvres pour avoir payé l'instruction de leurs enfants qui, après, ont tendance à rester des étudiants à vie aspirant au mieux-être par l'accumulation des diplômes et autres titres académiques. Ceux d'entre eux qui n'ont plus eu les bourses familiales pour poursuivre les études se sont simplement transformés en débrouillards⁶. Selon une étude de la Banque Mondiale, « Réussir à atteindre les Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) qui visent à instaurer d'ici à 2015 l'éducation primaire universelle partout dans le monde, et en Afrique en particulier, nécessite une attention spéciale sur la République Démocratique du Congo, qui est l'un des cinq pays au monde où les enfants sont le moins scolarisés. Une décennie de conflits violents, de grandes migrations de populations et de privations économiques prolongées a entraîné un déclin net du système éducatif en RDC. Il y a 30 ans,

⁶ Il y en a plein comme motards, taximan, revendeurs des cartes de communication, travailleurs dans les services de gardiennage de sécurité etc ...

ce système était en avance sur celui de nombreux autres pays subsahariens, en matière de taux brut de scolarisation primaire. Mais présentement, il est à la traîne de la plupart d'entre eux ».⁷

Malgré tout, il y en a qui ont bien étudié. Il y a une bonne frange des pauvres enseignants⁸, du moins pour ceux qui ont de la chance d'avoir du travail dans ce secteur ; et bien d'autres encore ont intégré les forces de sécurité (Police et Armée) par résignation. Il se comptent par milliers et sont le devenir du pays.

Des pistes pour redonner espoir à la jeunesse peuvent se décliner en plusieurs comme :

- Assurer la gratuité et l'obligation de l'enseignement élémentaire avec une prise en charge conséquente.
- Permettre l'accès à l'enseignement secondaire de qualité et dirigé plus vers les filières techniques.
- Donner une chance d'accès aux études universitaires aux méritants
- Essayer les modèles d'encadrement ou d'initiations post universitaires comme la pratique de « Ngando⁹ » au Rwanda ou le travail d'insertion sociale par les centres d'encadrement socio- professionnel comme « Kanyama Kasese¹⁰ » de l'époque de l'AFDL et bien d'autres expériences du genre à travers le monde.

Toutes ces pratiques, c'est en prélude à la redynamisation des unités de production qui sont somme toute paralysées et/ou qui sont encore à repenser dans un meilleur délai.

⁷ Rapport de la Banque Mondiale, Département du Développement Humain, « Le système éducatif en R D Congo, priorités et alternatives », 2005, pp IX.

⁸ Ils sont du degré élémentaire, moyen et supérieur comme professeurs d'universités.

⁹ Cette expérience date des années 2011 où tous les ressortissants des écoles secondaires transitent par des centres de formation et d'apprentissage des métiers avant d'embrasser les études supérieures ou être orientés ailleurs.

¹⁰ C'est un vaste complexe agroalimentaire, où à l'époque de Mzee Laurent Désiré Kabila les jeunes étaient orientés pour faire l'apprentissage aux métiers et à la formation idéologique de l'AFDL

Le corbeau et le renard aujourd'hui

Une fable qui éclaire les élections du 30 décembre 2018

Phidias Ahadi Senge Milemba

Introduction

Les élections du 30 décembre 2018 en République Démocratique du Congo ont été le théâtre du « troc électoral » et de la séduction des électeurs par les candidats. Nous étions en face d'un binôme chasseurs-marchands des voix, c'est-à-dire candidats et électeurs. Les troqueurs des voix ont mobilisé diverses ressources puisées, d'une part, dans le registre affectif, et d'autre part, dans le registre clientéliste, pour arracher aux électeurs ce qu'ils avaient de plus précieux : la voix électorale. A ces élections, les électeurs ont tout simplement perdu de vue la morale de la fable « le corbeau et le renard », selon laquelle « tout flatteur vit au dépend de celui qui l'écoute ». En conséquence, ils ont été otage de l'art de la flagornerie exercée par les courtisans politiques. Cet art est responsable d'un climat de corruption venu des convoitises des candidats plutôt que des principes du « vote raisonné ».

Cette ruse du renard, dépréciant la compétition électorale, a plongé les électeurs et les candidats dans un rapport clientéliste. Par ce rapport, on a assisté à l'inclinaison du vote des électeurs au « troc électoral » qu'au « vote raisonné ». La plupart d'entre les électeurs sont restés impuissants face aux regards de convoitise que leur jetaient les compétiteurs électoraux. Pour cause, des paroles séduisantes, des messages alléchants et images attrayantes aux inclinaisons affectives, émotionnelles ont structuré le marché électoral congolais. Ne sachant pas que le rêve de tout compétiteur électoral est de courtiser des électeurs, ces derniers se sont laissés séduire par la ruse des « candidat-renards » au point de perdre la raison et privilégier un « vote irraisonné », c'est-à-dire un vote sur fond d'émotions. Bien plus, les électeurs ont perdu de vue les implications idéologiques des discours électoralistes, dont le but est de persuader, faire croire et véhiculer la meilleure image, le bon côté d'un candidat, d'une organisation politique ou d'une famille politique.

Je me propose ici de décrypter des inclinaisons affectives et clientélistes pour faire remonter à la surface les enjeux des élections du 30 décembre 2018. Par la suite, je déboucherai sur la formulation d'une leçon qui instruirait le corps électoral du pouvoir de sa voix électorale et de son caractère convoité, en vue de la formulation d'un « vote raisonné » aux élections futures. Je dévoilerai ainsi le contenu du « troc électoral » et du « vote raisonné » et je

montrera la force des images pour séduire les électeurs sur le théâtre électoral. Tout cela conduira à la clarification des implications de messages qui ont incité les électeurs à accorder le bénéfice de suffrage aux candidats.

Le contenu du « troc électoral » et du « vote raisonné »

Définir le « troc électoral » n'est pas une tâche sans peine. Deux raisons peuvent justifier cette pénalité. Premièrement, on est tenté de reconnaître la pratique du « troc électoral » comme une réalité sociale et un miroir réfléchissant la culture politique d'un corps électoral. Deuxièmement, il y a variation des facettes du « troc électoral », selon les ressources des compétiteurs électoraux et les attentes des électeurs. Ce qui rend complexe la recherche d'un sens commun à toutes les manifestations observables du « troc électoral ».

En réalité, le « troc électoral » porte la signification d'un échange conscient ou inconscient d'une voix électorale contre une quelconque ressource financière, matérielle ou alimentaire. L'emploi de ces ressources pour faire agir l'électeur contre sa raison, sa conscience, et au dépend d'un candidat, est condamnable. Le « troc électoral » est donc à craindre, à plaindre et à bannir. Sa présence reste nuisible à la démocratie et déforme même la formulation de la décision politique de l'électeur, celui-ci votant aux frais d'un candidat.

Le « vote raisonné », quant à lui, est un choix électoral contrôlé, calculé et réfléchi. Il obéit aux règles du raisonnement et permet, d'une part, à un électeur de connaître la personnalité et les qualités supposées d'un compétiteur électoral du niveau local ou national. D'autre part, il permet de connaître dans les détails le programme d'action d'un candidat et de le juger rationnellement en fonction des attentes et défis sociaux, puis convertir ce jugement en choix électoral favorable ou défavorable.

Contre cette notion de « vote raisonné », le triple scrutin présidentiel, législatif et provincial du 30 décembre 2018 donne l'impression que les électeurs ont échappé à l'« âge de raison électorale », l'âge auquel on considère que l'électeur a intériorisé les « lois de l'aigle »¹¹ pour connaître, discerner et poser un choix électoral raisonné. Ainsi, le droit de se plaindre de conditions sociales dégradantes est-il légitime, mais les raisons de s'en plaindre ne les sont guère, surtout lorsqu'on a perdu toute raison devant le discours prometteur du paradis au peuple damné de la terre. Dans cet esprit, un électeur, même universitaire, qui n'appliquerait pas un choix raisonné, serait un vulgaire ou sauvage électeur nuisible à la l'éclosion de la démocratie.

¹¹ L'aigle prend de la distance, regarde calmement d'en haut, analyse la situation, jauge la position de la proie et fonce pour s'en emparer

La force d'images pour séduire les électeurs

La campagne électorale a offert un spectacle aux allures de la fable « Le corbeau et le renard », de Jean de La Fontaine. Ceux qui aspiraient au pouvoir s'étaient livrés une lutte qui passait par des images et messages électoraux pour enclencher les manifestations affectives. Certains candidats limitaient leur campagne électorale à imprimer des photos et à engager des jeunes rétribués à la journée pour les placarder sur les flancs des véhicules, des poteaux, des portails, des murs ou sur des emplacements réservés, etc.

Cette guerre électorale d'images, généralement avec mépris de l'art de l'affiche, n'est guère, en soi, une soupape de la victoire des compétiteurs électoraux, plébiscités gagnants au regard du nombre d'images placardées partout où l'imagination militante savait les apposer. A Goma, à la législative nationale par exemple, les candidats dont les images étaient quasiment placardées partout, doublées d'une procession sonorisée par l'entremise des véhicules sonores géants, circulant et balançant des chansons de campagne, appuyées d'une flopée de danseurs et d'artistes comédiens pour égayer le théâtre, n'ont pas su tirer leur épingle du jeu.

Par contre, le candidat Hubert Furuguta, proclamé élu en tête de liste à la législative nationale, a été peu visible sur les affiches électorales, et sans procession électorale sonorisée. Quelles stratégies a-t-il mobilisées pour réaliser un tel résultat ? Plusieurs stratégies peuvent être inscrites dans le registre propulseur de ce compétiteur électoral à la distinction dans le jeu. On peut noter le porte-à-porte et le bouche à oreille, la campagne classique et la campagne électorale numérique. Cette dernière est une stratégie de proximité électronique, sans l'engagement physique ou traditionnel du candidat. A travers elle, des groupes de réseaux sociaux créés par différentes corporations sociales (sportives, culturelles, estudiantines ou organisations sociales et professionnelles, etc.), balancent des effigies, des messages, des images des réalisations sociales, des qualités supposées du candidat en vue d'allécher le corps électoral.

Dans cet esprit, la victoire électorale, loin d'être synonyme de prendre un bain de foule sur le théâtre de construction des représentations politiques, n'est guère fonction de la procession électorale sonorisée et/ou du nombre d'images électorales placardées ici et là, au mépris de l'art de l'affiche. Mais, de plusieurs stratégies inscrites dans la durée et en lien direct avec les attentes populaires. Ainsi, chaque candidat président de la république prenait-il pour séduction de parler pour le peuple en portant son discours sur les plus grands désastres en explosion en ce XXI^{ème} siècle au pays (tueries de Beni, prolifération des groupes armés, gratuité de l'éducation à l'école primaire, crise d'emplois et salaires de misère, infrastructures en piteux état, chômage aggravé, précarité de soin de santé, etc.), et y proposer son programme

d'actions politiques, à titre de remède. Il s'agit là d'un discours à la fois social et éthique. En prônant le meilleur système de gestion du pays, le candidat se plaçait au cœur même des préoccupations et souhaits des Congolais, toutes catégories confondues.

Les différents candidats étaient bien au parfum de la situation sociale qui déchirait le Congo au quotidien. Ils savaient bien que les violations intempes- tives des droits et libertés politiques collectives comme individuelles, l'analphabétisme du peuple (les femmes et les enfants surtout n'ont pas facilement droit à l'instruction), le piteux état des écoles, le problème de soin de santé, de logement décent, la difficile coexistence interethnique, l'appauvrissement croissant des peuples avec comme corollaires la malnutrition avec toute sa cohorte de malheurs, notamment la mort des enfants et même des adultes, ... ne favorisaient pas la paix sociale au pays. Il en va de soi que ce discours de célébration du politique et d'efficacité sociale promis est l'odeur qui allèche les électeurs.

Des messages qui incitent les électeurs à accorder le bénéfice de suffrage

L'autre stratégie de séduction des électeurs puisée dans l'art de la flagornerie du renard, est l'usage des messages flatteurs ou des slogans alléchants. Messages ou slogans qui laissent les électeurs irrésistibles à la flagornerie exercée par les compétiteurs politiques près des électeurs aux échéances électorales du 30 décembre 2018.

Au chapitre de messages électoraux, plusieurs affiches avec des slogans, généralement imagés, furent surface au scrutin de 2018. Pour corrompre la justice des électeurs et séduire leur esprit et raison, les compétiteurs électoraux se sont livrés à un jeu courtisan, à travers des propositions bien conçues sur des affiches de campagne. Citons par exemple, *Poursuivre l'émergence* pour Emmanuel Ramazani, du Front Commun pour le Congo, FCC en sigle. Celui-ci apparaissait sur une de ses affiches, seul, de bonne humeur, avec en regard la mention *Président*. Sur d'autres, il apparaissait en bas-fond d'une foule bigarrée, avec comme slogan : *On gagne et on gagne*. D'autres affiches le présentaient avec des représentations imagées de l'émergence qu'il promettait de poursuivre dans les secteurs de l'éducation, de l'agriculture, de l'infrastructure, etc.

Sur les affiches de la plate-forme *Lamuka* (réveille-toi, en lingala comme en swahili), Martin Fayulu était présenté comme le *Candidat du changement*. Il y apparaissait retroussant ses manches, sans prêter à rire ni à sourire. Comme on peut bien le comprendre, le discours, une donnée essentielle dans l'activité politique, construit la réalité sociale. Par lui, se structure symboliquement l'espace des luttes pour la captation et la conservation du pouvoir politique. Il doit donc avoir sa justification, son fondement et même son

contexte pour sa consommation par ses destinataires ciblés. En effet, retrouver les manches revient à s'apprêter à travailler, à améliorer une situation quelconque par un effort de travail. Pour mémoire, en l'année 1965, le président Mobutu Sese Seko consacra l'opération « retrouvons nos manches », en vue, notamment, de l'entretien de la propreté des villes zaïroises, vanter les mérites du travail et inciter la population à beaucoup travailler pour la prospérité du pays.

Quant aux affiches de Félix Tshisekedi, de la coalition Cap pour le changement (Cach), on pouvait lire : *J'écoute ma base. J'écoute le peuple !* Le candidat s'y présentait seul, avec une mine souriante et placé à l'extrême gauche, les doigts en V, signe de la victoire (tel son défunt père, Etienne Tshisekedi, au scrutin de 2011), avec en trame de fond, une foule hétéroclite et en liesse. Le slogan était : *Maboko pembe*, pour signifier littéralement, *mains propres*, en lingala.

Tous ces slogans et messages, dans leurs déclinaisons électorales, sont dotés d'une charge séduisante et émotionnelle redoutables, exactement comme le fait le Renard :

« Et bonjour, Monsieur du Corbeau,
Que vous êtes joli ! Que vous me semblez beau !
Sans mentir, si votre ramage,
Se rapporte à votre plumage,
Vous êtes le Phénix des hôtes de ces bois ».

En exerçant une influence symbolique sur la définition collective du choix électoral, certains courtisans ou compétiteurs électoraux ont été artisans de manifestations affectives en vue, non seulement de la négation de leurs adversaires sur le théâtre électoral, mais aussi de la séduction de la masse électorale. Des formules qui séduiront les plus exigeants ont été mises en œuvre par des candidats ou leurs plates-formes électorales. Ces derniers ont mobilisé toutes les qualités humaines susceptibles d'allécher la masse électorale. Toute cette signalétique d'émotion s'est faite par l'entremise de petits mots séditieux : *traîtres corrompus* contre la coalition Cach, dissidente de l'opposition réunie à Genève, à la recherche d'un candidat commun à l'élection présidentielle ; *tribalistes* contre la plate-forme *Lamuka*, dont le fameux accord de Genève accorderait plus de postes importants et fars aux ressortissants de la zone sociologique Bandundu.

Par ailleurs, à l'instar de ce qui s'est observé dans les discours de campagne, la quasi-totalité de candidats ont joué sur le registre sécuritaire, surtout dans le grand Kivu et au Kasaï. En ce domaine, les candidats des coalitions *Lamuka* et Cach ont clamé haut et fort que le pouvoir en exercice a renvoyé le navire

par le fond. Il s'agit d'un discours de « pouvoir de responsabilité » qui dénonce les dangers et annonce aussitôt son action immédiate. D'après Corinne Gobin, il donne aussi confiance : il y a de quoi avoir peur, mais n'ayez crainte, on sait et on peut résoudre le problème.

Par contre, le FCC a cédé à la *liturgie politique*, démontrant que son candidat est le choix de Dieu à la lumière de Jésus Christ (appelé aussi Emmanuel qui veut dire Dieu avec nous). En même temps, le candidat du Cach était qualifié de *sans expérience de gestion politique*, et pour son aide de camp, de *sans éthique*, clamant par là son faible féminin. Par cet agir politique, on assiste à un théâtre de violence psychologique. Des manœuvres voilées et ambiguës, généralement apparentées au *lavage des cerveaux* de la masse électrique, ont affecté les électeurs sur le théâtre politique, exactement comme l'a été le « corbeau » face aux paroles séduisantes du « renard » :

« À ces mots le Corbeau ne se sent pas de joie,
Et pour montrer sa belle voix,
Il ouvre un large bec, laisse tomber sa proie ».

Il en va de soi qu'en période électorale, l'offre politique qui forme le fond même de la trame de sollicitations politiques, est une stratégie de nasse pour allécher les électeurs. Par elle, se dénouent des allégeances en faveur des uns pour en nouer de nouvelles en faveur des autres. On s'aperçoit que les électeurs, otage de la séduction et émotion mobilisées par les acteurs politiques, dont les maîtres-mots touchent à leur fond du désespoir et d'attentes, se détournent de leur conviction originelle pour adopter une position favorable aux acteurs des manifestations affectives.

Par cet agir, les candidats ont obtenu ce qu'ils voulaient uniquement par la parole, les images et les messages flatteurs, et sans aucune violence physique. Cependant, celui qui est bien aise d'être loué par des paroles trompeuses, des images et messages flatteurs et creux, en est souvent puni par un repentir honteux. Après que les électeurs aient perdu ce qu'ils avaient de plus convoité (la voix électorale), généralement, ils sont réduits au silence et abandonnés à leur triste sort par leurs courtisans. Un écart s'installe entre les élus et les électeurs. Ces derniers ont été persuadés par les courtisans politiques recourant aux manifestations affectives, plutôt qu'aux convictions par la raison. Pourtant à bien y regarder, la persuasion des candidats a été fondée sur l'émotion des électeurs. Agir sur les électeurs en flattant leur émotion, relève de la sophistique. Les sophistes, contemporains de Platon et de Socrate, apprenaient aux jeunes gens à bien parler, à convaincre, à persuader. Ainsi, affirme Caillois, quand il s'agit d'un art du langage, séduire c'est à la fin persuader.

Cependant, il importe de soulever la question de savoir si l'homme politique congolais saura-t-il articuler son discours avec l'action sociale ? Bien évidemment, le social est devenu le refrain des discours des politiques congolais. Les promesses fallacieuses faites sont vite oubliées et classées sans suite.

Le « troc électoral », un biais du vote des électeurs

Le « troc électoral », à travers la distribution des ressources financières, matérielles ou alimentaires, a gagné le commun des électeurs au triple scrutin du 30 décembre 2018. La masse électorale a décidément troqué son vote et en a fait un vecteur d'accumulation des ressources, bien souvent à valeur de pacotille, contre sa souveraineté. Pour se justifier, elle soutenait à tort et par l'ignorance coupable : *Ce n'est pas moi qui changerais la situation déjà pourrie au pays...*

Par cet idiome, dont certains Congolais ont pris goût et habitude, la masse électorale a démissionné à volonté de la politique de son pays, renoncé à son pouvoir de tout changer par son vote et s'est livré au « troc électoral » aux divers niveaux d'élections. Pour attirer la masse électorale, certains candidats ou leurs agents ont distribué des « appâts électoraux », aujourd'hui, une réalité incontournable dans la culture électorale africaine. Ainsi, furent distribués, des pièces de pagnes, des enveloppes des pièces de monnaie, des motocyclettes, des t-shirts, foulards, képis et parasols pour motards à l'effigie d'un candidat ou portant son numéro électoral, des vivres et boissons, en prétextant qu'il s'agit d'un acte de charité, l'une des recommandations très importantes de Dieu. D'autres encore, se sont-ils livrés à la distribution des tôles et livres aux écoles, des médicaments aux structures sanitaires, aux jets des pièces de monnaie à leur passage, au paiement des factures des femmes en situation difficile dans des maternités et à la réalisation de travaux d'aménagement des avenues, à assurer gratuitement le transport urbain, etc.

A force de distribuer ces « appâts électoraux », surtout dans la capitale Kinshasa, certains candidats à l'élection législative nationale et provinciale furent surnommés « papa social », ou « maman sociale ». Et pour la zone linguistique swahilophone, les bénéficiaires, criaient « ulisha pita muheshimiwa ! » (Tu es déjà élu honorable !). Cependant, la légitimité d'un candidat ne se mesure pas au rapport clientéliste avec les électeurs. Car, appâtant peut-être le *troc électoral*, populaire peut paraître un candidat par ses réunions de bain de foule aux attentes alambiquées, mais s'il n'est pas en harmonie avec ce que veulent, désirent et attendent les électeurs, toutes les ressources distribuées sont faiblesse.

Par ce comportement électoral clientéliste à craindre et à plaindre, le vote a perdu sa libre expression de souveraineté populaire. Il est devenu un acte dérisoire, un acte au gré des acteurs politiques par leurs « appâts

électoraux ». Pourtant, une voix électorale est par essence une puissante arme dont dispose l'électeur pour changer le cours de l'histoire de son pays, et avec laquelle, il est possible d'inventer une nouvelle gouvernance à partir des déceptions, des souffrances vécues et des valeurs fortes à porter au plus haut de l'échelle sociopolitique.

Conclusion et perspectives

A chaque fois qu'il y a organisation des élections, qu'elles soient libres, transparentes et démocratiques, les électeurs font l'objet de courtoisie des candidats. C'est la raison de la campagne électorale qui laisse les candidats et leurs aides de camps envahir le marché électoral à la recherche de ce que les électeurs ont de plus précieux : la voix électorale. Ainsi, les courtisans politiques recourent-ils aux ressources diverses telles que des images séduisantes, des paroles alléchantes, des messages, le « troc électoral » en vue de séduire les électeurs.

Pour ce faire, des discours de responsabilité politique, d'efficacité sociale et éthique sont mobilisés. Tous les candidats exposent leurs compétences managériales et politiques à la hauteur des défis sociaux. C'est la grandeur fonctionnelle du pouvoir politique qui suppose la capacité à agir sur la société pour en régler les problèmes les plus aigus. Par-là, ils mobilisent des manœuvres de persuasion émotionnelle à l'exemple de la flagornerie exercée par le « renard » sur le « corbeau » qui détenait un fromage. Malgré la fin de non-recevoir brandi par le « corbeau », l'écoute des paroles alléchantes et séduisantes du « renard » ne l'a pas laissé insensible pendant longtemps.

Quatre leçons sont possibles d'être tirées de cette fable pour instruire le corps électoral congolais :

- Tout compétiteur politique ou courtisan politique n'a de rêve que de séduire des électeurs, aliéner leur raison par l'émotion, la distribution des ressources financières, matérielles ou symboliques afin de faire le plein des voix électorales. Avec cette manœuvre électorale, l'électeur est dans la situation d' « aphonie électorale », c'est-à-dire que sa voix lui est arrachée par des techniques sournoises. L'emploi de ces techniques électorales consiste à faire agir l'électeur contre sa raison, sa conscience et au dépend d'un courtisan politique.
- Éduquer le corps électoral à faire usage raisonné de sa souveraineté et son caractère convoité. Le pouvoir des électeurs dévore des yeux les compétiteurs électoraux, et pousse ces derniers à user de toutes les capacités humaines de persuasion, vecteurs d'aimantation de ce que les électeurs ont de plus précieux. On ne peut briguer un quelconque mandat électif sans le pouvoir que détiennent les électeurs. Il importe donc de bien orienter sa décision en vue d'une décision politique raisonnée.

- Se méfier des paroles séduisantes, des messages alléchants et images attrayantes pour formuler un choix électoral contrôlé, calculé et réfléchi. Il s'agit d'un choix qui permettrait à un électeur de connaître la personnalité, les qualités et les détails du programme d'action d'un candidat, d'une part, et de le juger rationnellement en fonction des attentes et défis sociaux, puis convertir ce jugement en choix électoral favorable ou défavorable, d'autre part.
- Enfin, s'inscrire dans la lutte de résistance à l'art de la flagornerie exercé par les courtisans politiques en vue de promouvoir les valeurs de la démocratie.

Pour un Congo sans corruption

Kä Mana

Nous sommes à un moment de l'histoire de notre pays où la récente recomposition du paysage politique national nous oblige à penser à nouveaux frais et de manière urgente ce qu'il y a lieu de faire pour réussir le changement profond et positif dont la RD Congo a besoin.

L'actualité que constitue le classement des nations du monde du point de vue du phénomène de la corruption nous ouvre les yeux sur la perception que le monde a de notre pays à ce sujet : nous sommes l'une des sociétés les plus corrompues de la planète. Il faut aujourd'hui réfléchir sur ce que cela signifie pour nous, congolaises et congolais, et sur ce que cela nous impose comme urgence en tant que nation confrontée à l'impératif de créer un nouveau destin pour ses populations.

Ce qui est vraiment en jeu

Quand on est dans le peloton de queue comme nous le sommes dans le classement de Transparency International, il est nécessaire de se regarder soi-même comme pays en toute vérité et de voir ce qu'il y a en jeu réellement comme exigence de changement pour notre pays.

La tendance facile serait de regarder la corruption à un niveau superficiel, dans le petit comportement de tous les jours chez les congolais aujourd'hui habitués à la débrouillardise quotidienne. A ce niveau, on peut vivre sans réfléchir sur ce qu'on fait en matière de corruption et minimiser ainsi le classement fait par Transparency International sur les pays dans leur degré de corruption. On laisserait alors le Congo avancer au gré des vagues où rien n'a jamais été remis en cause profondément concernant les pathologies dont notre société souffre.

C'est en vivant dans cette indifférence et dans le silence où elle s'enrobe que chaque congolais s'accommode avec les attentes des agents de l'ordre qui profitent de la petite corruption quotidienne sans états d'âme. C'est dans la même indifférence et le silence qui l'enrobe que notre société s'est habituée aux pratiques de racket financier exercé par les enseignants sur les étudiants dans notre système éducatif, depuis l'école maternelle jusqu'aux universités. C'est toujours dans la même indifférence et le silence qui l'enrobe que les demandes de « matabiche », d'un « peu d'eau pour étancher la soif » et de « madesu ya bana » dans les bureaux de l'Etat sont devenues des pratiques qui entretiennent la culture de la corruption comme manière d'affronter « la conjoncture » et de combler des fins de mois difficile

Sous cet angle, ce que dit Transparency International n'inquiète pas le Congo outre mesure. Cela fait partie de ce que tout le monde sait, de ce que tout le monde voit et de ce que tout le monde supporte tant bien que mal.

On ne se voit pas que ce petit niveau de la petite corruption de tous les jours couvre des comportements plus pervers à l'échelle de la gestion des grandes institutions publiques et étatiques dont dépend la solidité d'une nation, le fonctionnement de l'Etat et la prospérité d'une société. On ne voit surtout pas que la corruption corrompt en profondeur la dynamique de l'être-ensemble des citoyens dans une société et plombe les règles de la bonne gouvernance en cassant les liens fondamentaux sans lesquels il n'y a pas de confiance possible entre les êtres humains.

Quand les institutions sont gangrenées par des pratiques de circulation d'argent, en petite quantité ou en grosses masses hors des canaux officiels autorisés, chaque individu tire la couverture de son côté et l'Etat dans son ensemble est dépouillé de ses potentialités de devenir une entité riche dans une société susceptible d'enrichir ses populations dans un vaste espace de bonheur communautaire.

La gangrène de la corruption fait alors que chaque corrupteur tue son propre pays et ruine toutes les chances pour la nation d'exister réellement comme souffle de vie commune et comme conscience du bien commun. Or sans cet espace de vie commune et sans cette conscience du bien commun, le pays peut prétendre exister ni ambitionner de construire une grande destinée parmi les peuples.

Il y a plus. Ce qu'il y a en jeu dans la corruption au sein d'un pays comme la RDC va beaucoup plus en profondeur que la destruction de l'Etat et de ses institutions. Cela aussi va beaucoup plus loin que la culture de la petite corruption quotidienne dont tout le monde s'accommode. En profondeur, la corruption détruit l'homme congolais en tant qu'homme et désagrège la société congolaise en tant que société. Elle fait de l'homme un être sans conscience éthique, sans structures fondamentales de rationalités communautaires et sans grands rêves de construction d'une grande destinée. De la société, elle casse tout sens de communauté de destinée et toutes perspectives d'imagination créatrice pour construire un être-ensemble tourné vers les solutions fertiles face aux grands problèmes urgents à résoudre.

Quand dans un espace social, l'homme est détruit dans son sa conscience éthique et la société désagrégée dans ses énergies créatrices, on est en plein dans la corruption de l'être. C'est cette corruption qui a fait de notre pays une nation faible, sans respect pour elle-même ni volonté d'ouvrir à sa vie des horizons de fécondité créatrice. Dans ses conditions, le Congo ne crée

rien, n'organise rien de grand et se plaît à faire de la corruption un monde de vie qui arrange tout le monde.

Le moment est venu de prendre conscience de tout cela et de faire de la victoire sur la corruption dans toutes ses dimensions l'enjeu essentiel de notre présent et de notre avenir au Congo.

Le temps de vaincre la corruption

Il est clair aujourd'hui que la bataille contre la corruption de l'être, contre la corruption des institutions politiques et contre la corruption des pratiques sociales dans les relations entre citoyens est d'une urgence capitale pour la Congo.

Ces luttes contre la corruption à tous ces niveaux exigent une révolution fondamentale dans l'éducation de l'homme congolais. Nous avons besoins dans notre pays de concevoir dès maintenant une éducation d'éthique citoyenne à mettre au cœur de tous les lieux de formation du nouvel homme congolais, avec comme assises la construction d'une nouvelle conscience individuelle et communautaire sur les droits, les devoirs et les pouvoirs à développer chez le Congolais à partir de la connaissance des enjeux géostratégiques où s'inscrit notre pays aujourd'hui à l'échelle planétaire. A partir aussi de la conscience que ces enjeux doivent créer dans chaque citoyen de notre nation. A partir, enfin, des impératifs que les autorités publiques doivent imposer en termes de lois, en termes de sanctions et des récompenses pour les personnes et les organisations ainsi qu'en termes de vision de l'avenir du Congo dans l'imaginaire de notre société.

Il faut pour cela que soient institués au Congo des dynamique de promotion et de valorisation des statuts publics d'éclaireurs, d'éducateurs, d'organiseurs et d'innovateurs chargés de créer et de tracer des chemins de changement en profondeur pour notre société.

Statut d'éclaireurs. Nous reprenons le mot d'éclaireurs à l'universitaire togolaise Maryse Quashie qui, réfléchissant sur la situation de son pays écrit ceci, selon une perspective qui concerne toute l'Afrique : « Aujourd'hui, quelle que soit la tendance politique à laquelle on adhère, quelle que soit la couche sociale à laquelle on appartient, on a besoin de personnes à qui se référer pour découvrir les pistes de l'avenir. » Ce sont ces personnes qui sont des éclaireurs. « Un éclair a une double compétence, d'une part, il connaît les dangers possibles d'une voie, ses sens ; il sait détecter aussi ce que les autres ne peuvent pas percevoir, et d'autre part il connaît les potentialités du groupe. » Grâce à ce pouvoir de connaissance, il montre et ouvre les perceptives à prendre. Dans le cas de la corruption qui nous concerne ici à propos de notre pays, l'exigence est de doter notre société de ces personnes et de leur accorder une place visible dans l'ordre social pour qu'elles s'y déploient

à ciel ouvert. Elles montreront en quoi les pratiques de corruption n'ont pas de place dans une société qui veut sortir des ténèbres dans lesquelles nous avons vécu jusqu'à ce jour.

Statut d'éducateurs. Une fois la société éclairée sur les enjeux profonds de son présent et de son avenir, il y faut des éducateurs pour apprendre au peuple les valeurs rationnelles, éthiques et spirituelles pour un être-ensemble, un vivre-ensemble, un agir-ensemble et un rêver ensemble dont un pays a besoin pour solidifier son être et bâtir des socles qui permettent de construire la grandeur qu'il faut à une nation pour qu'elle puisse se respecter et être respecté dans le monde. C'est pour avoir délaissé les fonctions concrètes de l'éducation à tous les niveaux que le Congo s'est corrompu et a corrompu l'esprit de ses populations. La conscience politique s'est désintégrée, la conscience politique s'est disloquée, la conscience culturelle s'est amollie, la conscience historique a disparu et la société est tombée dans une indescriptible déchéance qui constitue aujourd'hui le terreau de la corruption au Congo. Pour détruire ce terreau et poser les bases d'une nouvelle société congolaise, la fonction éducative devra être réhabilitée et ceux qui l'assument devront avoir un statut respecté, avec des récompenses dignes de la responsabilité qu'ils assument. Il faut pour cela une grande politique de l'éducation que les hauts responsables politiques devront avoir à cœur. Combattre la corruption deviendra alors la tâche de l'Etat comme elle est la tâche de toutes les couches de la société.

Statuts d'organiseurs. Il n'y a pas de politique de lutte contre la corruption qui réussisse si elle n'est pas solidement organisée par des hommes et des femmes qui aient pour travail l'animation des structures de lutte et pour devoir la construction d'un vrai pouvoir d'identification des corrupteurs et des corrompues qui devront être punies et dont les pratiques devront être éradiquées. L'Etat comme structure global d'ordre et la société comme champ global de vie devraient être dotés d'un maillage anti-corruption visibles. Cela permettra de pouvoir faire rendre gorge à ceux qui, à tous les niveaux de la société, se servent de la corruption comme mode d'enrichissement illicite ou comme manière facile de se « débrouiller » utilement dans la vie quotidienne.

Statuts d'innovateurs. La société congolaise, pour gagner la lutte contre la corruption, a besoin d'innover dans les principes comme dans les pratiques de production de richesses et de leur distribution dans l'ensemble du pays. Il s'agit à ce niveau de développer l'imagination économique des dirigeants, des agents économiques, des investisseurs étrangers, des agents de l'ordre et de l'ensemble de la population. Jusqu'à nos jours, l'imagination économique en RD Congo est fondée sur la recherche de l'argent facile et sa dilapidation tout aussi facile. Dans un tel cadre, la corruption ne peut que

prospérer de manière exponentielle et devenir le circuit normal pour toute la population. Il faut casser ce circuit par un système juridique fort et des lois d'airain qu'il ne sera pas possible de contourner sans encourir des sanctions de fer. Il faut aussi déployer une grande politique économique garantie par un Etat fort, qui exerce son autorité sur tout le territoire national et pousse les citoyens à s'investir dans une forte culture d'entrepreneuriat sans laquelle il ne peut y avoir aujourd'hui de développement possible pour une nation. Le temps est sans doute venu de faire du Congo une vraie société d'entrepreneurs et pas une petite société de débrouillards sans envergure ni ambition mondiale en matière économique, commerciale et financière.

Conclusion

Aujourd'hui, nous avons un nouveau président de la République et à ce côté un directeur de cabinet qui a statut d'un véritable vice-président. Ils sont aux commandes d'un pays qui doit résolument s'engager dans une grande politique pour réussir le Congo comme une grande nation et une puissance dans le monde. La nation dans son ensemble est lancée dans une expérience de coalition gouvernementale censée unir les forces qui comptent vraiment dans la perspective de construire le Congo. Pour faire face à l'avenir, tous les dirigeants qui ont les rênes du Congo doivent savoir que la construction du Congo nouveau dépend de la lutte contre la corruption de l'homme congolaise et la déchéance de la conscience congolaise. S'ils veulent réussir un Congo nouveau, il convient qu'ils engagent tout notre peuple dans toutes ses composantes dans la bataille pour une société sans corruption, avec des éclaireurs, des éducateurs, des organisateurs et des innovateurs à la hauteur de l'immense tâche qui nous attend tous.

Kinshasa après les élections

Le ras-le-bol après les élections ou la goutte d'eau qui déborde...

Marie José Mavinga

20 mars 2019, une journée ordinaire. Une journée qui avait commencé comme toutes les autres journées depuis l'investiture du président Tshisekedi, c'est-à-dire avec des rumeurs les unes plus folles que les autres. Au milieu de la journée je suis allée faire des courses au centre-ville. Je me trouvais dans un supermarché quand je reçois un coup de fil : « Ou es-tu ? Il y a des tirs à l'arme lourde en ville. Ce sont les militaires ». Pourquoi les militaires tiraient-ils ? Ils sont de quelle unité de l'armée ? Que veulent-ils ? Autant de questions se bouscuaient dans ma tête alors que je me précipitais vers la caisse, voulant quitter les lieux au plus vite. C'est alors que la caissière me dit sur un ton désabusé et presque énervé : « Il paraît que ce sont les militaires de l'unité spéciale de la garde présidentielle de l'ex Président de la République qui revendiquent leurs droits car cela fait 14 mois qu'ils ne sont pas payés. Ils font ça aujourd'hui parce qu'ils savent que les nouvelles autorités sont ouvertes, peuvent les écouter et trouver des solutions à leurs problèmes.

J'étais inquiète d'entendre comment les personnes qui assuraient la sécurité du Commandant Suprême des armées étaient traitées mais cela éclairait aussi un peu leur comportement à l'égard de la population. Ils utilisaient en fait les armes entre leurs mains et le pouvoir que cela leur donnait pour vivre sur le dos de la population. Aujourd'hui avec le changement à la tête de l'Etat tout peut arriver s'ils décident de ne pas s'inscrire dans le jeu démocratique. Thomas Sankara avait raison de dire qu'« un militaire sans formation politique n'est qu'un criminel en puissance » ?

Comme dans un film, j'ai fait la rétrospective dans ma tête, des événements de la semaine passée liés aux élections des sénateurs et des présidents des assemblées provinciales. Une fois les résultats publiés, les militants de l'UDPS les ont réfutés et ont exprimé leur ras-le-bol. Ils dénonçaient ce qu'ils qualifiaient « de la corruption à grande échelle des grands électeurs ». Une position soutenue par une majorité de Congolais qui s'inquiète de voir une grande Institution comme le Senat devenir une association de personnes sans éthique ni morale. Comme réponse à ces élections, les militants de l'UDPS, actuellement parti au pouvoir, se sont inscrit dans la violence verbale et physique. Ils ont retiré leur confiance aux députés élus de leur parti car ils

n'ont pas voté pour leurs candidats sénateurs. Dans certaines provinces, ils ont pillé, détruit, brûlé les biens de leurs députés jusqu'à tuer un policier.

Les militants de l'UDPS justifient leur réaction par leur incompréhension des résultats finaux des élections législatives et sénatoriales. Comment les mêmes électeurs qui ont largement rejeté le candidat FCC à la présidentielle vont lui donner une large victoire aux élections législatives et sénatoriales ? Pour la seule explication possible se trouve dans le tripatouillage des résultats, la fraude et la corruption à grande échelle y compris au sein même de leur parti. C'est pourquoi ils demandent aussi la démission de leurs députés élus.

Ils pensent aussi que de tels résultats maintiennent en place les caciques de l'ancien régime, paralysent effectivement le Président, l'empêchent de mettre en place son programme politique. Il devra composer avec un Premier Ministre qui lui sera non seulement imposé mais très certainement hostile et l'empêchera de faire des changements de fond de l'appareil d'Etat. Sans oublier qu'il n'aura ni le contrôle de l'Assemblée Nationale ou le Senat chargés de passer les textes de lois nécessaires à sa politique. Ils ne comprennent pas qu'une coalition qui a travaillé et contribué à la paupérisation de la population puisse encore avoir un tel contrôle de toutes les Institutions du pays.

Alors que je pensais à tout cela, je ne puis m'empêcher de noter une chose : durant toute cette période de trouble à travers le pays, on n'a pas assisté à des coups de feu, des fusillades ou des bains de sang. Les congolais n'ont pas fait les frais gratuits des agents des forces de l'ordre à la gâchette facile. Toutes ces pertes inutiles en vies humaines, qui ont jalonné ces dernières années, auraient pu être évitées et ne l'ont été que par le fait d'un pouvoir autocratique, anti-démocratique et barbare. Conclusion : la police congolaise peut travailler de façon professionnelle.

Dire que la RDC est aujourd'hui à la croisée des chemins n'est pas juste un cliché mais correspond bien à sa situation présente. Elle doit croire en elle, exorciser ses vieux démons, se créer une nouvelle classe politique et pour paraphraser Sankara oser inventer son avenir. Les défis sont nombreux et énormes mais je vais m'arrêter ici sur seulement deux :

Le premier concerne la gestion politique du pays dans l'immédiat et jusqu'aux prochaines élections de 2025. Les interrogations restent nombreuses, les doutes forts et l'horizon nébuleux. Je revois la période après la proclamation des élections, le refus du candidat malheureux et leurs partisans d'accepter les résultats proclamés par la CENI ; je revois la joie des militants de l'UDPS d'avoir remporté les élections ; le clash entre les originaires du grand Bandundu et du grand Kasai. Des violences décriées de tous côtés

comme des anti valeurs au profit d'une nouvelle culture de revendications non violente. Le malaise persiste encore au sein du peuple pour savoir si l'actuel Président de la République, a signé un accord avec son prédécesseur pour accéder à ce poste comme le veut la rumeur ? Si oui combien de temps cet accord va tenir face aux exigences de l'exercice du pouvoir ? D'autres plus puristes ou se présentant comme des personnes de principes se demandent jusqu'où l'argent peut acheter la dignité, la conscience et l'honneur ? Jusqu'où une personne peut ignorer les valeurs véhiculées par sa culture ancestrale, l'éducation de ses parents et les enseignements reçus de la vie ? Toutes ces questions envahissent mon cerveau et ne trouvent pas de réponses. Pourtant je les crois déterminantes dans la vie politique actuelle du Congo et si on veut rompre avec le passé et faire un saut qualitatif dans le futur.

Le deuxième point concerne l'encadrement des jeunes et la canalisation de leurs énergies vers des actions productives pour la construction d'un nouveau Congo. Cette jeunesse fougueuse, pleine d'énergie et de rêves a longtemps été laissée pour compte. Elle représente 65% de la population. C'est une véritable bombe à retardement. L'Etat doit avoir une politique volontariste envers elle et canaliser cet esprit de débrouillardise qui l'a longtemps caractérisé pour sa survie et le mettre au service de la construction du nouveau Congo. Il faut lui donner des opportunités et permettre à son génie créateur de murir et d'éclore. Aucun gouvernement ne pourra parler de développement ou assurer la paix sociale s'il ne dispose d'une bonne politique en faveur de la jeunesse en matière d'éducation et d'emploi. Assurer ce secteur suppose aussi avoir une vision de ce que l'on veut faire du pays demain.

Aujourd'hui, un calme apparent règne mais déjà les prémices d'un bras de fer annonciateur d'un conflit ouvert entre le Président de la république et la coalition FCC qui rejette la mesure du chef de l'état de suspendre le processus d'installation des sénateurs et d'ajourner l'élection des gouverneurs. Cette décision fait suite à la réaction de sa base. Le chef de l'Etat a-t-il fait des compromis ou s'est-il compromis ? Emmanuel Kant a écrit : « Demandons-nous chaque fois que nous sommes tentés d'avoir un comportement non éthique, ce que serait la vie si chacun faisait comme nous. Demandons-nous ce que serait une société des délateurs, de profiteurs, des voleurs, des corrupteurs et des corrompus, d'indisciplinés, d'insouciantes, d'égoïstes, des fraudeurs ? La liste est longue mais la réponse est une. Ce serait une société vouée à l'échec et peut être à la déchéance et à la misère matérielle et intellectuelle. Alors évitons de tels comportements ».

Ce que E. Kant a dit au 18 siècle, résonne dans nos têtes comme si ça se passait aujourd'hui. Quoi que l'on puisse penser, le peuple reste souverain et détenteur du pouvoir. On va en politique pour le servir et non pour servir ses

intérêts et/ou ceux d'une minorité. Les petites combines et autres compromissions vous donnent le pouvoir mais pas le libre exercice. Si vous ne faites rien pour changer son vécu quotidien et ne pensez qu'à remplir vos poches, le peuple vous le rappellera à l'ordre tôt ou tard.

Le peuple veut le changement. Pour cela il a marché, il s'est sacrifié. Il est aujourd'hui prêt à travailler plus et à faire plus pour le bonheur de tous. Pas pour soutenir un système de redistribution inéquitable des richesses du pays.

Le défi devant les nouvelles autorités de la RDC est simple. L'amour du citoyen pour son pays n'est pas en question aujourd'hui. La question devant elles est la suivante : « Comment transformer ce système des délateurs, des corrompus en un système composé par des personnes aimant le pays, à son service et travaillant pour son éclosion ?

« L'esclave qui n'est pas capable d'assumer sa révolte ne mérite pas que l'on s'apitoie sur son sort. Cet esclave répondra seul de son malheur s'il se fait des illusions sur la condescendance suspecte d'un maître qui prétend l'affranchir. Seule la lutte libère » a dit Sankara. Le peuple Congolais l'a compris et fait sa part. Il revient maintenant aux nouvelles autorités de faire le leur avec des changements en profondeur... qui ne sont possibles que s'ils ont cette « certaine dose de folie, ... cet anticonformisme, ... et ce courage de tourner le dos aux vieilles formules ».

L'avenir pour le Congo serait si beau et si radieux, si nos dirigeants pouvaient encourager l'amour du travail bien fait, instillés en chacun le sens de l'éthique en se posant en exemple et promouvoir le bien commun avant leurs intérêts personnels et égoïstes. Le juge sénégalais Keba Mbaye, s'adressant à ses collègues à l'occasion d'une rencontre sur l'éthique a dit : « Déterminons-nous à débusquer et à écarter sans complaisance, au besoin à punir sans faiblesse ceux qui ruinent ce pays où le desservent : les corrompus et les antinationaux, les roublards et les paresseux. Cultivons l'honnêteté et le courage au travail. Que chacun au poste où il est, du ministre au planton, du chef d'entreprise au manoeuvre, considère comme reposant sur ses épaules le destin de la Nation. Inventons un système qui ne récompensera désormais que la compétence, le travail et la probité. » C'est tout un programme de réarmement moral d'un pays en vue de permettre son développement sur des bases assainies. Cette vérité et aussi vraie et doit s'appliquer sinon inspirer nos nouveaux dirigeants au Congo

Le contexte sécuritaire dans la ville de Goma au premier trimestre 2019

Raoul Banywesize

Depuis le début de l'année 2019, la ville de Goma fait face à une recrudescence de l'insécurité qui est à la base de plusieurs cas de vols, meurtres et kidnappings dans la ville et ses périphéries. Bien souvent, les criminels disparaissent dans la nature après avoir commis leurs forfaits mais dans le cas des kidnappings, ils emmènent avec eux leurs victimes et elles ne sont relâchées que, moyennant le paiement d'une rançon par leurs proches. L'on a vu, par le passé, les dépouilles de certains otages qui ont été jetées dans la nature lorsque leurs familles n'étaient pas en mesure de satisfaire les demandes des ravisseurs dans le délai imparti, ou de réunir la somme convenue après négociation. Dans ce climat morose, les forces de l'ordre, chargées de la sécurisation des citoyens et de leurs biens, semblent incapables d'assister la population puisque les bandits opèrent et s'en vont sans rencontrer une résistance de la police ou de l'armée alors qu'elles sont bien présentes dans la ville de Goma. On ne saurait dénombrer les cas de cambriolage et de vols à mains armées puisqu'ils sont légion à Goma, mais il arrive qu'ils se soldent par des meurtres. Cela a d'ailleurs favorisé, depuis plusieurs années, l'avènement des sociétés de gardiennage qui ont visiblement compris qu'il s'agit d'un secteur porteur puisque, seule, la police ne rassure plus personne. À ce jour, plusieurs sociétés de gardiennage se partagent quelques clients résidant, en grande partie, dans les quartiers les plus huppés de la ville de Goma. Elles prennent tout de même soin d'adjoindre à leurs patrouilles quelques éléments de la police puisque leurs agents n'ont pas l'autorisation de porter des armes à feu. Mais ce luxe, la grande partie des habitants de Goma ne peut pas se l'offrir. À la nuit tombée, tout le monde rentre se terrer chez lui en attendant le levé du jour ; et puis, le manque d'électricité permanente dans la quasi-totalité de la ville n'arrange pas les choses.

L'horreur pendant deux mois

Le rapport de la société civile urbaine de Goma de Février – Mars 2019 a dénombré plus de 26 Personnes assassinées au cours de cette période dans la ville de Goma. Si toute la ville est sujette à un climat d'insécurité évident, c'est la commune de Karisimbi qui enregistre le plus d'attaques meurtrières et les quartiers périphériques sont les plus concernés. Entre les habitants de différents quartiers qui invitent les services de sécurité à multiplier les patrouilles pour contenir l'activisme d'hommes armés qui y opèrent souvent à

la tombée de la nuit et les policiers et militaires qui arrivent toujours sur les lieux du crime longtemps après le départ des malfrats, plusieurs cas ont endeuillé des familles congolaises au cours de ce trimestre. Début février, une jeune fille est morte touchée à la tête par le tir d'un policier qui voulait disperser une foule pourchassant un présumé voleur dans le quartier Kyeshero, à l'Ouest de la ville. Les jeunes en colère ont alors incendié le bureau administratif de ce quartier ainsi qu'un poste de police. Lors d'une incursion des hommes armés non identifiés dans le quartier Ndosho, situé au Nord-Ouest de la ville, au moins six personnes ont été tuées par balle dans la nuit du 20 au 21 février alors que huit autres, kidnappées à l'occasion, ont été libérées par la suite contre le paiement des rançons. Parmi les personnes kidnappées, se trouvait un enseignant d'une école de la place, ce qui a conduit au soulèvement de plusieurs élèves dans ce quartier pour exprimer leur colère et dire NON à l'insécurité dans leur contrée. Toujours à Ndosho, les habitants de l'avenue Kasavubu ont dénoncé la persistance de l'insécurité entretenue par des bandits non identifiés qui opèrent en tenues militaire et policière. « *A partir de 19 heures, ils se cachent dans une plantation d'arbres située non loin du marché Rwasama pour extorquer les biens des citoyens qui tombent dans leurs filets.* », raconte un habitant.¹² Plus à l'Est, des hommes non identifiés ont tué à la machette trois personnes dans la nuit du 4 au 5 mars au quartier Majengo, toujours dans la ville de Goma. Le même jour, un corps sans vie portant des traces d'armes blanches, a été retrouvé dans un kiosque dans le quartier Ndosho. Dans la nuit du 18 mars 2019, deux sentinelles de l'Institut de Goma ont été assassinées dans l'enceinte de l'école, occasionnant une manifestation des élèves de cette école qui a perturbé les activités dans cette partie de la ville. Le jour suivant, des étudiants en colère ont manifesté à leur tour et conditionné la reprise des cours par la mise en place des garanties sécuritaires, s'indignant qu'on puisse décapiter les sentinelles d'une école secondaire en plein centre-ville, non loin des quartiers généraux de la police et de la 34^{ème} région militaire (armée). Ce n'était pas fini, la soirée du 21 mars 2019 a vu cinq personnes tuées au quartier Buhene, dans le groupement de Munigi (territoire de Nyiragongo) alors que d'autres ont été enlevées par les mêmes assaillants qui ont demandé une rançon de 20 000 USD pour libérer une des otages.¹³ A ce jour, aucune suite n'a été communiqué sur leur sort mais certains habitants accusent la police d'arrêter des jeunes en désordre avec le risque que cela crée ou accentue un climat de méfiance entre les deux camps.

¹² Information tirée du journal radio diffusée du 23 février 2019 sur Pole Fm

¹³ https://www.liberation.fr/planete/2019/05/06/rdc-a-goma-des-meurtres-et-un-halo-de-mystere_1725320

La population condamne le Maire de la ville et les forces de l'ordre

La méfiance envers les services de l'ordre est déjà ancrée dans la population de la ville de Goma. Fréquemment, les policiers sont accusés d'extorquer de l'argent ou des biens de valeur aux passants à la tombée de la nuit, au lieu d'assurer leur sécurité. Il arrive aussi qu'ils menacent d'user de leurs armes à feu contre les citoyens pour les contraindre à leur remettre tout ce qu'ils possèdent. Pour le porte-parole de la Police nationale congolaise (PNC) au Nord Kivu, une directive opérationnelle a été prise pour interdire l'usage des armes létales au sein de la police, assurant que tout contrevenant devrait répondre devant les autorités compétentes. Mais au-delà de ces belles paroles, la population se sent abandonnée à elle-même par les autorités. Face à ce qu'ils qualifient d'incompétence du Maire de la ville, plusieurs habitants de Goma ont réclamé sa démission, sinon sa destitution. Pour eux, on ne peut pas comprendre comment le Maire et ses services de sécurité n'arrivent pas à mettre fin à cette situation qui endeuille les familles de Goma tous les jours. Ils estiment que le contraste entre l'insécurité dans la ville et la présence en son sein des responsables des institutions politiques et de l'appareil sécuritaire de la province, frise la complicité. Pour d'autres habitants, la solution à la léthargie des autorités serait d'organiser incessamment des élections municipales pour que la population choisisse elle-même ses dirigeants. Etablis de cette manière, ils seront plus redevables des citoyens puisqu'ils n'auront pas été nommés pour satisfaire les intérêts d'autres personnes.

Les interpellations des mouvements citoyens et de la société civile

Début mars, le mouvement citoyen « Congo Conscience » avait dénoncé un possible enrichissement des certains éléments des forces de l'ordre dans l'insécurité qui gagne du terrain à l'Ouest de la ville de Goma. Son communicateur avait trouvé difficile de concilier l'insécurité qui s'accroît dans les quartiers Ndosho et Mugunga et les maisons et voitures qu'arrivent à s'offrir certains officiers FARDC et PNC déployés pour sécuriser ces entités. Il avait donc demandé à la hiérarchie militaire le remplacement de ces officiers pour couper court à une certaine complicité qu'ils entretiendraient avec des groupes inciviques.¹⁴ De leur côté, une vingtaine de militants du mouvement citoyen Lutte pour le Changement (LUCHA) ont été interpellés le 27 février pendant qu'ils manifestaient contre l'insécurité dans la ville. Ils se dirigeaient vers le gouvernorat de la province pour y déposer un mémorandum exigeant plus de garanties contre l'insécurité.

¹⁴ Information tirée du journal radio diffusée du 04 mars 2019 sur Pole Fm

Des députés provinciaux ont mis la main à la pâte

Le 28 février 2019, seize députés provinciaux nouvellement élus au Nord Kivu, soit le tiers des quarante-huit que compte l'Assemblée provinciale, ont aussi exprimé leur inquiétude face à l'insécurité grandissante dans plusieurs agglomérations de la province. Ils avaient invité les autorités en charge de la sécurité à prendre des mesures appropriées pour améliorer les conditions sécuritaires dans la province. Le général Placide Nyembo, commissaire provincial de la police, avait reconnu quelques failles dans la sécurisation de la population mais avait rassuré l'opinion que ses services travaillent à y remédier. Le chef de la police en avait profité pour appeler la population à collaborer avec les forces de l'ordre afin de mettre un terme à ce climat d'insécurité¹⁵.

Entre temps, la coordination urbaine de la société civile de Goma avait appelé le Maire de la ville à organiser une séance de travail impliquant les services de sécurité et toutes les couches sociales en vue de définir des stratégies pour mettre fin à cette criminalité. Ce à quoi celui-ci répondit, le 6 mars 2019, en dénonçant la complicité de certains civils avec les FDLR du fait que plusieurs cas d'assassinat ont été enregistrés dans les quartiers qui sont voisins du Parc National de Virunga où sont cachés certains de ces miliciens. Cet argument fut balayé d'un revers de la main par une grande partie de son auditoire composé des cadres de base mêlés à certains habitants de Goma.¹⁶ D'autres indiscretions ont appuyé cette thèse en expliquant que certaines personnes sont victimes des règlements de compte parce qu'ils auraient tenté de détourner l'argent des FDLR qui collaborent avec eux. L'incapacité du Maire de la ville à trouver une solution à cette insécurité grandissante a poussé les forces vives à organiser une marche, le 11 mars 2019, jusqu'au gouvernement du Nord Kivu. Le memo demandait explicitement la révocation du Maire de Goma et le remplacement de tous ceux qui s'occupent de la sécurité dans la province. Le jour du meurtre des sentinelles de l'Institut de Goma, le Maire de la ville, visiblement dépassé par les événements, avait estimé que la ville était déjà infiltrée. Il avait rejeté la responsabilité de cette situation sur « certains politiciens », dédouanant du coup les policiers et les militaires, habituellement pointés du doigt lors des attaques armées.

La population commence à se prendre en charge

En attendant les mesures des autorités, chacun fait de son mieux pour prévenir l'insécurité ou alors poser des actes punitifs contre les personnes accusées à tort ou à raison d'avoir commis des actes répréhensibles.

¹⁵ <https://actualite.cd/2019/02/28/rdc-des-deputes-provinciaux-salarment-de-linsecurite-au-nord-kivu>

¹⁶ Information tirée du journal radio diffusé du 06 mars 2019 sur Pole Fm

L'organisation locale « Action régionale pour la paix » a ainsi procédé, à partir du 25 février 2019, à l'installation d'un système d'alerte précoce dans différents quartiers de Goma¹⁷. Les noyaux composés des membres de la communauté devraient, chaque fois, alerter les autorités compétentes en cas d'incursion nocturne et diurne des bandits. Cette opération a débuté dans le quartier Mugunga avant sa mise en place dans celui de Ndosho. Deux jours après, il a été décidé au cours d'une réunion de base, tenue dans le quartier de Ndosho, qui a réuni les *nyuba kumi* et *nyumba tatu* pour mettre en place des stratégies pouvant assurer la sécurité dans ce quartier, que désormais, toute personne qui désire habiter sur l'avenue Orphelinat devra être présentée et enregistrée auprès des autorités de cette avenue. Même son de cloche à Himbi où le chef de quartier a demandé à la population de sa juridiction de se procurer des sifflets, faire recenser les visiteurs et dénoncer tout cas suspect dans le quartier auprès des services de sécurité. Pour lui, il est important de travailler en amont pour éviter que l'insécurité qui sévit à l'ouest de la ville de Goma s'étende à son quartier. Mais à côté des décisions louables de prévention se trouve aussi des cas de justice populaire où la population, souvent des jeunes, s'en prennent à des présumés criminels. On citera le cas d'un jeune homme d'une trentaine d'années, présumé voleur, qui a été lapidé le 29 janvier 2019 vers 4 heures du matin à l'endroit communément appelé « Joli Hôtel » sur la rue séparant les quartiers Mikeno et Mapendo¹⁸. Une actrice politique, active dans l'opposition, avait pourtant prévenu que si l'Etat ne s'y investissait pas dans les meilleurs délais, l'option de se prendre en charge serait la meilleure solution pour faire face à cette insécurité. Le 13 mars 2019, un autre voleur présumé fut lapidé par des habitants à Ndosho. Il succombera à ses blessures dans un centre hospitalier. L'infortuné, habitant dans le même quartier, avait été identifié comme membre d'un groupe d'hommes armés qui avaient attaqué, la veille, un ménage dans le quartier. Cela démontre à quel point certains habitants ont déjà opté pour se prendre en charge plutôt que d'attendre l'intervention de la police. L'émeute qui a abouti à l'incendie du bureau administratif du quartier Kyeshero ainsi d'un poste de police, le 5 février 2019, partait du fait qu'un policier a essayé de s'interposer entre la foule enragée et un voleur présumé ; une balle tirée malencontreusement coûtant la vie à une jeune fille¹⁹.

Cela étant dit, la ville de Goma n'est plus un havre de paix depuis plusieurs années, la faute à plusieurs facteurs autant structurels que conjoncturels (clochardisation des policiers et militaires, enrichissement démesuré d'une petite partie de la population alors que la grande partie reste sans emploi,

¹⁷ Information tirée du journal radio diffusé du 28 février 2019 sur Pole Fm

¹⁸ Information tirée du journal radio diffusé du 29 janvier 2019 sur Pole Fm

¹⁹ <https://actualite.cd/2019/02/05/goma-retour-au-calme-au-quartier-kyeshero-apres-de-vives-tensions-suite-au-meurtre-dune>

etc.). Mais la recrudescence de l'insécurité dans la ville de Goma au premier trimestre 2019 s'explique entre autres par :

- *L'absence d'une gouvernance sécuritaire dans la ville de Goma et ses environs*

Le Maire de la ville de Goma n'arrive pas à définir des mesures adéquates pour prévenir ou endiguer l'insécurité dans la ville. Interpellé à maintes reprises par différentes composantes de la société civile, il a d'abord rejeté la faute sur la population qu'il avait accusé de collaborer avec l'ennemi ; mais voyant que les remises en question ne finissaient pas, il est arrivé à déclarer : « Celui qui a besoin de mon siège n'a qu'à y placer son frère », dans une conférence tenue le 05 Mars 2019²⁰. Cela dénote de la légèreté avec laquelle cette autorité locale traite les doléances de ses administrés, ce qui accentue la cassure qui existe entre elle et la population. Dans le mémorandum de la coordination de la société civile du Nord Kivu datant du 11 mars 2019, adressé au Président de la République, portant demande de sécurité en ville de Goma et ses environs, toutes les composantes de la société civile ont demandé le remplacement immédiat du Maire de la ville de Goma.

Le même mémorandum renseigne que la chefferie de Bukumu, dans le territoire de Nyiragongo, fait partie des zones de retranchement des criminels qui opèrent dans la ville de Goma. Les agents de police qui s'y trouvent connaissent très bien la zone pour y avoir été affecté depuis plusieurs années quand ils ne sont pas simplement des enfants du milieu. N'étant pas souvent sujets à des permutations, il n'est pas rare qu'ils s'investissent personnellement dans des activités criminelles ou alors collaborent avec des bandits pour identifier et s'attaquer à des cibles pouvant leur rapporter de l'argent.²¹ De cette manière, ils ne peuvent plus s'en prendre à ceux qui sont devenus leurs partenaires de fortune. La société civile a donc demandé le remplacement des éléments des forces de l'ordre qui ont longtemps duré dans ce territoire.

- *Des intérêts des rebelles FDLR qui se retrouvent dans la ville de Goma*

Les attaques dans les quartiers de Ndosho et Mugunga ont souvent été imputées aux rebelles FDLR qui ont élu domicile dans le Parc National des Virunga qui se trouve dans le voisinage direct de ces quartiers. Il est possible que nous ayons à faire à des règlements de compte dans certains cas – comme celui des hommes d'affaires qui collaborent avec les rebelles pour faire du business et qui, à un moment, ne veulent pas honorer leur part du contrat – mais cela n'explique pas les kidnappings d'autres personnes a priori innocentes. Sur ce point, une piste d'explication a été donnée par l'armée

²⁰ Coordination provinciale de la société civile du Nord Kivu, *Mémorandum portant demande de sécurité en ville de Goma et ses environs*, Mars 2019, p. 2.

²¹ Coordination provinciale de la société civile du Nord Kivu, *Op cit*, p. 3.

régulière. Elle a expliqué que certaines attaques sur la cité de Sake, entre le dernier trimestre 2018 et le premier trimestre 2019, sont à imputer aux FDLR qui, en se déplaçant du Nord vers le Sud Kivu après des pertes importantes leur infligées par les FARDC lors des attaques récentes sur certaines de leurs bases dans le Parc national de Virunga, attaquent des milieux sous contrôle de l'armée régulière. Et puisque la cité de Sake se trouve à une vingtaine de kilomètres de la ville de Goma, il n'est pas impossible qu'ils s'infiltrèrent aussi dans cette dernière, à la recherche de nouvelles opportunités pour gagner de l'argent ou simplement, pour marquer de leur empreinte les zones supposées contrôlées par l'armée régulière.

- La présence des militaires et policiers incontrôlés dans la ville de Goma

La ville de Goma dispose en son sein d'un camp militaire ainsi que des troupes assez importantes de la garde républicaine qui étaient en charge essentiellement de la sécurité de l'aéroport de Goma et des avoirs de l'ex-président congolais. Quand le premier groupe des militaires vit dans la précarité absolue depuis plusieurs années – allant jusqu'à faire louer leurs armes à feu à des bandits à la tombée de la nuit ou alors se chargeant eux-mêmes d'exécuter sur demande, contre un peu d'argent, des personnes ciblées – le deuxième groupe a été confronté récemment au passage de pouvoir entre Joseph Kabila et Félix Tshisekedi, ce qui implique qu'ils ne sont plus pris en charge par le budget de la présidence de la république comme c'était le cas avec Joseph Kabila. Celui-ci garde, certes certains éléments à son compte mais la grande partie doit désormais être réaffectée par la nouvelle hiérarchie militaire. Sentant le vent tourner, ces militaires de la garde républicaine, qui étaient mieux traités que le reste des éléments des FARDC, se sont retrouvés rabaissés au même train de vie ; ce qui aurait poussé certains à se retourner contre les populations civiles pour compenser le manque à gagner. Par ailleurs, il existe en plein centre de la ville de Goma, en dehors du camp militaire de Katindo, un autre camp – cette fois policier – du nom « Munzenze » à côté de la prison centrale qui porte le même nom. Beaucoup de biens volés dans la ville de Goma ont été emmenés dans ce camp, et vendus sur un marché pirate qui se tient, non loin de là, dans le même quartier. Cela pousse la population à demander la délocalisation hors de la ville de Goma des deux camps.

- La gestion irrationnelle des effectifs au sein de la police nationale congolaise

Si la sécurité des personnes et de leurs biens incombe normalement à la police, les responsables de la PNC semble avoir préféré de vendre le service aux mieux offrants dans la ville de Goma. Et cela ne date pas de la nomination de l'actuel commissaire provincial de la PNC puisque depuis plusieurs années, le gros des effectifs de la police se retrouve à sécuriser des particuliers. Ils sont

affectés à la sécurité physique des personnes les plus riches (politiciens, hommes d'affaires, etc.), des institutions financières privées ou envoyés pour appuyer des entreprises privées de gardiennage alors que le reste de la population est abandonnée à son sort. Et lorsque certains citoyens en danger appellent un numéro de la police pour demander une intervention, personne ne décroche l'appel ou alors les policiers arrivent sur les lieux après que les malfrats se soient enfuis, ce qui ne les empêche pas de demander à la victime de rembourser le carburant consommé par leur véhicule pour arriver sur zone. Est-ce à dire que l'Etat ne donne pas à la police les moyens adéquats pour faire son travail ? Rien n'est sûr. Entre temps, d'autres policiers sont reconvertis dans la police de circulation routière et leur nombre va crescendo. Travailler dans la brigade routière s'avère plus alléchant parce que ces policiers mobilisent aisément de l'argent en le prenant sur les usagers de la route. Quel conducteur n'a pas connu de contrôle de routine qui s'est soldé par une demande d'argent du policier alors que tout était en règle ? En gros, plus de policiers dans la brigade routière rime avec beaucoup plus d'argent à gagner sur le dos des citoyens. Mais ce n'est pas tout, un autre groupe de policiers s'est longtemps illustré en entretenant l'insécurité dans la ville de Goma. Les passants ont souvent accusé « les patrouilleurs » de les dépouiller des biens de valeur et/ou de l'argent lorsqu'ils les croisent au milieu de la nuit. Pourtant, l'idée des patrouilles était d'emmener au plus près des citoyens des unités mobiles qui soient en mesure de décourager le banditisme dans les différents quartiers de la ville. Quant aux éléments qui restent dans les différents postes de police, ils ne sont plus assez nombreux et pas assez motivés pour assister les populations en danger. C'est pour cette mauvaise gestion des effectifs de la police que la société civile du Nord Kivu a aussi demandé le remplacement du Commissaire Provincial de la Police Nationale Congolaise au Nord Kivu.²²

- Les libérations intempestives des criminels par la justice

La quête de l'argent facile n'épargne pas grand monde, pas même des responsables de la justice militaire qui coopèrent avec des bandes de criminels. On se rappellera du mouvement citoyen « Congo Conscience » qui avait dénoncé un possible enrichissement des certains éléments des forces de l'ordre dans l'insécurité et trouvé difficile de concilier l'insécurité qui s'accroît dans les quartiers Ndosho et Mugunga et les maisons et voitures qu'arrivent à s'offrir certains officiers FARDC et PNC déployés pour sécuriser ces entités.²³ Il s'avère que plusieurs bandits arrêtés – parfois grâce à l'implication de la population – et incarcérés, ont été libérés, quelques semaines après, moyennant le paiement de grosses sommes d'argent. A Sake, la population avait

²² Coordination provinciale de la société civile du Nord Kivu, *Op cit*, p. 4.

²³ Information tirée du journal radio diffusée du 04 mars 2019 sur Pole Fm

même parlé des bandits qui étaient relâchés sur promesse de retourner régler leur libération grâce aux rançons que paieront les familles des personnes qu'ils enlèveront. Dès lors, la population civile avait résolu de lyncher les bandits qu'ils attrapaient ou de les brûler vifs. Ainsi, à Sake comme à Goma, la société civile demande le remplacement de l'Auditeur Supérieur Militaire près la Cour Militaire du Nord Kivu²⁴. Mais il n'est pas le seul à bénéficier de cette mafia, certains magistrats militaires de l'Auditorat coopérant aussi avec des bandits en monnayant leurs interventions en leur faveur lorsqu'ils sont arrêtés.

Loin de pouvoir identifier tous les facteurs qui favorisent l'insécurité dans la ville de Goma, il apparaît que face au chômage d'une grande partie de la population, et des jeunes en particulier, de plus en plus sont tentés par l'illicite. Ainsi l'enrichissement facile et le règlement des comptes continuent à trouver preneur, des groupes de bandits restant à l'affût de quelque contrat qui leur serait proposé. N'enterrons pas les conflits fonciers dans la ville de Goma qui poussent certaines personnes à en finir avec leurs protagonistes plutôt que de dépenser beaucoup d'argent en justice.

Mais que font les services de sécurité pendant tout ce temps ?

Le 26 mars 2019, le gouverneur ad intérim de la province du Nord Kivu a présenté 36 présumés criminels arrêtés grâce aux efforts conjoints des services spécialisés de l'armée et de la police, et saisi cette opportunité pour appeler la population à plus de collaboration avec les forces de l'ordre pour dénoncer tous les malfrats qui se cachent au sein de la communauté. Il a aussi rassuré l'opinion que les présumés criminels seraient orientés vers les instances judiciaires compétentes pour répondre de leurs actes, l'objectif étant de décourager la justice populaire. Parmi ces présumés criminels figurent 8 présumés auteurs des tueries dans les quartiers Ndosho et Mugunga, 5 membres d'un autre groupe qui ont été arrêtés à Bugamba dans le territoire de Nyiragongo pour lynchage d'un habitant, un groupe de présumés auteurs des kidnappings sur la route Sake et un dernier groupe constitué de présumés kidnappeurs qui opéraient sur l'axe Kibati – Kibumba en territoire de Nyiragongo.²⁵ La police en avait profité pour inviter la population à plus de vigilance et de collaboration avec les services de sécurité. Lorsqu'il avait reçu une délégation de députés provinciaux en mars 2019, le Commissaire provincial de la police leur avait fait part des défis logistiques auxquels font face ses éléments et des résultats atteints par ses services (le premier groupe de 8 bandits était déjà aux arrêts). Il avait aussi demandé aux élus de sensibiliser la population à toujours le dénoncer s'il s'avère qu'un de leurs proches

²⁴ Coordination provinciale de la société civile du Nord Kivu, *Op cit*, p. 5.

²⁵ <https://www.politico.cd/actualite/nationale/2019/03/27/insecurite-a-goma-36-presumes-criminels-arretes-ce-mardi-par-la-police.html>

possède une arme ou collabore avec des criminels. L'accalmie à partir du mois d'avril 2019 aurait donc beaucoup à voir avec les actions de la police et de l'armée associées à l'éveil des habitants de Goma qui ont compris qu'ils peuvent aussi prévenir que d'attendre le moment fatidique pour chercher une solution.

La contribution du Président de la République

Le mois d'avril a connu la première visite du Président de la République au Nord Kivu essentiellement axée sur la sécurisation de la province. Outre les réunions avec les acteurs impliqués dans la sécurité, Félix Tshisekedi avait aussi rencontré des élus du Nord Kivu qui lui ont fait part des préoccupations de la population, dominée par l'insécurité généralisée avec l'activisme des groupes armés dans différentes zones de la province. Ainsi, pour définir des nouvelles stratégies dans la lutte contre l'insécurité au Nord Kivu, il ressort du compte rendu du conseil de sécurité que le Président a dirigé le 15 avril, à Goma, qu'il a décidé du relèvement des troupes ayant longtemps duré au Nord Kivu et du détachement de tous les policiers qui étaient affectés à la sécurité des particuliers. Sur l'activisme des groupes armés dans cette partie du pays, le président Tshisekedi a promis que tout acteur politique coupable de la « *sale besogne* » d'entretenir les groupes armés serait interpellé, et ce dans tout le pays, quel que soit son statut. Plus tard, en réunion avec des élus locaux, le président a plaidé la « *tolérance zéro* » et la fin de l'impunité en la matière. Il a enfin donné instruction aux autorités de la province du Nord Kivu de sensibiliser les communautés sur la question des groupes armés et de travailler à décourager les jeunes de les rejoindre.²⁶ Cette décision de relever ces troupes rencontre les demandes de la société civile du territoire de Nyiragongo qui dataient de février 2019. Toutefois, le chef du village Bugamba 1, situé aussi dans le même territoire, avait plaidé pour le renforcement des dispositifs sécuritaires dans son village puisqu'en une semaine, cinq citoyens congolais avaient été abattus par des hors la loi qui n'ont pas inquiétés. Voilà un autre signe qui dénote de la mauvaise gestion des effectifs de la police : dans certains villages, ils ne sont pas renouvelés ; dans d'autres, ils sont insuffisants pour assurer la sécurité de toute l'entité.

Et pour ne pas s'arrêter en si bon chemin...

Si à ce jour, une accalmie s'observe dans la ville de Goma après les mois de février et mars 2019, il reste à souhaiter qu'elle dure le plus longtemps possible pour permettre à tous de construire sur les acquis de la recherche de la paix. Mais cela ne sera évidemment possible que si tout le monde s'implique pour juguler la crise sécuritaire qui perdure aux alentours de la ville de Goma.

²⁶ <http://www.rfi.fr/afrique/20190416-insecurite-nord-kivu-rdc-felix-tshisekedi-plaide-tolerance-zero>

Même si on n’y entend plus parler des assassinats et kidnappings, même si plusieurs habitants de Goma se disent soulagés et rassurés par la présentation des présumés criminels par le Gouverneur intérimaire de la province du Nord Kivu et que le Président de la République a pris des décisions encourageantes mais dont les effets ne se font pas encore sentir, le collectif des organisations de défense des droits de l’homme au Nord Kivu a affirmé, le 24 avril, que la ville de Goma ainsi que le Sud du territoire de Nyiragongo restent sous l’emprise des bandits armés, des patrouilleurs de la Police Nationale Congolaise et des militaires incontrôlés. Son communicateur a indiqué que de Janvier à Mars 2019, 65 cas de tueries et assassinats ont été répertoriés dans les deux entités, à coté de 28 cas de kidnapping suivi de rançons, quelques cas de viols, 5 cas de justice populaire, plus de 36 cas des coups et blessures par balles sans compter les extorsions, tortures, vols qualifiés, arrestations arbitraires et menaces. C’est pourquoi, à défaut de poser le tablier, il est demandé au Maire de la ville de Goma, aux autorités des juridictions civiles et militaires, aux responsables de l’armée et de la police ainsi qu’aux responsables des entreprises de télécommunication – surtout Airtel RDC qui est souvent utilisé dans les transactions mobiles pour payer les rançons des kidnappeurs – de jouer pleinement leurs rôles pour décourager ces mauvaises pratiques et mettre un terme à cette situation. Et si la population doit collaborer avec ces différents services et autorités, cela ne se fera qu’au prix d’une confiance qu’ils devront regagner en mettant plus de sérieux dans leur travail. La justice devrait aussi mieux jouer son rôle et arrêter de libérer abusivement les criminels pour décourager la justice populaire. Plusieurs habitants de Goma déplorent l’opacité qui entoure les enquêtes souvent menées dans leurs entités sur des faits d’insécurité. La police et les autorités tant civiles que militaires ont chaque fois annoncé l’ouverture des enquêtes mais n’y ont pas donné de suite. Informer la population sur le déroulement et l’aboutissement des enquêtes aidera sûrement à renforcer la crédibilité des services concernés pour promouvoir une meilleure collaboration à l’avenir. C’est en la mettant en confiance que la population sera plus enclin à collaborer avec les forces de l’ordre pour partager des informations qui peuvent permettre d’identifier et de neutraliser leur ennemi commun. La cassure entre les deux parties ne pourra que renforcer ce dernier.

Et pourtant on a eu les élections, mais pour quelle fin ?

Innocent Mpoze

« La pire des choses en ces temps agités, c'est la démission de la pensée critique, le renoncement à la radicalité du questionnement non seulement sur soi-même, sur les causes et le sens de la crise en tant que phénomène historique et la représentation que nous nous faisons, mais aussi sur la raison de l'inefficacité des diagnostics et thérapeutiques proposés. »

Kasereka Kavwahirehi

Introduction

Bien qu'il ait à plusieurs reprises affirmé son souci de respecter la constitution de la République démocratique du Congo et de quitter le pouvoir au bout de ses deux mandats présidentiels, Joseph Kabila n'a pas convaincu le peuple congolais de sa bonne foi face à l'alternance qu'il a lui-même initiée et dont il a tracé les lignes de force. Beaucoup croient qu'il n'est jamais parti de l'exercice du pouvoir. Tant du côté de ceux qui ne sont pas de son camp politique que du côté de sa propre plateforme électorale le FCC devenu maintenant une majorité parlementaire, nombreux sont ceux qui pensent qu'il a joué une comédie à la Poutine-Medvedev. Les uns auscultent tous ses faits et gestes dans la lumière d'un retour aux affaires à plus ou moins brève échéance. Les autres le voient montant des coups bas au nouveau président et manipulant les institutions de l'Etat congolais dans une alliance factice avec l'UDPS et l'UNC pour mieux les étouffer. Une incertitude totale plane sur les vraies intentions de l'ex-président. Même la petite minorité qui croit encore en la capacité des Congolais à inventer eux-mêmes leur avenir donne déjà des signes de découragement devant le jeu politique où Joseph Kabila apparaît comme le vrai maître du jeu.

A quoi donc ont servi les élections du 30 décembre 2018 si l'alternance n'a été qu'un miroir aux alouettes, une vaste illusion offerte au peuple congolais par Joseph Kabila dans une prestidigitation géniale mais absurde ?

Ces élections, on les a eues

Pourtant les élections, on les a eues. Avec enthousiasme et éclats de joie, on les a eues. Dans certains endroits, elles ont été comme une fête. A d'autres, elles ont suscité moins de passion mais les populations y ont attaché une grande importance. Même là où l'on a senti qu'elles furent désorganisées, falsifiées, détournées de leur voie, personne n'a jugé qu'elles fussent inutiles.

Mais pour quelle fin ont-elles pris place dans la vie de Congolais et quel sens ont-elles eu ?

Ont-elles été la victoire de tout un peuple face à la dictature qui nous a tenus à l'agonie pendant des longues années ? Avons-nous gagné la bataille contre les identités tribales et les fragmentations qui nous tiennent en otage depuis toujours ? Pouvons-nous affirmer que la République démocratique du Congo s'est enfin redressée ? Quand on observe l'après-élection, on se rend compte que toutes ces questions méritent d'être soulevées.

Marchandage électoral : pour quelle fin ?

Les élections de 2018 ont connu un fort enthousiasme des candidats. Le caractère marchand que s'est revêtu la campagne électorale a mis en face deux types d'hommes : d'un côté les *chasseurs des voix* et de l'autre les *marchands des voix*, pour reprendre ces qualificatifs utilisés par Phidias Ahadi Milemba Senge. Pour les chasseurs des voix, la vente de l'image était le seul moyen d'aboutissement. Et pour les marchands des voix, il fallait rassurer les chasseurs afin de garder leur attention sur soi. Ainsi pour attirer un plus grand nombre d'électeurs, les candidats ont choisi de placarder leurs effigies partout, chacune accompagnée d'un message justifiant sa candidature ou pour séduire les électeurs. Bien plus, et cela semble déjà être une habitude, les campagnes électorales ont « donné lieu à une inventivité sans limite auprès des jeunes *des certains coins*, pour accompagner les slogans et les promesses des candidats », selon André Yoka Lye Mudaba. Ainsi, les membres de fondations portant les noms des candidats ont intensifié et élargi leur champ de mobilisation et de sensibilisation pour avoir le plus grand nombre possible d'électeurs. Le marché étant fortement saturé et très concurrentiel, il fallait être sûr d'offrir le meilleur et le plus séduisant produit pour gagner la confiance des clients. Et la campagne électorale a servi d'espace de négociation pour la conclusion du prix.

Point n'est besoin de dire que les moins offrants économiques, pour ceux qui ont osé se présenter comme candidats, n'ont pas été de la partie. Le marché était propre à une certaine catégorie des candidats. On dirait même propre au candidat « Ma », pour reprendre ce terme popularisé à Goma grâce au génie artistique d'un jeune de la région. Le génie de ce jeune artiste fut celui de présenter le caractère marchand de nos élections. Le candidat qui promet toutes les merveilles du monde aux électeurs, voire l'impossible, finit par les emporter tous dans son monde. Le candidat « ma » est enfin convaincu de son élection (*Nita pita iyi mwaka*²⁷), justement parce qu'il trouve que les marchands des voix sont intéressés par son projet de société. Il voit en lui le candidat du peuple, celui qui connaît mieux les soucis du peuple. Pour cela,

²⁷ Cette fois, je serai élu.

il est ainsi satisfait du travail qu'il a abattu. Pourtant, au fond de lui, notre candidat « ma » sait que son projet et toutes ses promesses n'ont rien à voir avec les attentes du peuple. Son jeu consistait à répertorier d'abord les soucis du peuple et ensuite construire son discours de campagne sur ce qu'il pense être le vrai problème du peuple. Notre candidat exagère même en promettant clients et condoms aux professionnels de sexe. Mais pourquoi ne parle-t-il pas du cas des mineurs qui, pour avoir vécu longtemps dans une misère endémique, choisissent de se prostituer pour avoir de quoi vivre ? Comment pouvons-nous aussi comprendre le comportement du peuple ? Pourquoi le peuple semble-t-il manifester de l'intérêt au projet du candidat « ma » ? Pour quelle raison promet-il à notre candidat de le voter en masse ? Est-ce parce que le candidat répond le mieux à son profil ? Est-ce parce qu'il est le candidat idéal ou c'est uniquement pour le dépouiller et se dire après « zoba wana tozui ye²⁸ » ?

Par ailleurs, si l'on s'en tient aux masses d'argent mobilisées pendant les campagnes électorales dans notre pays, on ne peut ne pas se demander comment les candidats aux élections comptent récupérer ce qu'ils dépensent. Pour quelle fin les candidats consentent-ils des dépenses aussi faramineuses qu'on ne peut imaginer ? Certes, ils diront que leur visée n'est autre que celle de *plaider pour la population, défendre les intérêts du peuple*. Mais faudrait-il autant dépenser pour montrer jusqu'à quel niveau l'on est en mesure de défendre le peuple et ses intérêts ? N'y a-t-il pas derrière le marchandage électoral l'idée du bénéfice qu'on a quand on siège au parlement : des dollars chaque fin du mois sans tenir compte de divers avantages ? Comment comprendre que les candidats peuvent à peine répondre aux appels du peuple malgré le ciel de bonheur promis durant la campagne électorale ? Même ceux qui commencent leur carrière parlementaire avec vigueur finissent par se perdre dans le tohu-bohu du parlement, un jour ou l'autre, ou sont réduits au silence par les forces dominantes. Pourtant, lorsqu'il s'agit des débats sur les questions qui touchent les intérêts de leurs familles ou regroupements politiques, on assiste à des vociférations des parlementaires qui deviennent des lions indomptables décidément déterminés à sauvegarder leurs intérêts. En dépit de quelques résistances, la vague majoritaire arrive toujours à emporter tout ce qu'elle croise sur son chemin et le perdre dans son océan tumultueux.

Enfin souverain : est-ce une réponse pour l'unité ?

En cette période où nous sommes appelés à choisir la voie qu'il convient pour l'avenir de notre pays, il est important de savoir ce que représente à nos yeux l'unité interne pour notre avenir. Si l'on s'accorde à faire un regard historique

²⁸ Nous l'avons eu.

et voir jusqu'à quel niveau les divisions internes nous ont rendus fragiles et gravement impuissants, on ne peut pas s'interdire de poser cette question. Cela est d'autant plus plausible quand on a en tête les diverses contestations et les antagonismes qui ont servi des brèches aux forces externes pour leurs interventions dans notre pays. En fait, c'est face à la menace d'implosion du pays suite à la sécession katangaïse que Patrice Emery Lumumba s'est trouvé dans l'obligation de faire appel aux forces extérieures. Certes ceci peut avoir des liens avec l'intervention des colons qui ont commandité les sécessions pour leurs intérêts économiques au le Congo. Mais les acteurs directs ont toujours été des Congolais. Nous avons tous idée des fragmentations tribalo-ethniques et les péripéties guerrières qui ont noyé le Congo dans un bain de sang. D'année en année, le peuple a fait face à des montées en force des groupes armés parce que certains Congolais ont pensé être des oubliés ou être exclus de la gestion du pays. Ce Congo-là, nous l'avons connu et nous savons jusqu'à quel niveau le peuple congolais en a souffert dans son être intérieur. Violences macabres, tueries et massacres, le peuple congolais en a fait l'expérience jours et nuits et cela pendant plusieurs années.

Les divisions tribales et les désirs dévastateurs qui s'installèrent au pays juste au matin de notre indépendance continuent à ronger notre nation. Au lieu de se mettre ensemble pour gérer la nouvelle République indépendante, les hommes politiques congolais cédèrent à la manipulation extérieure qui réussit à semer des divisions fragilisantes au niveau interne. Certains choisirent ainsi de morceler les pays en de petites entités autonomes et coupées du reste du pays. Ceux qui se montrèrent plus nationalistes furent écartés du jeu par assassinat. D'autres furent contraints à une oligospermie politique qui les dépouilla de toutes les forces. D'autres encore choisirent de capituler, de leur propre gré, pour protéger leur vie.

Depuis lors, on voit toujours la nation faire face à des abominables attaques. Ainsi des gouvernants se retrouvent le plus souvent dans la marre de guerres absurdes et ne peuvent rien que tenter de gérer les conflits internes, ou cherchent à *écraser les envahisseurs*, selon que le disait Laurent Désiré Kabila. D'autres profitent de ces situations chaotiques pour brader les richesses du pays et s'enrichissent pendant que le pays coule à pic. On peut parler certes des agressions externes, mais n'oublions pas que la réussite de toute attaque dépend d'abord et avant tout de la fragilité interne et de la faiblesse des internes face à la manipulation extérieure. Nous vivons dans un pays où la corruption devient une valeur à se transmettre des générations en générations, un pays où tout le service est monnayable, un pays où les caisses publiques deviennent des propriétés privées de quelques individus. De ces désordres, tout le monde veut en profiter pour ses propres intérêts. Je caricature,

certes, mais si cela n'est pas le propre de tous, il faut tout de même reconnaître que cela tend à l'être.

Dans cette configuration, le sujet congolais s'insère servilement dans la logique néolibérale du monde et ne peut pas faire face aux goulus néolibéraux qui sont plus puissants que lui. Il ne peut pas non plus « se penser comme agent de sa libération holistique dans une conjoncture internationale marquée par la monopolisation du savoir et du pouvoir par une oligarchie capitaliste mondialisée », pour reprendre Benoît Awazi Mbambi Kungua. N'avons-nous pas entendu Jean-Paul Mbuya Mutombo qui, avec raison, affirmerait ceci qui est capital : « (...), ce qui caractérise les grandes civilisations, ce n'est ni leur richesse, ni leur capacité de se protéger du voisin, ni leur capacité de l'abattre ; c'est avant tout leur ingéniosité dans le règlement des différends qui risquaient de miner la cohésion interne, socle de toute société tant antique que moderne. » Cela dit, on peut aujourd'hui se demander à quoi peut nous conduire les contestations politiques actuelles. La question à poser aujourd'hui consiste à savoir ce que nous voulons pour notre pays. Quelle orientation voulons-nous donner à notre combat aujourd'hui et pour quel Congo ? Quels intérêts voulons-nous servir au Congo aujourd'hui ? Sur quelles bases allons-nous fonder notre engagement ? Il ne s'agit pas ici des questions à adresser seulement aux nouveaux dirigeants de notre pays. Il s'agit là des questions que chaque Congolais peut se poser et y répondre selon qu'il pense l'avenir de son pays.

Conclusion

Il est 18h30, il pleut abondamment sur Goma. J'auditionne dans un calme inouï la douce mélodie *L'Amour est patient* de René Byamungu, un artiste musicien de Goma. Le lyrisme de la chanson m'emporte. Je me souviens de mon premier jour à la chorale et je chante avec l'artiste : *Unis par les liens, l'amour vous a choisis. Il a fait traverser chacun du côté de sa rive pour enfin croiser vos destins. Que ce que cette fleur vous offre aujourd'hui puisse agrandir votre amour, qu'il soit la marque de vos sentiments. Et que toutes ces rosées de votre mariage, l'aspergent et l'arrosent à tous les âges. Peu importe le jour ou la façon dont vous vous êtes dits « je t'aime ». Aujourd'hui, nous sommes témoins de ce que cet instant a fait grandir dans vos cœurs. Faudrait-il encore reprendre le musicien et dire pour le Congo : A l'instant où vous manquerez des mots pour vous chérir, trouvez le plus délicieux silence de vos sourires, (...). ?*

Éducation écologique et guérison des imaginaires en République démocratique du Congo

Urgences locales et horizon planétaire

Kä Mana

Introduction

Dans le contexte mondial actuel où la question écologique est devenue un enjeu majeur pour les peuples et les nations, il est urgent que la République démocratique du Congo se dote d'un projet global qui définisse son rôle dans les débats en cours et affirme l'importance de sa place dans les batailles écologiques de notre temps. Ce projet et cette nouvelle conscience congolaise, il est utile de les concevoir à la fois comme une critique fondamentale de l'imaginaire écologique de notre pays et comme une réflexion essentielle sur les mesures d'urgence à prendre à l'échelle nationale, à l'échelle africaine et à l'échelle mondiale pour un autre monde écologiquement possible. Quand on est le deuxième poumon de la planète grâce à l'immense forêt équatoriale que l'on possède après la forêt amazonienne ; quand on dispose d'un fleuve comme le fleuve Congo et tous ses affluents au moment où l'eau est devenue un grand enjeu pour l'avenir du monde ; quand on a chez soi une biodiversité riche que l'on peut mettre à profit dans une grande politique de développement durable et une rayonnante économie du bonheur, on ne peut pas ne pas se mettre au cœur des batailles théoriques et pratiques sur le changement climatiques et au cœur des recherches contemporaines sur l'écologie mondiale. Le moment est venu pour le Congo de prendre à bras-le-corps ces combats et de fertiliser ces recherches avec le limon de notre situation congolaise actuelle.

Je pense que l'impératif est d'analyser dans sa globalité l'état de la conscience écologique aujourd'hui très faible chez l'homme congolais, de penser les mesurer pour créer une nouvelle dynamique de conscience dans notre nation, de mettre l'éducation au centre de la construction de nouvelles rationalités pour faire de l'écologie le cœur des droits, des devoirs et des pouvoirs de notre nation en vue de participer au combat des peuples pour un autre monde possible et à l'émergence d'un humanisme écologique que la pensée congolaise actuelle s'efforce de construire.

Les ressorts de la crise écologique en RDC : les imaginaires pathologiques

Le problème qui se pose avant tout à la République démocratique du Congo est celui de la faiblesse et de la fragilité de la conscience écologique chez ses populations et du manque de leur implication dans les débats mondiaux concernant les dangers qui pèsent sur notre planète et sur la vie dans son ensemble à cause des choix faits par le système de civilisation dans lequel le monde vit tant à l'échelle économique, à l'échelle politique, à l'échelle culturelle qu'à l'échelle des relations entre peuples et entre nations.

Crise au cœur de la vie congolaise aujourd'hui

A l'échelle interne, le Congo vit une crise profonde de sa conscience écologique. Cette crise est visible partout : dans les grandes villes comme dans les campagnes, dans les modes de vie des populations comme dans les types de relations qu'entretiennent ces populations avec les autorités qui les administrent et gèrent la nation. Partout, on peut remarquer la prédominance des complexes pathologiques qu'il est possible de présenter autour d'un certain nombre d'attitudes culturelles précises où le souci de l'écologie ne se manifeste pas. A savoir :

- *Une culture de la saleté et de l'insalubrité.* Quand on se donne la peine de visiter les villes congolaises et les campagnes, l'accoutumance à la saleté saute aux yeux. Elle est visiblement effarante partout. Elle s'expose nuit et jour dans la cohabitation des quartiers populaires avec les immondices innombrables, dans les eaux qui stagnent au fond des rigoles infestées de moustiques et inondées de microbes de toutes sortes, cela dans l'impassibilité généralisée des gens face à leur environnement insalubre. Les enfants, les femmes et les hommes consomment leur nourriture dans ces porcheries humaines, convaincus que les Noirs n'ont rien à craindre des maladies possibles qui rôdent dans l'air qu'ils respirent en Afrique. Quand on est dans un tel contexte auquel seuls les quartiers riches échappent grâce aux moyens matériels dont ils disposent, ce n'est pas seulement l'environnement qui fait problème. C'est aussi l'esprit des personnes qui est atteint d'une véritable pathologie du refus de voir la réalité lourde de menaces à l'intérieur de laquelle on vit.
- *Une culture de la pollution volontaire généralisée et des nuisances sans bornes.* Si l'homme congolais se sent à l'aise dans la saleté au cœur de son espace de vie, c'est parce qu'il est en réalité le producteur de cette saleté dans une culture de la pollution que l'on voit dans les gestes les plus simples de tous les jours : les bouteilles en plastique jetées dans les caniveaux et au bord des routes, les épiluchures des bananes et les feuilles de papiers balancés sur les lieux publics sans que cela choque qui que ce soit, les toilettes à ciel ouvert dans les broussailles, les urines qui s'étalent à même le sol dans les toilettes des bars et des bistrots,

l'eau sale que l'on jette dans la rue sans vergogne, l'exploitation abusive des charbons de bois sans qu'on se rende compte des dégâts et des nuisances que l'on cause à l'environnement.

- *Une culture de l'oisiveté et du laisser-faire.* Derrière l'accoutumance à la saleté et l'habitude de nuire à l'environnement qui caractérisent la vie des populations congolaises aujourd'hui s'étale un esprit d'oisiveté qui empêche à ces populations de s'organiser et de se mettre au travail pour aménager leur cadre de vie de manière agréable. On laisse les choses aller sans qu'un esprit d'organisation et de prise en charge des problèmes pour les résoudre se construise et s'impose comme manière de vivre. C'est dans ce laisser-faire que se développe un style de vie dominé par la consommation des alcools forts et la gloire des brasseries qui suscite le goût immodéré des bières qui cassent la force de la créativité des Congolais face à l'insalubrité de leur cadre de vie. Les Congolais arrivent ainsi à penser que la propreté de leur milieu d'existence dépend non pas de la responsabilité individuelle de chaque citoyen, mais de la responsabilité des seuls pouvoirs publics. Comme ceux-ci sont eux-mêmes formatés par le goût de la vie facile et l'esprit du laisser-faire, personne ne prend plus vraiment ses responsabilités et tout le peuple devient le peuple de l'irresponsabilité, populations et autorités comprises. Ce n'est pas dans un tel contexte que l'écologie peut devenir une préoccupation fondamentale et un enjeu de fond pour la construction de l'avenir.
- *Une culture de l'inconscience intérieure et de l'aveuglement volontaire.* Ce qui se fait dans la culture de l'oisiveté et du laisser-faire se nourrit de fortes dynamiques de l'inconscience dans l'intériorité de l'homme congolais et d'une sorte d'aveuglement volontaire sur les réalités de la société congolaise aujourd'hui. Dans *RD Congo, La République des inconscients*, livre écrit par Modeste Mutinga Mutuishayi²⁹ au temps où il était sénateur au Congo, le phénomène de l'inconscience de l'homme congolais a été méticuleusement analysé comme fléau dont souffrent globalement les dirigeants congolais. De plus en plus, l'analyse peut être élargie à l'échelle de toutes les populations du pays et liée à une autre dynamique fondamentale : celle de l'aveuglement volontaire de l'homme congolais dans son ensemble. En fait la pathologie interne de l'inconscience se manifeste dans la manière dont le Congolais ferme les yeux devant ses problèmes et refuse ainsi de les affronter avec vigueur pour les résoudre. Ce complexe de l'autruche ne concerne pas seulement les problèmes écologiques. Il détermine l'attitude des Congolais dans les

²⁹ Modeste Mutinga Mutuishayi, *RD Congo : la République des inconscients*, Kinshasa, Le Potentiel, 2010.

questions politiques, économiques, culturelles ou géostratégiques aujourd'hui.

- *Une culture « des distractions, des insanités, des stupidités, des inepties et des fadaïses »*, pour reprendre une description forte que fait le philosophe, théologien et sociologue Benoît Awazi Mbambi Kungua au sujet des diasporas noires en Occident³⁰. Cette culture est entretenue par une musique populaire débilite sous la houlette des orchestres locaux qui annihilent souvent chez l'homme congolais le souci de l'essentiel et la capacité de réfléchir sur des questions aussi fondamentales que l'écologie et l'éveil de la RD Congo dans le monde.

Aujourd'hui, c'est en prenant conscience de toutes ces pathologies de la culture congolaise dominante que nous pouvons, nous Congolais, poser correctement le problème de l'écologie au cœur de l'existence concrète de nos populations dans notre pays.

Ouvrir une conscience planétaire

Il y a plus. La question écologique ne se réduisant pas au seul quotidien des Congolais, il est urgent et impératif de la considérer comme une question mondiale que le Congo doit aborder dans ses grands enjeux politiques, économiques, culturels et géostratégiques. Sur ces enjeux qui concernent les questions du changement climatique, de la déforestation de la planète, de la politique énergétique des nations et les choix de civilisation à faire dès maintenant et pour l'avenir, le Congo n'offre pas un projet clair au monde, encore moins une vision stratégique clairement élaborées par des experts et des spécialistes qui chercheraient à mobiliser notre peuple sur les décisions à prendre ici et maintenant, en vue de contribuer à l'invention d'un autre monde possible dont rêvent actuellement les altermondialistes de tous les pays. S'il en est ainsi, c'est parce le Congo souffre fondamentalement de quatre crises dont il faudrait qu'il sorte impérativement pour aborder les grands problèmes du monde. Notamment :

- *La crise de l'intelligence communautaire*. Il faut entendre par là l'effondrement de la capacité d'un peuple à utiliser collectivement sa matière grise pour penser les solutions à ses problèmes et aux problèmes du monde. Quand il n'existe pas dans une nation des institutions intellectuelles et culturelles créées et organisées publiquement comme lieu de recherche et d'analyse des questions essentielles qui se posent à la société et au monde contemporain, comme c'est le cas en République démocratique du Congo aujourd'hui ; quand les universités d'un pays sont presque toutes dénuées de fortes capacités de mettre en leur sein des

³⁰ Awazi Mbambi Kungua (Sous la direction), *L'inexistence de l'État en Afrique et l'opérationnalisation des alternatives politiques émancipatrices*, Revue Afroscopie IX/2019.

dynamiques de formation de chercheurs de haut niveau et de spécialistes chevronnés dans le domaine de la géostratégie ; quand tout le système éducatif d'une nation manque d'orientation et se délite dans la médiocrité à tous les niveaux, comment peut-on attendre de ses populations la libération de leur génie des profondeurs pour résoudre ses problèmes et ceux du monde entier dans lequel elles vivent ?

- *La crise de la volonté politique.* Le Congo souffre aussi d'une carence de volonté politique manifeste non seulement pour faire de l'écologie un enjeu de la gouvernance globale dans la perspective du contexte mondial, mais aussi du souci de doter le Congo des structures d'action et de cohérence pour une vie sociale saine. Cela se voit dans la faiblesse des services de voiries urbaines, dans les coupures intempestives d'eau et d'électricité dans toutes nos grandes villes, et dans l'absence d'une mobilisation énergique des quartiers pour qu'ils s'attaquent eux-mêmes directement à leurs problèmes quotidiens. Quand une nation n'a pas de forces sociales organisées dans une philosophie du service de l'Etat et de la population ; quand elle vit dans la conception purement alimentaire de la politique et qu'elle réduit le jeu politique aux rapports de forces tribales, financières ou mafieuses ; quand la corruption et la violence y sont reines et dominant tout le champ des relations sociales, rien de grand ne peut sortir d'elle comme projet pour le monde. Jusqu'à ce jour, nous ne sommes pas encore sortis de l'auberge de tous ces maux qui minent le Congo aujourd'hui, même si d'immenses espérances se profilent à l'horizon de notre destinée grâce aux nouvelles conditions d'alternance politique qui permettent d'imaginer des changements indispensables.
- *La crise de l'imagination créatrice.* Dans ces conditions de manque de volonté politique, l'imagination créatrice du peuple et de ses dirigeants tarit. On en a eu pour preuve la pauvreté d'idées dans l'intervention du Chef de l'Etat congolais au Forum de Nairobi consacré à la terre. Là où l'on attendait une parole forte et fertile venue de la République démocratique du Congo, ce fut un discours convenu et sans originalité ni ambition qui fut servi au monde. On aurait cru que le Congo n'avait pas d'experts compétents dans le domaine écologique et que le chef de l'Etat congolais manquait de conseillers chevronnés en matière du changement climatique, de la protection de la terre et de la géostratégie écologique. Pourtant, des compétences congolaises existent sur ces questions. Il manque seulement la capacité de structurer l'imagination créatrice du pays pour qu'une politique d'organisation et de mobilisation de ces compétences créent une synergie afin de faire entendre la voie du Congo au plan mondial.

- *La crise de l'action stratégique.* Une telle synergie exige un sens et une action stratégiques de la part des responsables politiques, des acteurs économiques et des forces de la culture et de la pensée pour libérer des énergies capables d'orienter la vision congolaise sur l'écologie dans une perspective mondiale. Cela manque à notre nation actuellement et il est de notre devoir de changer de cap maintenant en creusant au sein de notre nation pour y découvrir de forces motrices pour de nouvelles actions stratégiques.

Faiblesses et fragilités de notre conscience écologique

Liées aux pathologies culturelles dont souffre la société congolaise, toutes ces crises ont enfermé l'homme congolais dans des imaginaires incapables de mettre l'écologie au cœur des préoccupations fondamentales du pays. Nous vivons comme si l'écologie n'était pas notre problème et nous laissons aux autres nations le soin de se préoccuper de ce qu'il faut faire pour sauver la planète de la destruction.

Cela est visible à plusieurs niveaux qu'il convient de bien mettre en lumière pour nous puissions bien comprendre où nous en sommes au Congo dans la conscience écologique aujourd'hui.

Un : alors que dans plusieurs pays d'Occident, les élèves et étudiants déclenchent des grèves pour rendre leurs sociétés sensibles aux menaces qui pèsent sur l'environnement et sur la vie humaine, le système éducatif congolais est dans une léthargie incompréhensible face au changement climatique pourtant perceptible partout dans le pays et à la détérioration des écosystèmes naturels qui est visible partout à l'œil nu. De l'école maternelle aux universités, on voit rarement la question écologique mobiliser les jeunes pour qu'ils interpellent les pouvoirs publics et les obligent à prendre des décisions radicales en vue de changer le cours des choses. Les jeunes luttent pour changer de président de la République et pour que soient organisées des élections, mais pas pour s'attaquer à la détérioration des conditions climatiques.

Deux : alors que dans beaucoup de nations naissent et s'épanouissent des organisations écologiques qui veulent promouvoir une nouvelle conscience écologique et rassembler des moyens endogènes pour lutter contre la destruction de l'environnement par le mode de vie de la civilisation mondiale actuelle et l'esprit du néolibéralisme mondialisé qui pompent les énergies non renouvelables sans aucune conscience des générations futures, le Congo ne crée que des organisations non gouvernementales destinées à recevoir l'aide internationale dont la destination est souvent purement alimentaire. Même le parti politique écologique et les mouvements citoyens qui évoquent sporadiquement les questions de l'environnement ne donnent pas

l'impression de s'engager dans une cause qui doit mobiliser les ressources internes du pays pour un changement radical des modes de pensée et de modes de vie au Congo. Nous sommes en pleine extraversion de l'esprit et en pleine promotion de la dépendance à une époque où devraient être promues la créativité interne et le génie endogène pour un Congo capable de prendre une place centrale dans la pensée et dans l'action écologique.

Trois : à quelques exceptions près que l'on trouve dans d'exceptionnelles revues savantes qui paraissent encore régulièrement et dans des revues universitaires sporadiques que l'on peut lire de temps à autre au Congo³¹, les productions de la pensée congolaise aujourd'hui ne sont pas tournées vers le peuple congolais pour des changements qui fassent de l'écologie notre défi vital essentiel et qui conduisent les Congolais eux-mêmes à libérer des dynamiques vigoureuses pour l'aménagement de notre cadre de vie, pour la protection de notre environnement et surtout pour la création de nouveaux imaginaires dont les défis écologiques soient le levier de profondeur. Contrairement aux lames de fond des préoccupations mondiales où les rencontres sur l'écologie se multiplient et mobilisent les scientifiques, les politiques et les chercheurs de tous bords, le Congo n'a pas une voie qui crie de toutes ses forces dans le monde.

Quatre : ce manque de voix est visible dans l'absence d'une véritable politique congolaise et d'un véritable projet congolais en matière écologique. Quand un Etat ne se donne pas une stature internationale dans des questions aussi sensibles et aussi préoccupantes que l'écologie et la protection de l'environnement mondial, il est difficile d'attendre d'elle une action d'envergure pour changer l'ordre régnant de choses.

Penser l'écologie comme dynamique d'éducation

Dans la situation de déroute culturelle manifeste et de crise profonde du Congo aujourd'hui, c'est au cœur des effets nocifs et des impacts désastreux de cette crise et de cette déroute qu'il convient de poser le problème de l'écologie dans le pays.

Du superficiel au profond : un itinéraire local congolais

Et il faut le poser essentiellement au niveau local, avant tout. Sous cet angle, on ne peut pas ne pas se rendre alors compte que ce dont il est question en réalité est la reconstruction des structures anthropologiques de l'être congolais et de tout le système des institutions qui sont animées par ces structures anthropologiques dans la vie quotidienne et à l'échelle du vécu ordinaire.

³¹ Je pense ici aux articles des savants et experts congolais qui publient de manière très régulière les résultats de leurs recherches dans la revue *Congo-Afrique* et aux réflexions des certains chercheurs universitaires dans les revues de leurs universités où la question écologique est évoquée de temps à autre.

En réalité, il s'agit de se concentrer sur un type de changement qui doit viser fortement les modes de pensée et les dynamiques d'action sociale. Ce type de changement se fait par l'éducation, mais pas n'importe quelle éducation. Celle dont je parle ici porte sur l'esprit à développer et à promouvoir quand on veut aborder avec fécondité les questions de fond dans une société en crise. Elle vise le passage du *mode fataliste de voir et de vivre la réalité à un mode inventif et créatif de rêver les choses dans un puissant imaginaire qui ouvre le champ de nouvelles possibilités d'être*.³² Il faut être capable d'observer les personnes et le champ social, de déceler ce qui y cloche et de chercher à identifier les causes des problèmes, les voies pour les affronter et les choix à faire pour en juguler les effets. Les chercheurs togolais Maryse Quashie et Roger Folikoué appellent cela la rééducation du regard en vue de vaincre la « myopie sur ce qui ne tient pas debout » et qui est « pourtant partagée par beaucoup de personnes. »³³

Au Congo, la question écologique a commencé à être posée au milieu des années 1980 comme une question sans grands enjeux locaux. C'était, aux yeux des Congolais, une question superficielle : la question des sociétés riches qui détruisaient leur environnement en Occident. Elle était importée au Congo pour distraire les Congolais du problème qui était à ce moment-là notre problème profond et essentiel : le développement. On en parlait avec légèreté, dans un imaginaire de distraction, sans soupçonner du tout que le cri d'alarme qu'avait lancé le Club de Rome dans les années 1970 sur la destruction de l'environnement et l'irresponsabilité des pays riches dans l'utilisation intempestive des énergies renouvelables concernait aussi notre pays, le Congo. Personne ne soupçonnait que derrière la question environnementale se profilaient la question écologique globale où étaient engagés le destin de l'humanité, le mode de civilisation nouvelle à créer et la survie de l'espèce humaine et l'état global de la planète. Même les débats au sein des communautés de foi sur l'esprit du néolibéralisme naissant sous l'ère Reagan-Thatcher n'avait pas des relais sérieux dans les Eglises de notre pays et dans la société congolaise en son ensemble.

Je ne suis pas sûr qu'aujourd'hui les relents et les nuages de *cet imaginaire de distraction et d'indifférence* face aux questions écologiques se soient dissipés. Si je m'en tiens aux forces des cultures dominantes et aux crises que nous connaissons dans notre pays, je peux affirmer sans conteste que

³² Lire Kà Mana, « Postface », in Jean-Blaise Kenmogne, *Pour un humanisme écologique : crise écologique contemporaine et enjeux d'humanité*, Yaoundé, CLE, 2015.

³³ Maryse Quashie et Roger Folikoué animent une tribune dans le magazine *Alternative* à Lomé où ils font de la philosophie au sens le plus concret possible, en ouvrant le regard et la pensée sur les comportements quotidiens de leurs compatriotes et surtout de ceux qui dirigent leur pays.

l'imaginaire dont je suis en train de parler constitue l'une des strates les plus profondes de l'être congolais face à l'écologie.

Mais les choses ont un peu évolué depuis les années 1980. A partir des grands débats mondiaux qui ont dominé la société contemporaine avec la succession des grandes conférences mondiales sur l'environnement (Rio de Janeiro, Tokyo, Copenhague, Durban, Paris, Marrakech, Nairobi), des experts congolais sont progressivement entrés dans les préoccupations écologiques soit à titre de chercheurs solitaires, soit à celui des représentants du Congo aux sommets internationaux. Ces chercheurs ont créé un imaginaire scientifique dont les réflexions de Mutoy Mubiala³⁴, fonctionnaire des Nations Unies, rendent compte aujourd'hui. Mais cet imaginaire a une portée faible. Son impact social est pratiquement inexistant. Pourquoi ? Parce qu'il n'existe pas au Congo une intelligence organisatrice et institutionnelle capable de faire de l'écologie un limon et un germe pour l'ensemble de la société congolaise, avec des lieux féconds de réflexion et des dynamiques d'action fertiles pour changer l'esprit des populations et éduquer les masses congolaises pour une nouvelle société.

Avec la publication de l'encyclique *Laudato Si'* du pape François sur la sauvegarde de la maison commune³⁵, l'Église a mis le problème de la protection de « notre maison commune », la terre, au cœur de ses préoccupations. Au Congo, on voit certains évêques et certains prêtres s'impliquer profondément dans la réflexion sur ce problème et les universités, surtout catholiques, enregistrent de plus en plus des thèses et des mémoires sur l'environnement. Il se crée ainsi un *imaginaire religieux* qui cherche à créer une dynamique de la réflexion écologique congolaise dont la figure centrale est actuel évêque d'Uvira, Mgr Sébastien-Joseph Muyengo Mulombe³⁶. Le prêtre catholique Evariste Kabemba Nzengu³⁷ a même placé cet imaginaire sous le signe de la terre-mère, avec un *homo ecologicus* devenu *homo bendeus* (*homme d'autrui de Dieu*) sur la base du concept « Bende » (autrui) dans la langue Tshiluba.

Mais cet imaginaire religieux congolais créé par des hommes de Dieu est en aplomb par rapport à la société, sans racines populaires ni ancrages collectifs énergiques pour construire une force endogène dans une réflexion et une action écologiques locales. Il lui manque même des pulsations éducatives

³⁴ Notamment ses grands articles sur les droits de l'homme dans la revue *Congo-Afrique*.

³⁵ Paris, La Croix/La Documentation catholique, 2015.

³⁶ Lire son article : « De *Laudato Si'* du Pape François à la COP 21 », in *Congo-Afrique*, n°509, novembre 2016.

³⁷ Lire son impressionnante thèse publiée par les éditions Paf à Paris sous le titre : *Création et écologie, Pour une théologie de la terre comme mère*, 2017.

concertées et orientées pour faire bouger les lignes dans le mental du peuple et les grandes quêtes populaires.

Ce n'est pas avec un tel imaginaire restreint qu'on change une société. L'urgence est de donner à la religion un élan d'éducation globale pour toutes les populations, à partir de l'école comme matrice d'une nouvelle société.

Mais il convient d'aller au-delà de l'école. Le travail à faire a besoin des énergies qui enracinent l'école dans l'imaginaire spirituel et religieux d'un peuple. Là où toute une société puise les énergies de transcendance, c'est-à-dire de dépassement de lui-même pour trouver les zones des questions ultimes qui la confrontent à l'indicible, à l'innommable, à Dieu, en fin de compte.

Au Congo, l'imaginaire spirituel et religieux en tant que champ de créativité populaire n'a pas encore rencontré en son sein la fécondité de l'écologie. S'il l'avait fait, les hommes et les femmes de foi seraient le levier de la lutte contre l'insalubrité publique, contre la destruction de l'environnement, contre la déforestation du pays, contre le changement climatique, contre tous ces maux écologiques dont souffre notre société aujourd'hui. Ils auraient fait de l'écologie le cœur d'une spiritualité pour une éthique de la conscience citoyenne à travers de nouveaux modes de vie face à la terre, avec une vision des relations humaines centrée sur un être-ensemble fructueux, dans une responsabilité commune où la question écologique deviendrait un véritable enjeu de foi.

Cela ne s'est pas encore fait. Pourquoi ? Parce que dans la religiosité populaire telle qu'elle a été longtemps nourrie par les prédications dans les communautés de foi, le ciel a toujours été plus important que la terre et les pratiques pieuses dans la vie de tous les jours ont négligé les enjeux de l'ici-bas par rapport à l'au-delà. D'où l'importance accordée étrangement aux spiritualités de délire, aux mystifications spiritualistes et aux ivresses de chants et de danses qui déconnectent du réel dans les nouveaux mouvements religieux qui pullulent partout au Congo.³⁸ Quand on vit ainsi en lévitation permanente où la foi devient du spiritisme, quelles responsabilités peut-on prendre pour changer l'ordre des réalités terrestres ? Même quand il arrive qu'on évoque la terre et ses problèmes, l'esprit est tellement en apesanteur qu'il est impossible de le ramener avec fécondité dans les tourbes du vécu quotidien. L'imaginaire religieux extraverti tue alors les harmoniques de la foi ancrée dans la vie réelle.

Il est bon maintenant de poser le regard sur un autre imaginaire important : l'imaginaire artistique où se rencontrent musique, littérature, peinture,

³⁸ Lire Kâ Mana, *Ma foi de théologien africain*, Riga, Presses universitaires européennes, 2018.

danse, sculpture, toutes les œuvres de l'imagination portées par le souci du beau, du sublime et de l'inouï.

Au Congo, la musique est au cœur de cet imaginaire et elle en a fait le champ dont elle est l'art majeur, en mettant ainsi en berne les dynamiques des autres arts, surtout du grand art qu'est la pensée, selon le penseur Guillaume Manjolo³⁹. Or, dans la manière dont elle se rythme et s'épanouit chez nous, elle est fondamentalement coupée de l'éthique et de la pensée, à quelques exceptions près. Elle n'élève pas l'esprit vers les hautes préoccupations et vers la prise en charge des responsabilités sociales autres que le ventre et le bas-ventre. Elle évanouit l'être et l'enferme souvent dans les insanités volontairement désirées et exaltées. Même quand il lui arrive de s'occuper de la moralité publique et des vérités supérieures dans la vie, elle est tellement plongée dans les marres des attentes populaires face au ventre et au bas-ventre qu'on en oublie tout ce qu'elle peut porter de beau et de grand en termes des valeurs humaines. Sa médiocrité éthique et spirituelle déteint sur tous les autres grands arts dont personne ne s'occupe vraiment alors. J'exagère à dessein, mais je sais que l'imaginaire musical congolais et tout l'imaginaire artistique ont besoin de devenir des ferments pour une grande révolution sociale où le souci de l'écologie doit s'intégrer. Il s'agit d'un véritable changement d'orientation pour que la musique et l'art assument une grande responsabilité écologique. On comprend à ce point que l'éducation artistique de l'imaginaire dans la perspective de l'écologie est actuellement l'un des impératifs majeurs en République démocratique du Congo.

Education et horizon planétaire de l'écologie : perspectives congolaises

J'en viens maintenant à la dimension mondiale de la question écologique et à la manière dont le Congo peut y participer et contribuer à faire avancer la recherche des solutions aux débats en cours.

J'aimerais partir des principes que la pensée congolaise a permis d'élaborer comme lignes d'orientation dont on peut se servir dans tous les problèmes auxquels le pays est confronté. Ce sont ces principes qui devraient être utilisés dans une approche congolaise de la question écologique au plan mondial.

Avant tout, il y a l'exigence de remise *en question*. C'est le penseur Mabika Kalanda qui a écrit un livre magistral sur ce thème au milieu des années 1960, à l'époque où le Congo accédait à son autodétermination politique face à la Belgique⁴⁰. A cette époque déjà, Mabika Kalanda avait compris qu'il n'y

³⁹ Guillaume Pépin Manjolo, *La révolte métaphysique d'un jeune congolais*, Goma, Université alternative de Pole Institute, 2019.

⁴⁰ Mabika Kalanda, *La Remise en question, Base de la décolonisation mentale*, Bruxelles, Editions Remarques africaines, 1967. Sur Mabika Kalanda, lire : Emmanuel Kabongo Malu, *Mabika Kalanda et l'échec de l'édification nationale au Congo-Kinshasa, Elites, conscience et autodétermination*, Kinshasa, Editions universitaires africaines, 2019.

aurait pas de Congo nouveau si les Congolais ne s'inscrivaient pas dans une double remise en question : celle des pathologies du monde coloniale et celle des maladies propres à l'esprit congolais dans ses atavismes structurels. Ce qu'il proposait, c'est la lucidité pour déceler tout ce qui pouvait empêcher l'émergence de la conscience nationale, de la conscience historique, de la conscience éthique et de la conscience utopique en vue de construire le présent et le futur du Congo. Plus qu'hier, au moment actuel où la question écologique devient maintenant une question centrale pour l'humanité, l'urgence de la remise en question est aujourd'hui un impératif, en même temps que l'exigence de forger une nouvelle conscience face aux problèmes écologiques au Congo, en Afrique et partout dans le monde.

Que faut-il remettre en question ? Il faut remettre en question le type de culture et de civilisation qui a conduit le monde au désastre écologique. Il faut aussi remettre en question la manière dont le Congo se situe face au désastre en cours et aux menaces partout visibles dans le domaine écologique.

Cette remise en question devra conduire à une nouvelle philosophie globale et à de nouvelles pratiques de vie, c'est-à-dire à une conscience globale nouvelle pour penser la vie, organiser les structures sociales et produire des utopies dont l'écologie soit le centre, le cœur et le levier.

Autrement dit, l'écologie au Congo est encore à penser, de même que l'esprit et les structures d'éducation qui puissent rendre l'homme congolais capable d'assumer ses responsabilités écologiques dans le monde d'aujourd'hui.

A côté du principe de remise en question, il y a le grand *principe d'authenticité* qui fut un temps l'orientation existentielle majeure du Congo devenu Zaïre sous Mobutu, avant que Mobutu lui-même n'en fasse une farce et une coquille vide. Le fond de cette philosophie était la force d'être qui nous sommes et qui nous voulons être, nous Congolais, afin de ne pas être réduits à l'extraversion, à l'aliénation et à ce que Mobutu avait justement nommé « une âme d'emprunt ». Aujourd'hui, l'authenticité en matière écologique signifie la conscience de ce que nous sommes et de ce que nous possédons comme atouts pour penser nous-mêmes les perspectives utiles pour notre pays, pour l'Afrique et pour le monde. Pour le moment, la tentation est grande chez les Congolais de n'être que de caisses de résonance des débats qui se font et des enjeux qui se trament ailleurs. Cette tentation nous condamne à devenir des perroquets et des moutons de Panurge, sans aucune substance de pensée, de réflexion et de voix propres, encore moins une consistance d'innovation dans les propositions à faire pour enrichir le monde en matière écologique. Même si la philosophie de l'authenticité avait fini par n'être qu'une tentative d'imbécilisation collective de notre peuple au service d'une dictature politique sans vision pour le pays ni charge de créativité pour

un nouvel homme congolais, le moment est venu d'en reprendre l'énergie de fond pour féconder une vision congolaise de l'écologie comme pouvoir de transformation de notre société et capacité de proposition pour l'invention d'un autre monde possible. Ce qu'il faut dire clairement, c'est que Mobutu avait vu juste en donnant au Congo l'énergie propre au thème de l'authenticité, mais il n'a pas pu imaginer une sève créatrice et un ferment vital à ce thème pour changer l'homme congolais et inventer une nouvelle société. Avec l'écologie et l'éducation à l'écologie, le Congo est aujourd'hui en mesure de reprendre l'authenticité comme orientation existentielle et de lui donner un sens plus fécond pour notre pays et pour le monde.

Un autre principe d'actualité sert de guide à la politique congolaise. On le doit au regretté homme politique congolais, Etienne Tshisekedi Wa Mulumba qui en avait fait le cœur de sa vision politique pour notre pays. Sa formulation est claire et concise : *Le peuple d'abord*. A l'échelle mondiale cela donne ceci : *les intérêts collectifs des peuples et de la planète d'abord*. Par intérêts collectifs, on doit entendre la qualité de la vie et la prospérité communautaire pour un vivre ensemble sain, épanoui et riche. A ce niveau l'écologie est une responsabilité individuelle et communautaire pour élaborer et mettre en action une politique, une économie et une culture planétaires pour l'avenir de la terre et de l'humanité. Quand on dit : les intérêts collectifs de l'humanité d'abord, on s'adresse à ce qui relève de ce que chacun et de ce que tous doivent faire pour que cette politique, cette économie et cette culture deviennent possibles. Une éducation planétaire à ce type d'esprit est aujourd'hui indispensable. Tout ce qui empêche l'éclosion de cette éducation et l'émergence des institutions mondiales qui en garantissent la solidité et la fécondité est à bannir de l'ordre mondial nouveau à créer purement et simplement maintenant.

Mais le Congo a un autre principe de base pour aborder les problèmes du monde. C'est le penseur congolais Mutoy Mubiala⁴¹ qui l'exprime le mieux quand il propose de lier la question écologique dans sa dimension de « fracture climatique » Nord-Sud aux exigences de droits de l'homme comme impératifs pour toute l'humanité. Au sujet de cette « fracture climatique », son approche « consiste à considérer et à faire en sorte que la réalisation des droits de l'homme soit l'objectif ultime des programmes et activités de coopération réalisées dans un secteur déterminé, au-delà de la simple satisfaction des besoins (approche classique ou traditionnelle). Pour y parvenir, les entités concernées (Etats, organisations internationales, organisations de la société civile, etc.) agissant comme débiteurs des droits (*duty-bearers*) devraient donner une place centrale à l'évaluation des problèmes des droits de

⁴¹ Mutoy Mubiala, « L'Afrique et l'impact humain des changements climatiques », in Congo-Afrique, n° 437, 2009, pp.527-537.

l'homme dans l'analyse de la situation ; procéder par une approche participative incluant la consultation des personnes ou populations bénéficiaires des programmes envisagés ; identifier celles-ci, y compris les groupes vulnérables, comme titulaires des droits à satisfaire (*rights-holders*) ; et mentionner les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme applicables. »⁴²

Entrer dans une telle perspective place l'écologie et l'éducation à l'écologie au centre d'une dynamique de responsabilité de chaque peuple à l'égard de lui-même et au centre d'une dynamique de coresponsabilité avec d'autres peuples pour que le droit à la vie, le droit à l'environnement sain et le droit à la construction d'un avenir commun pour tous les peuples soient créés sur la base du droit à la justice, à l'égalité des chances et à l'obligation pour ceux qui polluent la terre de payer pour leur pollution et de veiller à la protection de ceux qui polluent le moins ou qui ne polluent pas du tout la terre. On entre ici dans une conscience planétaire où l'on crée des programmes contraignants pour toutes les nations, avec les droits de l'homme comme paramètre accepté et vécu par tout le monde. Comme le dit Mutoy Mubiala : « La valeur ajoutée de l'approche des droits de l'homme à celle de l'approche classique (axée sur les besoins) est de renforcer la redevabilité des entités qui formulent et exécutent ces programmes et les capacités des bénéficiaires de ceux-ci, en vue de revendiquer leurs droits, conformément aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme »⁴³

Ce qui compte, c'est l'émergence du souci de garantir à ceux qui souffrent de la voracité des riches et de l'inconscience du système politico-économique mondial la certitude qu'ils sont acteurs de la construction d'un autre monde possible grâce à leur capacité de se faire entendre de tous grâce à leur pouvoir de pression sur l'ordre mondial actuel au nom de l'impératif des droits de l'homme.

Le Congo a dans ce domaine un pouvoir énorme et sa voix peut compter avec vigueur compte tenu de son statut de deuxième poumon écologique de la planète grâce à sa forêt équatoriale et à ses écosystèmes exceptionnellement riches. Il faut que cette richesse se transforme en poids politique et que cette voix devienne la voix de ceux qui défendent et promeuvent les droits de l'homme.

J'aimerais aborder maintenant un autre principe que la pensée écologique congolaise permet de mettre en lumière dans le combat écologique

⁴² Mutoy Mubiala, « L'Afrique face à la « fracture climatique » Nord-Sud », in Congo-Afrique, n° 509, Novembre 2016, pp. 860-872.

⁴³ Ibid.

contemporain. Avec le pasteur camerounais Jean-Blaise Kenmogne⁴⁴, nous avons nommé ce principe l'éthique des liens ou la conscience du tout. Nous y avons consacré une recherche d'où sont sortis deux livres dont je reprends ici les lignes de fond⁴⁵.

Vue selon la perspective des liens et de tout, l'écologie propose une vision du monde et de l'homme que nous désignons actuellement par le terme d'altermondialisation écologique. Elle est un choix de civilisation qui rompt avec l'ordre mondial actuel manifestement en crise et à bout de souffle du fait de ses options existentielles centrées sur l'individu, sur le profit et sur la fragmentation des sciences et de leurs approches de la réalité. Contre cette vision, l'écologie remet l'homme dans l'univers et dans l'ensemble des liens que l'humanité doit tisser avec le monde. En même temps, elle donne à penser l'univers et la société sous le signe du développement durable et holistique, en mettant l'homme devant les exigences du souci des générations futures dont les conditions de la vie doivent être dès maintenant protégées et sauvegardées.

C'est là l'exigence dans laquelle, dès aujourd'hui, à l'échelle de toutes les nations et à l'échelle des organisations internationales qui pensent et organisent le présent et le futur, on doit situer le cœur des problèmes du monde et de la planète. Cela devrait se faire à plusieurs strates d'intelligence et d'action.

Comme nous l'avons écrit, Jean-Blaise Kenmogne et moi dans le livre *L'éthique des liens, Pour une approche holistique du développement et de la vie*, la strate la plus visible et sur laquelle l'attention est de plus en plus portée aujourd'hui est *celle des problèmes environnementaux*. Les pays d'Afrique les perçoivent directement dans les perturbations des rythmes de saisons et dans les profonds changements climatiques qui ont une incidence désastreuse sur la production agricole. Les citoyens aussi subissent la crise de l'environnement. Confrontés au jour le jour aux immondices, aux déchets, aux pollutions et aux nuisances de toutes sortes qui menacent leur santé et déséquilibrent leur mode de vie dans les gigantesques agglomérations comme Douala, Kinshasa, Lagos ou le Caire, ils savent que l'écologie n'est plus un problème lointain dont discutent les organisations internationales, mais une préoccupation quotidienne dont ils ne peuvent plus ne pas tenir compte. L'état des forêts, des rivières, des lacs, des fleuves et des océans se détériore

⁴⁴ Jean-Blaise Kenmogne est directeur du CIPCRE, une organisation non gouvernementale d'écologie et de développement durable où j'ai travaillé pendant une quinzaine d'années avec lui à l'élaboration d'une théologie écologique à partir de la culture et de la pensée africaines.

⁴⁵ Il s'agit du livre *Pour un humanisme écologique, Crise écologique contemporaine et enjeux d'humanité*, Yaoundé, CLE, 2015, et du livre *L'éthique des liens, Pour une approche holistique du développement et de la vie*, Préface de Kâ Mana, Yaoundé, CLE, 2014.

à un tel rythme que seul l'aveuglement le plus obtus empêcherait de voir, dans tous les milieux de nos sociétés africaines, qu'il y a problème et que ce problème est capital pour l'avenir de nos pays.

De plus en plus, grâce à l'action des organisations écologiques, même les couches sociales inconscientes du désastre entendent parler de l'effet de serre, de la couche d'ozone, du danger du nucléaire et d'innombrables catastrophes industrielles. Elles apprennent à passer de la strate du simple constat d'un désastre environnemental réel ou possible à *la perception des enjeux politiques et économiques* liés à ce désastre :

- Ses causes qui prennent racines dans le mode de vie de la civilisation mondiale actuelle ;
- Son développement attisé par un contexte de domination des pays pollueurs qui savent pourtant ce qu'ils font et demeurent indifférents aux conséquences de leurs choix énergétiques et culturels ;
- Les menaces de destruction qu'il fait peser sur toute l'humanité ;
- et l'impossibilité pour les peuples de persévérer longtemps sur la voie actuelle de civilisation sans faire imploser les possibilités d'une vie paisible et heureuse.

Il y a plus. Les plus lucides et les plus clairvoyants parmi les chercheurs en Afrique et dans le monde creusent à fond les menaces écologiques d'aujourd'hui pour poser le problème en termes *de culture et de civilisation*. Avec Jean-Blaise Kenmogne, je m'inscris dans cette orientation et je vois la question sous l'angle d'anthropologie fondamentale qui engage *les valeurs éthiques et spirituelles*. Je ne suis pas le seul. Je rejoins une grande nuée de témoins d'une volonté d'altermondialisation qui se sont fait entendre vigoureusement depuis le travail du Club de Rome jusqu'aux recherches actuelles des conférences mondiales sur l'environnement et l'écologie. Parmi ces témoins se trouvent des philosophes, des sociologues, des anthropologues et des théologiens comme Edgar Morin, Michel Serres ou Bernardo Boff. On trouve même des adeptes de nouveaux modes de vie sans commune mesure avec les modes de vie actuels, comme c'est le cas avec les courants de l'écologie profonde ou les yogis de tous acabits. Je reprends leur voix et je l'enrichis avec le contexte congolais dont je pense qu'il a une orientation de crise qui peut beaucoup éclairer le monde d'aujourd'hui.

Si je parle ici de *strate environnementale*, de *strate politico-économique* et de *strate éthico-spirituelle*, c'est parce que devant toutes ces strates et dans la manière dont s'y pose la question écologique, on voit s'ouvrir un horizon dans lequel devront être pris ensemble et pensés concomitamment les préoccupations environnementales et les choix de nouveaux modes de vie dans la direction d'un basculement de civilisation et d'émergence d'une nouvelle culture au plan mondial. Cela dans une sorte de nouvelle éthique planétaire

négociée en toute responsabilité par les peuples, les nations et les continents au nom des intérêts supérieurs de toute l'humanité.

Quand on perçoit les problèmes selon cette vision, on s'inscrit dans la voie d'une nouvelle perspective qui conduit l'humanité à se comprendre et à se penser selon de nouveaux liens de vie qui cassent avec les logiques de chaînes de mort dont la crise écologique contemporaine a mis en lumière les dynamiques destructrices.

En effet, ce qui se manifeste aux différentes strates de la crise contemporaine, c'est la destruction des liens de vie qui unissent l'homme et son environnement. Ou, plus exactement, la perversion de ses liens par une orientation irresponsable de civilisation et de culture, par manque d'un sens éthique tourné vers les intérêts de l'humanité comme entité consciente de son être ensemble et de ses responsabilités face à l'avenir. Sous cet aspect, la rupture des liens de vie entre l'homme et son environnement est liée aux fragmentations d'intérêts à l'échelle des peuples, des pays et des civilisations, à l'intérieur des sociétés elles-mêmes fragmentées en intérêts de classe, de tribus, d'ethnies, d'identités de terroir ou de purs et simples égoïsmes, sans possibilité de créer des espaces de renouement pour un être ensemble. Un tel monde et de telles sociétés sont dominés par l'absence d'un socle de valeurs qui soit une vraie base d'humanité commune : un héritage communément assumé comme limon vital venu du passé. Ils sont coupés de ce passé et de ses possibilités de vie. Une telle coupure signifie l'incapacité d'entrer dans une mémoire vitale commune, avec un langage commun de références aux normes fondamentales : celles qui construisent les droits, les devoirs et les pouvoirs d'une humanité commune et d'une communauté de destinée.

Sans de telles références, on se coupe aussi de la possibilité d'un avenir commun d'humanité. On désintègre l'avenir avant même que l'avenir ne soit ouvert comme création d'une volonté et d'une représentation de destinée communautaire. Dans un tel espace et un tel temps fragmenté, les individus, les peuples, les nations et les civilisations perdent le souffle de transcendance qui les pousseraient à se dépasser pour s'inventer, se créer et se construire une grande vision planétaire de leurs problèmes en vue de créer un nouvel esprit de l'être ensemble. Cela sur la base des intérêts et des valeurs supérieurs aux idiosyncrasies destructrices des personnes et aux atavismes restreints des peuples. Sans un tel sens de transcendance qui constituerait une sphère de spiritualité partagée, il n'y a pas d'humanité partagée non plus.

La crise écologique contemporaine, radicalement perçue, se situe à cette profondeur : c'est *une crise d'humanité*. Une crise de liens d'humanité. Une crise de relations fondamentales par lesquelles l'humanité deviendrait consciente de son unité en tant qu'humanité. Consciente de son union avec son

environnement, condition même de sa vie. Consciente de sa communion avec ses héritages vitaux en termes de valeurs, de ses perspectives d'invention d'une transcendance qui configure un être-ensemble porteur de droits, de devoirs et de pouvoirs pour une communauté de destinée.

Aujourd'hui, il faut penser l'éducation écologique selon cette vision de lutte contre la crise d'humanité dont souffre l'ordre mondial actuel. C'est là le message que la voix du Congo, et à travers elle, la voix de toute l'Afrique devra faire entendre dans le monde.

Ceux qui n'écoutent pas cette voix violent le dernier principe que j'aimerais mettre en lumière ici : « *Ne jamais trahir le Congo* ». C'est une injonction qui est au cœur de l'héritage politique positif de Laurent-Désiré Kabila. On l'entend souvent répété dans le discours congolais mais on n'en a pas encore tiré les conséquences écologiques fondamentales. A savoir que trahir le Congo ne concerne pas seulement les tractations politiques et économiques avec l'étranger, mais refuser d'être responsable de la sauvegarde de la maison commune congolaise dans ce qu'elle a comme écosystèmes, comme souffle de vie, comme héritages culturels et comme puissance de l'être et des valeurs de vie. Plus que d'être responsable de tout cela, l'homme congolais doit en enrichir le Congo, en assurer le rayonnement et en vitaliser les énergies d'alluvion pour l'Afrique et le monde entier.

Le temps est venu d'éduquer les nouvelles générations dans l'esprit du refus de trahir le Congo et dans l'esprit de féconder le monde avec les principes de la pensée congolaise dont l'écologie peut s'enrichir dans une grande vision de l'humanisme écologique africain, base de l'humanisme écologique planétaire.

L'humanisme africain comme fondement de nouvelles rationalités écologiques

Toute la réflexion que je viens de mener montre comment la question écologique est aujourd'hui une grande question philosophique qui exige de l'homme congolais une véritable restructuration de son imaginaire vital et une véritable guérison holistique, pour reprendre l'expression de Benoît Awazi Mbambi Kungua.⁴⁶

Si on situe cette philosophie dans le cadre de l'éducation à donner aux nouvelles générations, on doit affirmer qu'elle doit présenter l'écologie selon quatre perspectives qui sont au cœur de l'humanisme écologique dont notre époque a besoin.

⁴⁶ Benoît Awazi Mbambi Kungua, *De la postcolonie à la mondialisation néolibérale, Radioscopie éthique de la crise négro-africaine contemporaine*, L'Harmattan, Paris, 2011.

- Elle est d'abord et avant tout *une manière de penser le monde et de réfléchir sur les événements*. Il faut entendre par là une vision du monde comme un champ global où tout est lié à tout, selon le mot de Hampâté Bâ⁴⁷. Cette structure fonctionne selon des interactions multiples avec des actions, des réactions, des rétroactions et des pro-actions qui exigent de la part des êtres humains une attention et une veille permanentes face aux aléas et aux multiples chaînes d'inattendus qui peuvent surgir à tout moment dans la vie. D'où l'importance de ne rien négliger et de ne pas abandonner les choses au hasard quand on peut être vigilant et sensible à la dimension du « tout » à tout moment, Dans la pensée congolaise traditionnelle et moderne, ce souci de l'anti-négligence comme manière de penser est une forte ligne de rationalité qui fait de l'être humain un humain. Il est au cœur de l'éducation initiatique dont il est aujourd'hui indispensable de retrouver le suc comme l'intelligence écologique de la réalité.
- Elle est aussi *une manière d'être et de vivre*. Il s'agit ici de l'esprit de précaution et d'utilisation rationnelle des richesses du monde dans un esprit de générosité, de partage et d'attention aux générations futures. S'il y a un point sur lequel l'éducation écologique devrait insister de manière particulière au Congo, en Afrique et dans le monde, c'est bien sur la rationalité de la vie comme don et partage, une rationalité où le « nous » prime sur le « je » et conduit le « je » à la logique d'inter-enrichissement avec d'autres « je », en vue de créer un être-ensemble et un vivre-ensemble nourri par une éthique et une spiritualité du bonheur partagé. Dans notre monde dominé par la logique sauvage des inégalités et d'accaparement des richesses du monde par une minorité de prédateurs qui impose partout des comportements de domination, nous savons aujourd'hui que ce monde va tout droit dans le mur et qu'il faut à l'humanité une nouvelle sagesse pratique. Cette sagesse a un nom en République démocratique du Congo : le *bisoïsme*⁴⁸ (*rationalité du nous*), une philosophie fondamentale qui vise à détruire l'économie politique du « je » prédateur et dominateur par la richesse du « nous » intégrateur et généreux. L'écologie est aujourd'hui un champ vital où l'humanité peut prendre conscience de la générosité prodigieuse de l'environnement et en faire une lumière pour bâtir une générosité prodigieuse de l'humanité, si l'humanité décide de devenir elle-même une écologie pratique de l'existence. Nous sommes à une époque où l'éducation doit

⁴⁷ Lire Hampâté Bâ,

⁴⁸ Sur le *bisoïsme*, lire Ignace-Marcel Tshiamalenga Ntumba, *Le réel comme procès multiforme, Pour une philosophie du Nous processuel, englobant et plural*, Paris, Edilivre, 2014.

faire épanouir une anthropologie « bisoïste » pour un autre monde possible.

- Elle est également *un faisceau des dynamiques de l'agir pour transformer la société dans le sens des valeurs fondamentales où se rencontrent le beau, le bon, le vrai, le digne et le désirable*. C'est là que l'individu et la société se rendent compte qu'ils ne sont humains que dans le travail, l'œuvre et l'action, selon les catégories de la philosophe Hannah Arendt. Le travail, c'est ce qui active et consolide la vie en lui donnant de quoi répondre aux besoins élémentaires et essentiels : manger, se loger, s'occuper de ses enfants, se sentir utile aux autres dans la communauté parce qu'on n'y est pas un laissé-pour-compte. L'œuvre, c'est ce qui dure et constitue dans la durée la substance d'une civilisation : les monuments, les livres et toutes les grandes œuvres de l'esprit. L'action, c'est l'affirmation de la liberté comme cœur de l'être-politique dans une communauté. Dans tous ces domaines, l'éducation écologique est le sel de l'existence et le goût de la vie, le lien grâce auquel tout se tient et appelle chaque homme et toute l'humanité à la responsabilité, visée centrale de l'éducation africaine dans sa profondeur.
- Elle est enfin *une configuration de l'idéal social et des utopies sans lesquelles une société manque tout sens de l'essentiel et toute puissance qui lui donneraient des raisons de vivre et de persévérer dans son être-ensemble*. Sans l'écologie comme grand rêve pour une humanité sensible à la fécondité des écosystèmes, à l'éthique de l'imagination communautaire pour être unie en elle-même et au monde ; sans la conviction que les générations futures ont aussi des intérêts, des valeurs et des ambitions dont nous devons tenir compte dès maintenant pour le bonheur de l'avenir, l'humanité s'enferme dans un suicide collectif et le non-sens absolu. Ce n'est pas ce suicide que le Congo veut, mais *la vie en abondance*, pour parler le langage de l'Évangile.

Conclusion

Aujourd'hui, il est de la responsabilité de l'homme congolais de mettre sur pied des dynamiques d'éducation écologique pour créer une nouvelle conscience, de nouvelles rationalités et de nouveaux imaginaires fertiles qui mettent fin à la culture de la saleté et de l'insalubrité, à la culture de la pollution volontaire généralisée et des nuisances sans bornes, à la culture de l'oisiveté et du laisser-faire, à la culture de l'inconscience intérieure et de l'aveuglement volontaire et à la culture des « distractions, des insanités, de stupidités, des inepties et des fadaises » dont parle le chercheur Benoît Awazi Bambi Kungua. Une telle éducation doit affronter, vaincre et guérir les crises essentielles où sombre le Congo : crise de l'intelligence communautaire, crise de

la volonté politique, crise de l'imagination créatrice et crise de l'action stratégique.

Pour ce faire, ce n'est pas seulement à l'écologie centrée sur les problèmes environnementaux qu'il faut faire appel. On doit le faire concentrant le regard et l'intelligence sur les dimensions politiques, économiques et culturelles catastrophiques du mode de vie dominant dans la civilisation néolibérale actuelle. Il faut intégrer le souci de sauvegarde de l'environnement dans le souci de l'éthique et de la spiritualité comme limon d'un humanisme écologique global.

La République démocratique du Congo a à ce sujet des principes de base que ses débats de l'intelligence et de la politique ont fait émerger et qui doivent actuellement faire partie du grand bagage éducatif dont l'humanité a besoin. A savoir : la force de la remise en question des atavismes ancrés dans les esprits, l'énergie de puiser dans le limon endogène de chaque peuple et de ses valeurs positives authentiques, la puissance de croire à la créativité et aux exigences du peuple d'abord, le refus de toute trahison de ce qui est essentiel, la conscience des droits de l'homme en ce qu'ils imposent comme devoirs et pouvoirs aux personnes et aux communautés, l'éthique des liens qui font que dans l'univers tout est lié à tout pour que l'humanité vive dans l'urgence de l'anti-négligence comme esprit écologique de base, avec comme vecteur essentiel le « bisoïsme », philosophie de la suprématie des intérêts, des valeurs et des utopies du « nous » sur le « je », selon la vision qu'en a donné le philosophe congolais Tshiamalenga Ntumba.

Si l'on conçoit une éducation écologique sur la base de ces principes, on guérira les imaginaires politique, scientifique, religieux et artistique congolais de leurs pathologies et on construira pour le pays de nouvelles rationalités pour enrichir la pensée écologique mondiale du génie congolais dans ce qu'il a d'utile, de profond et de fécond pour le monde.

La vérité des urnes et la vérité des uns en République démocratique du Congo

Ulimwengu Biregeya Bernardin

L'échéance électorale par deux fois reportée en RDC a fini par avoir lieu le 30 décembre 2018. Long a été le chemin, dur a été le labeur, et atroces ont été les douleurs d'enfantement de l'après-élection dont les efforts nécessaires sont encore loin d'être suffisants. Dans notre région, il est une expression utilisée à l'égard d'une parturiente. On lui dit habituellement « urudiye ako ; oshubireyo ; hakuna miiba » ; cela veut dire : « n'aies pas peur de concevoir de nouveau ; les douleurs d'enfantement ne sont pas des épines ; tu n'as aucune raison de ne plus enfanter aussitôt que possible. » En fait, bien que douloureux, le travail d'enfantement vaut la peine d'être fait de nouveau dans le futur, pour mettre au monde de nouveaux possibles. Il ne s'agit donc pas d'enfanter une fois pour toutes, mais d'inscrire l'enfantement dans un processus de fertilité qui perpétue une tradition et ouvre un futur heureux.

En RDC, la grossesse du processus électoral n'a certes pas accouché d'une souris, mais elle n'a pas donné non plus des promesses qui dépassent les fleurs.

Quelles leçons pouvons-nous tirer de cette expérience électorale qui était la nôtre ? Que devons-nous espérer maintenant pour faire naître un papillon de la chenille actuelle qu'est la démocratie balbutiante ?

Vécu effectif : craintes et acquis

Légèrement avant le début effectif de la campagne électorale, des alliances ont été faites et défaits, au gré des intérêts des parties prenantes. Toutefois, la Majorité présidentielle avait visiblement de l'avance sur l'opposition en mal d'unanimité et de positionnement. Ainsi, la coalition FCC (Front Commun pour le Congo) s'était constituée une force ayant conduit à l'annonce inattendue du dauphin du président sortant. Alors que ce camp affutait ses armes stratégiques, ce n'est que le 11 novembre 2018 qu'un Accord de coalition politique des Forces de l'opposition « Lamuka » en vue des élections du 23 décembre 2028 fut signé à Genève (sous la facilitation de la Fondation Koffi Annan), par sept leaders de l'opposition prétendument conscients que seule l'unité des forces de l'opposition pouvait garantir un changement effectif ainsi qu'une rupture avec la décadence du pays. L'objectif déclaré en était de : réaliser l'alternance démocratique, restaurer et consolider la démocratie, présenter une offre politique alternative crédible, mettre fin à la crise politique, arrêter la dégradation de la situation du pays, et consolider

les forces du changement. La désignation du candidat commun devrait tenir compte de : la capacité à fédérer les forces de l'opposition avant, pendant et après le processus électoral ; la capacité à rassembler la nation autour des valeurs de changement ; la force d'organisation ; la densité du réseau ; la géopolitique et la cartographie électorale ; la tendance générale au sein de la population ; l'expérience professionnelle ; et l'expérience électorale. Ce fameux accord ne put résister pendant vingt-quatre heures, aux démons de division. En effet, deux des signataires, se résignèrent aussitôt, au nom de leur « base » à laquelle ils ont obtempéré pour retirer leurs signatures de l'accord susmentionné. Furent ainsi dissipés les espoirs d'une lutte conjointe du côté de l'opposition qui venait de paraître devoir être plus forte qu'avant. Ce fut au nom du caractère dynamique de la politique pour laquelle le ridicule ne tue point, en dépit de la fragilisation évidente de ces leaders qui, quelque temps auparavant prétendaient être désormais unis pour faire cause commune. Les réseaux sociaux en sont pleins de preuves.

Au cours de la campagne électorale qui, d'ailleurs, avait prématurément débutée de façon insidieuse à travers une « pré-campagne » en principe non prévue par la Loi électorale, il s'est remarqué une certaine léthargie de la part de certains candidats (aussi bien de la majorité que de l'opposition) apparemment découragés du fait que leurs attentes financières en termes de financement n'avaient pas été comblées. Certains d'entre eux ne se sont contentés que de placarder leurs effigies sur la place publique et n'ont à vrai dire pas du tout battu campagne sur terrain. D'autres aussi semblaient n'être pas sûrs de l'organisation effective des élections, préférant donc ne pas trop se dépenser, pour ne pas connaître la déception qui fut leur en 2015 suite au report des échéances électorales. C'est seulement aux dernières minutes que se fut remarqué un certain engouement sur la rue, surtout de la part de grands candidats qui ont pris soin d'organiser des caravanes.

Au cours de la campagne proprement dite, des candidats aussi bien aux présidentielles, aux législatives qu'aux locales lancèrent leurs messages de campagne. Ces derniers se résumaient dans la promesse de : la valorisation de l'homme congolais, de sa fierté et de sa dignité, sur base de la protection du citoyen et de ses biens, la garantie de l'emploi et de revenus suffisants, la garantie de l'accès aux services publics, et la démonstration de l'importance géostratégique de la RDC (Emmanuel Shadary) ; bâtir un Congo libre et prospère qui offre au peuple l'opportunité d'améliorer ses conditions de vie (Martin Fayulu) ; éradiquer la pauvreté le plus vite possible (Félix Antoine Tshisekedi) ; remettre la RDC sur les rails et en faire un pays où il fait beau vivre (Vital Kamerhe) ; réorganiser l'armée, la conscientiser, la réformer pour restaurer l'autorité de l'Etat, et mettre fin à l'insécurité au pays (Marie Josée Ifoku Mputa Mpunga).

Faut-il noter cependant qu'au niveau des présidentielles, il est des candidats (parmi les 21), qui ne l'étaient que de nom, leur présence sur terrain n'ayant pas du tout été perceptible, au point que même des citoyens parmi les plus avisés n'avaient même pas connaissance de leur nom. Tout en étant 21, le peuple ne semblait en avoir connaissance que de quelque trois ou quatre.

Comme d'aucuns s'en doutaient, une fois encore, avant l'organisation effective des élections, la Conférence de presse organisée par le Président de la CENI le 20 décembre 2018 chuta sur l'annonce du report des scrutins directs présidentielle, législative nationale et provinciale n'auraient plus lieu comme préalablement prévu au 23 décembre 2018 mais plutôt et enfin le 30 décembre de la même année (cf. Décision n° 050/CENI/BUR/18 du 20 décembre 2018 portant modification du calendrier des élections). Rappelant ce qu'il avait dit le 13 décembre 2018, il fait état des dégâts connus à l'occasion de l'incendie de l'entrepôt central de la CENI ayant consumé le matériel destiné aux bureaux de vote et de dépouillement de 19 sur les 24 communes de la ville de Kinshasa.

Étant donné que ces élections étaient qualifiées d'« élections de tous les dangers », plus d'une personne ne semblaient croire ni dans leur effectivité, ni dans la disponibilité de machines à voter sur toute l'étendue du territoire national. En effet, sa vulgarisation n'avait pas fait l'objet d'une large mobilisation comme l'on pourrait s'y attendre face à un outil controversé. C'est dans ce sens qu'au lever du jour J, chaque électeur n'eut qu'à s'adapter à la nouvelle technologie trouvée dans l'isoloir ; dans le cas contraire, il n'a eu qu'à solliciter l'aide d'un citoyen arrimé à la modernité technologique. Bien que pas facile aux non-familiers de l'outil informatique et des Android, il fut manifestement constaté qu'il y avait plus de peur que de mal au sujet de la machine qualifiée de « machine à voler » par les opposants, et « machine à voter, puis à imprimer », par les membres de la mouvance. La machine était bel et bien abordable. Il fut également constaté qu'à quelque exception près, chaque bureau avait sa propre machine, bien qu'en panne parfois, mais il y en avait, alors que tant de langues criaient à l'inexistence de machines.

Ainsi, la RDC venait d'organiser seule ses propres élections, contrairement aux expériences de 2006 et 2011 au cours desquelles l'appui extérieure avait été fondamental, comme s'il s'agissait des élections de l'extérieur qui en assurait le financement et le suivi. Ce fut donc, à ce point de vue, une prouesse à louer et un acquis à sauvegarder pour le futur, tout en améliorant les modalités pratiques, pour plus de crédibilité. En effet, pour une certaine opinion, surtout du côté de l'opposition et de la société civile, la machine à voter avait été préférée afin de cautionner la fraude à grande échelle. Par ailleurs, bien que la CENI fixait les modalités d'accréditation des observateurs, il s'est avéré qu'en dehors des nationaux, cette possibilité n'a été effective qu'au

niveau régional et continental, pour ainsi valoriser et mettre en valeur la souveraineté de la RDC face aux forces impérialistes de la politique néolibérale post-coloniale qui voulaient à tout prix se rassurer de leur mainmise habituelle sur la RDC souvent sous perfusion politique, mais voulant progressivement s'en débarrasser.

Juste avant la date buttoir du 30 décembre, il fut cependant noté l'exclusion apparemment intentionnelle de citoyens de trois coins de la république (Beni, Butembo et Yumbi) à l'exercice électoral pour des raisons sanitaires et sécuritaires qui, du reste, n'ont pu persuader les parties dont certaines n'ont pu trouver en cela qu'une stratégie politicienne et électoraliste maligne de la Majorité jadis au pouvoir, qui estimait qu'une certaine opposition verrait la probabilité de sa victoire être confortée par l'inclusion de ces circonscriptions-là. Pour prouver la véracité de ce point de vue, des citoyens ordinaires ont pu simuler les scrutins, démontrant ainsi qu'en réalité l'exercice aurait pu avoir lieu sans que cela constitue un danger comme les officiels le prétendaient. Ce fut ainsi une sorte d'auto-psychothérapie communautaire pour tout un peuple se sentant privé de son droit le plus légitime. À leur sens, la machine à voter et le vote n'étaient pas plus dangereux que la manipulation des produits et de l'argent qui se fait au niveau des marchés, et le côtoiement des citoyens dans les lieux de culte. Les précautions habituelles préconisées par le Ministère de la santé suffiraient, estimaient non sans raison ces citoyens mis à part de ce devoir civique fondamental. Bien que la solution ait été de réorganiser cet exercice à la fin du mois de mars, le peuple se voit driblé, car ayant raté de contribuer officiellement à la désignation du Père de la Nation qu'ils risquent juste de subir bon gré mal gré.

Après la journée électorale, le signal de la connexion internet qui jusque-là était, contre toute attente, accessible, fut coupé le 31 décembre 2018, un jour après les scrutins, pour, officiellement, éviter un soulèvement populaire au moment crucial de la centralisation des résultats, surtout que des publications non officielles discordantes circulaient déjà sur les réseaux sociaux, et que le Comité Laïc de Coordination affirmait que ne serait pas toléré le simple « changement dans la continuité » du pouvoir alors en place. Bien qu'ayant entraîné des remous, surtout de la part des médias en ligne réduits au silence, la population ne s'en indigna vigoureusement pas comme ce fut par le passé où cette coupure entraînait des marches populaires dans plusieurs zones de l'étendue du territoire national. La raison semble avoir été le fait que tout le monde avait peur de l'issue des urnes, vu les répressions qui avaient précédemment eu lieu face aux manifestants et/ou partisans de certains candidats issus de l'opposition, au cours de la campagne électorale qu'ils n'avaient pas pu battre dans certaines contrées.

Constats

Comme l'ont fait remarquer la Mission d'observation électorale de l'Union africaine d'une part, et la Commission Justice et Paix de la CENCO d'autre part, le processus électoral ayant abouti aux élections générales du 30 décembre 2018 s'est déroulé dans un contexte positivement marqué, d'une part par :

- la ferme décision du gouvernement de prendre en charge le financement et la logistique du processus électoral, en signe de souveraineté assumée ;
- la participation active des organisations de la société civile ;
- le fait qu'en dépit des divergences entre les acteurs politiques sur l'utilisation de la machine à voter et sur le fichier électoral, ces acteurs politiques, même des opposants farouches de la machine, ont, malgré tout, consenti à aller aux élections ;
- l'admission de 21 candidats dont 1 femme (moins de 4,7%) pour la présidentielle ; 15 355 candidats dont 1794 femmes (11,68%) pour les législatives nationales et 19 640 dont 2313 femmes (11,77%) pour les provinciales ;
- l'inscription de 46 057 387 électeurs dont 48% de femmes sur la liste électorale qui, cependant, fut réduite à 40 287 387 électeurs après le nettoyage du fichier ;
- un paysage médiatique riche et diversifié ;
- un discours électoral généralement pacifique de la part des candidats, à quelque exception des villes de Lubumbashi, Kalemie et Mbuji-Mayi ;
- des efforts constructifs consentis par les acteurs des médias en faveur de la paix durant le processus électoral ;
- le fait que de manière générale, les scrutins se sont déroulés dans une atmosphère calme et paisible ;
- le déploiement du matériel électoral nécessaire, malgré les contraintes et craintes préalables quant à ce ;
- une forte mobilisation de la population malgré la pluie, le jour du vote ;
- des bureaux de vote généralement installés dans des lieux prévus par la loi ;
- la sécurisation effective des sites et opérations de vote assurée de manière discrète et professionnelle par les forces de sécurité, à quelque exception près ;
- un vote-sanction en dépit des avantages reçus de la part de certains candidats électoralement sanctionnés en dépit de leur poids politique ;
- le déploiement des missions d'observation électorale de l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, l'Organisation

internationale de la Francophonie, la Communauté de développement de l'Afrique australe ainsi que la Société civile et les organisations confessionnelles ;

- la reconnaissance, de la part des observateurs, que les irrégularités relevées n'ont pas pu entamer considérablement le processus.

D'autre part, ce processus a négativement été marqué par :

- le fait qu'aucun parti politique ne semblait avoir bénéficié de la subvention nécessaire comme cela devrait l'être par l'entremise d'une Commission interinstitutionnelle relevant du Ministère de l'intérieur ;
- des incidents violents à Kinshasa, Lubumbashi, Beni, Kalemie, Tshikapa, Yumbi, Mbuji-Mayi ;
- un contexte marqué par des tensions, des suspicions et le manque de confiance en la CENI qualifiée d'inféodée au pouvoir alors en place ;
- de nombreuses modifications du cadre juridique électoral dont la mise en œuvre n'a pas été toujours consensuelle, notamment au sujet de l'introduction du seuil de représentativité, l'usage de la machine à voter, et le non-respect de la parité sur les listes des candidats.
- un fichier électoral ayant fait l'objet de contestations de la part des acteurs politiques de l'opposition, vu l'existence d'électeurs enregistrés sans empreintes digitales ;
- le déroulement de la campagne électorale dans une atmosphère souvent marquée par des excès, et parfois même par des actes de violences ayant entraîné des pertes en vies humaines, notamment à Kalemie, Lubumbashi et Mbuji-Mayi, et la suspension des activités de campagne pour la présidentielle à Kinshasa, par les autorités provinciales ;
- un site de la CENI non régulièrement mis à jour et des actions de sensibilisation de masse d'une faible envergure, en dépit de la nouveauté technologique prévue ;
- l'accès non équitable aux médias de l'État ;
- la non effectivité des mesures qui devraient permettre une meilleure représentativité politique des femmes ;
- l'utilisation, aux fins électoralistes et individuelles, des biens publics par des candidats ;
- la corruption (achat des voix) de la part de certains candidats ;
- la détention de matériels électoraux (machine à voter, bulletins, fiches) par des individus, dans certaines zones ;
- un regard international trop limité.

Par ailleurs, il a été constaté qu'au cours de la campagne électorale, il y avait, en dépit des moyens colossaux mis à leur disposition, peu de soutien à certains candidats, si bien que dans bien des régions, c'était un péché capital que de se présenter comme candidat aux législatives tout en brandissant la

candidature d'un certain candidat aux présidentielles. C'est la raison pour laquelle bon nombre de candidats prenaient soin de dissimuler leur candidat à la présidence, arguant être venus à titre individuel. À l'inverse, se présenter en opposant semblait constituer une garantie d'acceptation, au nom du « dédagisme » pourtant sans garantie aucune en termes de changement effectif et significatif.

La surprise électorale

De la même manière qu'il en avait été lors de la préparation des échéances électorales, l'attente de la proclamation des résultats des élections fut caractérisée par une incertitude et une peur au ventre sans pareil, tout le monde ayant peur de chacun, pensant au pire qui résulterait de la non-acceptation du verdict des urnes. C'est donc fort probable que ce fut là le mobile de la stratégie du « différé » adopté par la CENI pour aussi bien, fixer la date du déroulement des scrutins que pour la détermination de la date finale à laquelle les résultats furent effectivement proclamés, tard la nuit du 10 janvier 2019, et même pour la prestation de serment du 24 janvier 2019. Une fois encore, le commun des mortels était sur le « qui vive », craignant que cette proclamation fasse déborder le vase de la violence au cas où une partie contestait vigoureusement le verdict des urnes. Comme il en avait été le cas lors des scrutins, à quelque exception près, la proclamation eut lieu dans une sorte de « paix des cimetières », chacun voulant sauver sa peau.

Néanmoins, bien qu'ostensiblement du côté de l'opposition, un œil critique se rend compte qu'à dire vrai, le véritable gagnant était le Front Commun pour le Congo (FCC) qui, en fait, fut le maître d'hôtel de la cuisine du processus électoral. Raison pour laquelle, au buffet, il a bien su à quel met alléchant se servir autant que faire se peut, à la mesure de son appétit. Et comme la logique de l'opposition semblait juste du « ôte-toi, que je m'y mette », la frange constituée des heureux gagnants perceptibles de l'heure ne pouvait que pousser un « ouf » de soulagement pour ce couronnement de tant d'efforts dépensés, en attendant la suite, tragique-comique soit-elle. C'est pourquoi l'ancien régime conserve la majorité tant à l'Assemblée nationale, au Sénat et dans la plupart des Assemblées provinciales. Il a aussi d'office le droit de s'emparer de la primature, en dépit de l'Accord du Cap pour le changement (CACH) qui, en fait ne peut littéralement être traduit en pratique qu'en partie.

Les tentatives de contestations ont certes eu quelque engouement par endroit. Néanmoins, à force de fatigue et de déceptions cumulées, le peuple en avait assez des mobilisations politiciennes de la part de politiques sans cesse mouvants et imprévisibles. Pour lui, l'essentiel était que les parties se mettent d'accord, surtout que par endroit, il résultait que les résultats faisaient état non de la vérité des urnes mais plutôt de la vérité des forts qui n'auraient

fait que désigner un certain nombre d'heureux gagnants. Ce qui revenait à dire que point n'était besoin de continuer à agacer ceux dont la réalité finale ne dépend point.

C'est, nous semble-t-il, ce qui avait, jadis, fait dresser Aimé Gata-Kambudi (2018), à juste titre, un tableau de « sept péchés capitaux de l'opposition congolaise ». Il s'agit de : l'autosuffisance des « tshisekedistes », l'accaparement de l'opposition par les « katumbistes », la lutte de positionnement et le dialogue de Kamerhe, l'égoïsme de l'opposition mise à nue lors du dialogue de la CENCO, la quête des intérêts personnels dont a fait preuve le Rassemblement pour la signature de l'arrangement particulier, les faiblesses de la Société Civile congolaise et la politisation des Mouvements citoyens, et enfin, le détachement et les divisions de la diaspora. Ce sont ces mêmes péchés qui ont fait que le FCC en sorte haut la tête, malgré le triomphalisme « tapa-geux » de l'Opposition atteint de jérémiades et du syndrome d'Adam et Ève, ne faisant qu'accuser leurs compagnons de lutte d'hier, dans un angélisme qui ne tarde pas de révéler ses tares devant la mangeoire politique.

À ce rythme, et au vu de l'actualité, il est fort à parier qu'au lieu de pousser à la libération, les opprimés d'hier risquent de devenir eux-mêmes oppresseurs et jouisseurs usant des mêmes méthodes jadis par eux décriées au sujet des tenants du pouvoir de l'époque. À cela s'ajoute la légion de promesses actuellement faites, au point que dans le jargon de la ville de Goma, les nouveaux locataires du trône finiraient par être qualifiés de « Baba Promesses ou Baba Espoir » (c.à.d. colporteurs de promesses et d'espoirs), alors que, comme le dit un adage : *l'espoir est un bon déjeuner mais un mauvais dîner*. Parler moins et agir plus serait une stratégie beaucoup plus intéressante que la logorrhée dont le résultat ne peut être que le remous car, à force de promesses, le peuple risque d'attendre plus que ne le peuvent les prometteurs de monts et merveilles. Évidemment, il se fait constater un certain zèle des débuts qui, certes s'amenuisera, et s'amenuise d'ailleurs au fil du temps, étant donné que certaines promesses faites en termes de priorité finissent par apparemment être dans les oubliettes, comme si n'en avait été rien dit ! De cette expérience progressive naîtra la sagesse devant privilégier le faire plutôt que le dire. Il nous faut, en fait, opter pour la stratégie du « quand dire, c'est faire », et non celle du « quand dire c'est juste dire », conduisant à des fleuves de promesses dans un désert de réalisations à court, moyen et long terme.

Bien plus, le blocage politique savamment orchestré, et conduisant à une sorte d'impasse quant à la mise en place d'un gouvernement jusqu'à aujourd'hui fait état d'une ingéniosité stratégique de la part du régime prétendument sortant mais, en réalité, entrant, haut la tête, par la grande porte du seuil électoral. Le risque est que les stratégies actuellement en marche

soient, à moyen terme, à la base de malaises difficilement curables, et aux conséquences fâcheuses sur le quotidien des citoyens ordinaires au nom desquels chaque partie fonde ses mobiles d'action, au risque de n'en faire que, non pas la « base » mais plutôt et simplement le « marchepieds » des ambitions politiques des uns et des autres.

Les doutes de jadis et ceux d'aujourd'hui

Après la proclamation des résultats par la CENI, compte tenu de la tension qui régnait déjà entre elle et la CENCO qui disait avoir connaissance d'un candidat qui aurait gagné, ce fut un jeu de ping-pong entre les deux instances, bien que la dernière n'avait que le statut d'observateur, alors que la première est habilitée de donner le point de vue officiel devant être confirmé ou infirmé par la Cour Constitutionnelle. Bien plus, dans le chef des prêtres de l'Église catholique se fit remarquer une sorte de divergence de vue comme il en fut encore le cas lors des luttes anti-régime. Tout en prenant acte de la publication des résultats provisoires qui, pour la première fois ouvrait la voie à l'alternance au sommet de l'État, la CENCO estimait, le 10 janvier 2019, comme en 2011, que les résultats de l'élection présidentielle tels que publiés par la CENI (Félix Tshisekedi : 38,57% devant Martin Fayulu, 34,8%), ne correspondaient pas aux données collectées par leur mission d'observation à partir des bureaux de vote et de dépouillement. Leurs données indiqueraient en effet, que Félix Tshisekedi aurait 16,93%, entre Emmanuel Shadary (16,88%) et Martin Fayulu (62,11%). Néanmoins, les évêques du Grand Kasai prirent soin de féliciter, le 26 janvier 2019, le Président proclamé, affirmant même que l'avènement de ce dernier se veut une étape dans la réalisation du rêve de démocratie et de progrès social de tout le peuple congolais.

Quant au Cardinal Monsengwo, dans une conférence tenue à Bruxelles le 25 février 2019 autour de l'avenir du Congo, il venait de parler d'une « élection volontairement bâclée », d'une « simulacre d'alternance », jusqu'à conclure que nous venions d'hériter du même régime sous une forme masquée, car estimant que « du vin supposément neuf venait d'être versé dans de vieilles outres ». À la suite de ces propos, la CENCO finit par officiellement reconnaître, le 02 mars 2019, qu'elle n'avait qu'à conjuguer avec le Président en place, se limitant juste à recommander aux nouveaux Gouvernants de rompre radicalement avec les antivaleurs des anciens régimes et à donner des assurances concrètes d'une meilleure gouvernance. Elle a donc ainsi pris acte de tout ce qui est arrivé et a implicitement reconnu qu'il y avait bel et bien un nouveau Président de la République, M. Félix Tshisekedi. L'opinion se demande ce qui aurait été à la base de cette succession de points de vue aux allures divergentes de la part des hommes d'Église, et s'il ne s'agit pas là d'une preuve de la division parmi eux au sujet de la gestion de l'après-scrutin en RDC. En réalité, il ne restait rationnellement qu'à « faire avec » le

prononcé de la Cour Suprême de la République. Le reste ne consisterait qu'à plonger le peuple dans une confusion, alors que ce dernier n'a que besoin de paix et non de tiraillements politiques entre différentes parties prenantes au processus électoral.

Se basant sur l'appui manifeste qu'il aurait des résultats issus de la Mission d'observation de la CENCO, Martin Fayulu a, sans limitation aucune, fait une tournée dans diverses contrées du territoire national, se présentant comme véritable Président élu et invitant le peuple à faire échec au régime promu, mais sans que le peuple n'adhère décidément pas à cette proposition, malgré l'ovation lui réservée. C'est certainement que les citoyens ont, à force d'expériences, simplement besoin que les politiques se mettent d'accord et les laissent vivre paisiblement, car convaincus que bien qu'il soit nécessaire de changer d'acteurs, les politiciens sont bel et bien les mêmes, capables aussi bien du meilleur et que du pire. Par cette attitude, le message est, implicitement : nous n'avons fait que nous acquitter de notre devoir citoyen ; pour le reste, mettez-vous d'accord, et laissez-nous vivre. Et le principe d'action est, me semble-t-il : « Si quelqu'un fait semblant de mourir, il faut faire semblant de l'enterrer ».

Concernant la représentation féminine, comme par le passé, il n'y a pas eu d'avancée significative. En effet, sur un total de 485 députés nationaux proclamés élus provisoirement par la CENI, il n'y a eu que 50 femmes (10,3%). Au niveau des assemblées provinciales, ce taux est généralement inférieur ou égal à 12 %. C'est certes qu'au vu des cultures, le changement en matière d'implication de la femme dans la gestion de la chose publique vient, en quelque sorte, affecter les habitudes et les coutumes qui sont, dans la plupart de cas, essentiellement patriarcales. En dépit des réclamations relatives à la cogestion sexuée des affaires publiques, tant d'hommes et de femmes ne donnent pas l'impression d'en faire ni une urgence ni une nécessité, estimant peut-être que les femmes ne sauraient réussir là où les hommes ont manifestement échoué depuis des années. Pourtant, peut-être que le contraire serait vrai.

L'autre doute porte sur l'attitude des politiques face au partage du gâteau des postes politiques. À ce sujet se font et se défont les alliances à l'envi, au point que, sur base du théâtre politique ostensiblement vécu en RDC, on finit par comprendre que ce qui se dit lors de la pêche n'est vraiment pas ce qui se dit au partage des poissons. Bien que n'étant pas des enfants de cœur, les politiques pour qui, en fait, il n'y a point d'amitié mais simplement des intérêts devaient savoir que le peuple, sur base de la sagesse populaire, sait bien que celui qui se réveille d'une maison, puis d'une autre n'habite nulle part ; la preuve étant qu'aucun oiseau n'a deux nids ! Encore qu'il faille aller au-delà du court-terme et voir plus loin que son nez, au risque de ne

bénéficiaire que d'un cheval de Troie, et laisser s'envoler tout espoir de changement structurel significatif.

Conclusion

De l'expérience électorale et post-électorale vécue en RDC résulte qu'il est des acquis (autonomie de financement et d'organisation du processus électoral au nom de la souveraineté effective, maturité politique progressive du peuple) à sauvegarder et pérenniser d'une part, et d'autre part, des tares entraînant le manque de confiance, et par ricochet, diminuant la probabilité de crédibilité du processus. Par ailleurs, le démon de la division est à exorciser, pour ainsi privilégier l'unité quant à la conception des voies de sortie de la crise de gouvernance infectée par la boulimie du lucre à l'autel duquel le peuple et la nation sont, sans scrupule, sacrifiés. Au vu de tout ce qui précède, résulte que la construction de la paix au sortir des urnes nécessite que des campagnes de conscientisation collective soient mises en œuvre par diverses structures de socialisation (familles, écoles, partis politiques, confessions religieuses et toute autre organisation de la Société civile), pour former à la pensée critique, à la force sans la violence, ainsi qu'à la complémentarité constructive de l'homme et de la femme dans la gestion de la chose publique, pour un Congo où il fait beau naître, vivre et mourir.

Pour créer un nouvel homme congolais

Le moment est venu de construire la nouvelle université dans notre pays

Kä Mana

Introduction

Les réflexions sur la crise de l'université Congolaise sont abondantes aujourd'hui. Abondantes aussi sont les solutions proposées pour de nouvelles voies à ouvrir en vue de sortir l'enseignement supérieur et universitaire congolais des impasses, des léthargies et de l'inertie dont il souffre aux yeux de tous les Congolais aujourd'hui. Face à tout ce qui a été écrit et à tout ce qui a été proposé, la question qui se pose et qu'il convient de reposer encore en ces temps où notre pays se dote d'une nouvelle direction et d'un nouveau gouvernement est celle-ci : « Pourquoi tant d'énergies dépensées pour réfléchir et tant de perspectives de changement ouvertes ne donnent-elles aucun résultat tangible, aucune lueur de forte visée d'émergence d'une nouvelle université dans notre pays ? »

Nous considérons que cette question est l'une des plus urgentes pour notre nation. Elle s'inscrit dans le souffle qui embrase les esprits pour faire surgir chez nous de nouvelles têtes pensantes capables de fertiliser le fond de l'être congolais et d'inventer sur notre territoire national un présent digne de nos possibilités de vie et une autre destinée qui ouvre un avenir de force, de puissance, de grandeur, de prospérité et de créativité.

Une université néocoloniale dans une société néocoloniale

Si nous n'avons pas pu jusqu'ici résoudre le problème du changement de notre université en profondeur et de manière réellement positive, c'est parce que l'esprit global et le cadre général à l'intérieur desquels nous avons placé ce problème restent essentiellement dominés par une orientation néocoloniale et le tropisme de l'Occident dans notre vision actuelle du monde. Il faut entendre par là que les termes de la question sont biaisés du simple fait que nous cherchons à reproduire chez nous les normes, les structures et le fonctionnement des universités occidentales. Nous considérons toujours celles-ci comme le modèle absolu à copier, sans même nous demander si leur manière d'être et les directions qu'elles donnent à leur enseignement et à leurs recherches répondent à ce qu'il faut à notre société congolaise ou pas. Du fait même que les autorités universitaires congolaises ont été pratiquement toutes formées et moulées dans un contexte de formatage idéologique et structurel dominé par la volonté d'universaliser le modèle occidental et

d'en faire l'essence même de ce que l'université doit être partout dans le monde, nous n'avons pas pu nous défaire de l'étau et du goulot d'étranglement qu'est l'Occident chez nous. De génération en génération, nos systèmes de connaissance, nos systèmes de désir et nos systèmes d'utopie sont déterminés par le fond néocolonial de notre être. Même pendant l'ardente période de la philosophie de l'authenticité où nous nous étions donnés comme projet d'être nous-mêmes, de penser par nous-mêmes et de faire de la liberté et de la créativité le cœur de l'Université Nationale du Zaïre (UNAZA), des pesanteurs et des freins à l'intérieur de notre être et dans nos relations avec l'esprit des universités modèles en Occident nous ont empêchés d'être à la hauteur de nos ambitions. Même en ces temps-là, nous avons continué à faire former nos doctorants en Occident selon le modèle occidental, avec la volonté d'avoir une élite nationale dont la force se mesurerait à l'aune de la maîtrise des protocoles universitaires occidentaux chez nous. Nous avons toujours considéré que c'est en Occident que le meilleur de l'esprit universitaire se construit et se déploie. Sans être forcés par rien d'autre que nos volontés d'être comme des occidentaux d'Afrique, nous avons formé des enseignants aliénés qui ont continué à former de nouvelles générations d'aliénés. Personne n'a voulu ni construire vraiment des universités réellement congolaises en esprit, en institutions et en substance de haut niveau ni vivre vraiment selon une dynamique et des harmoniques universitaires congolaises pour résoudre les problèmes réels du Congo.

Tant que nous serons dans ce contexte et dans cet esprit, tant que nous ne ferons rien pour en casser les ressorts en nous, il nous sera impossible d'avoir de têtes pensantes capables de former un nouveau Congo et d'édifier une nouvelle destinée congolaise dans le monde d'aujourd'hui. Malgré le nombre impressionnant d'universités dans notre pays, les vraies, les fausses et les pseudo-vraies ; malgré la pléthore des diplômés d'universités dans nos villes et nos cités ; malgré les débats virulents entre universitaires sur ce qu'il convient de faire pour sauver notre pays de ses inerties politiques, économiques et culturelles, il y a beaucoup de risques que continuent longtemps encore l'ordre néocolonial au sein de notre système d'enseignement supérieur et universitaire. Dans ce cas de figure, toutes les réformes envisagées qui ne sortiront pas du formatage néocolonial pour oser autre chose seront des réformes sans consistance. Nous les avons tentées à plusieurs reprises depuis notre indépendance en 1960 et cela n'a rien donné de vraiment fécond, de vraiment positif, de vraiment prometteur. Maintenant que l'alternance politique qui vient de se produire chez nous offre à notre pays l'opportunité d'ouvrir de nouveaux horizons pour nos universités, il convient de prendre radicalement la décision d'une révolution universitaire en profondeur ; en

rupture radicale avec l'université néocoloniale qui est encore la nôtre aujourd'hui.

Dans son fond ainsi que dans sa forme, cette rupture doit concerner spécialement quatre domaines :

- Le domaine de la recherche scientifique. Celle-ci devra porter sur les problèmes de fond de notre pays et les priorités qui sont les nôtres ici et maintenant, et qui conditionnent la qualité de notre futur.
- Le domaine d'invention des méthodes et des stratégies conformes aux exigences réelles de ces problèmes et aux enjeux dont ils sont porteurs dans notre pays.
- Le domaine des orientations fondamentales pour l'éducation du peuple et la formation de l'avant-garde qui éclaire les horizons de l'avenir.
- Le domaine des utopies pour lesquelles les recherches et les enseignements doivent être conçus et des lames idéologiques qui doivent leur servir de pilier et de levier.

Dans tous ces domaines les têtes pensantes et les forces organisationnelles sont appelées à poser les bases d'une université congolaise non seulement endogène, mais aussi ouverte en fonction de nos besoins à ce qui, dans les universités d'autres aires de civilisation et d'autres dynamiques culturelles, se déploie en matière d'innovation, d'inventivité et de créativité scientifique et intellectuelle. L'exigence ici est de dépasser le tropisme occidental qui nous domine et d'élargir les horizons de nos recherches universitaires et de nos intérêts vers la connaissance et l'appropriation en nous de ce qui est réalisé par les autres champs de puissance comme la Chine, l'Inde, la Russie, le Japon, la Corée du Sud et les nations actuelles qui ambitionnent de vaincre la pauvreté et d'atteindre les sommets en matière de développement humain et d'éthique de la prospérité planétaire.

A ce niveau, on attend que les universités congolaises soient compétitives en matière de créativité au niveau mondial tout en étant enracinées dans les besoins, les intérêts et les valeurs de civilisation qui sont les nôtres ; qu'elles soient à la fois capables du donner et du recevoir dont parlait Léopold Sédar Senghor, et de la valorisation des énergies culturelles propres à notre pays et du génie d'enrichissement dont notre nation dispose face à d'autres nations.

Dans la construction de la nouvelle université Congolaise, les dimensions d'endogénéité et d'hétérogénéité unies par l'esprit d'inter-fécondation n'auront toutes leurs chances et toute leur fécondité que dans la mesure où se constituera dans l'esprit des congolais un nouveau cadre mental et un imaginaire de liberté qui permettrait au Congo de vivre comme une nation

capable de tisser ses liens avec qui elle veut, hors du tropisme de l'Occident et des aliénations qui lui sont inhérentes.

Les failles de la pseudo-orientation néolibérale de notre université au Congo

Une autre raison pour laquelle nous n'arrivons pas à inventer la nouvelle université congolaise aujourd'hui, c'est le fait d'être, comme Congolais, englués dans le mensonge de l'ordre néolibéral qui a fait croire à l'Afrique que le but de l'université est de servir les entreprises avec des travailleurs bien formés, et rien de plus. Nous avons cru que tout à l'université doit être tourné vers l'emploi dans la société et que seuls le Marché et ses exigences déterminent et conditionnent l'efficacité de l'enseignement supérieur et universitaire ainsi que toutes les recherches qui s'y mènent.

Il est temps aujourd'hui de réorienter les réalités et de miser d'abord l'université sur la formation des personnalités et de miser d'abord sur la formation éthique et citoyenne solide afin de donner au Marché et à l'emploi une dimension humaine profonde, féconde et réellement créative dans champ social où la marche soit au service des populations et de leurs attentes. Aujourd'hui, à force de mettre uniquement l'université au service de l'emploi au moment où la réalité que nous vivons est celle de la crise de l'emploi, nous avons abouti à dépeupler les facultés des sciences humaines et sociales ainsi que les facultés des sciences de la pensée de toutes les forces créatives que sont les étudiants qui soient des hommes et des citoyens bien formés. Les étudiants courent vers les disciplines susceptibles de leur fournir des emplois sûrs et du travail bien rémunéré. Sont à la mode la technologie, l'informatique, les sciences de la vie, les sciences de la gestion, la gestion des entreprises et les sciences de l'environnement que l'on croit être le *nec plus ultra* et le must des emplois modernes. Le comble est qu'après avoir suivi ces filières porteuses, selon le vocabulaire en vogue, beaucoup d'étudiants se retrouvent hors circuit du travail. Le Marché ne leur offre pas les emplois juteux auxquels ils aspirent. Cela conduit à avoir aujourd'hui des universités qui fabriquent des chômeurs faute d'une pensée profonde pour organiser la société selon les valeurs d'humanité où l'on oriente l'emploi dans le sens d'une créativité communautaire et du bonheur partagé. Quand on met le travail avant l'homme et l'emploi rémunéré avant le bonheur de la société dans une vision du monde dominé par un individualisme sans racines ni projet communautaire, on crée des sociétés d'inégalités et de désespérance où toutes les richesses sont concentrées entre les mains de quelques individus au détriment de la communauté nationale dans son ensemble. C'est cette perspective qui domine l'esprit des universités congolaises où partout se constate l'effondrement des valeurs et le triomphe de ce que l'on appelle au Congo les antivaleurs. Celles-ci sont promues au cœur même de

l'enseignement universitaire où tout est compétition et égoïsme, apprentissage de l'esprit d'enfermement dans les intérêts individuels et refus d'un travail communautaire pour créer un être ensemble pour le développement communautaire.

On peut dire aujourd'hui que l'université néolibérale a créé une culture de l'homme congolais sans capacité de penser le Congo dans son ensemble ni volonté de faire de la nation une communauté de destinée. Or, sans cette capacité de penser, sans cette volonté de bâtir le vivre ensemble, tout ce que l'on exalte comme esprit d'entre ne crée qu'un homme solitaire et fatal. Ce qu'il faut fondamentalement changer c'est l'orientation néolibérale de l'université et la centralité donnée à l'emploi. Ce n'est pas l'université qui est faite pour l'emploi mais l'emploi qui est fait pour l'université. Cela veut dire qu'avant de mettre un robot formaté pour répondre aux diktats du marché, l'homme doit être capable de penser le Marché au service des valeurs hommes-force pour créer un Marché digne de l'humain. Ce n'est pas le Marché qui crée l'homme mais l'homme qui crée le Marché. C'est l'homme qui pense et organise le Marché et lui donne des orientations d'humanité. Il est bon que l'université forge l'esprit de cet homme, fertilise de créativité de ses énergies humaines et fasse de la société une communauté sondée par une ambition de réussite communautaire.

Tant que nos universités congolaises ne seront pas des girons de formation de l'homme dans l'ensemble de ses forces et de ses dynamiques créatives, tant qu'il n'y aura pas un projet d'éthique communautaire pour guider l'esprit des étudiants comme êtres responsables et citoyens orientés par le sens du bonheur partagé, on nagera dans la marre d'un enseignement sans consistance, avec des disciplines sans cohérence et une course effrénée vers des emplois qui ne mènent à rien du point de vue de l'éthique communautaire et de la construction nationale.

L'homme au centre de l'esprit universitaire

L'exigence profonde, c'est de mettre l'homme au centre de l'université et de penser le destin du pays en fonction de ce que depuis l'encyclique *Populorum progressio* de Paul VI, on appelle développement intégral ou développement plénier. Aujourd'hui on dit : développement durable, développement humain ou développement holistique.

Dans la mesure où c'est ce développement qui exprime les aspirations profondes des sociétés actuelles, il est le cœur du projet universitaire. C'est lui qui doit unir les orientations des disciplines enseignées à l'université et leur donner une cohérence de fond dans les recherches sur les problèmes cruciaux de notre pays et les exigences de construction d'une grande civilisation d'humanité.

Dans l'Afrique et le Congo actuels, il est important que le développement dont l'université devrait être le limon devienne en vérité le développement communautaire, le développement solidaire et généreux. Il est important qu'il s'oriente non pas vers les attentes du néolibéralisme mais vers la renaissance des valeurs africaines et de l'humanité africaine dans la perspective de l'altermondialisation.

Le cœur du combat pour la nouvelle université congolaise est là : donner au pays et au continent des personnalités qui puissent bâtir une société de renaissance et une civilisation de l'altermondialisation.

En fait l'université congolaise sera l'université de la renaissance africaine ou elle ne sera rien. Elle formera les personnalités engagées pour le triomphe de l'altermondialisation ou elle se réduira à une coquille vide. Elle sera un limon éthique de nos sociétés ou elle sombrera dans l'insignifiance.

Le temps est venu de faire naître dans notre pays la nouvelle université qui corresponde à ce que nous voulons de grand et de fertile pour notre nation.

Défis et opportunités de la RDC face à son adhésion à l'East African Community

Raoul Banywesize

Lors de sa première tournée régionale qui l'a emmené en Angola, au Congo Brazzaville et au Kenya, Felix Tshisekedi a déclaré que son pays était prêt à adhérer à l'East African Community (EAC). Cette organisation régionale qui comprend six pays de l'Afrique de l'Est, le Burundi, le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, le Soudan du Sud et la Tanzanie a son siège à Arusha, en Tanzanie. De toutes les économies de l'EAC, le Burundi est la plus petite. Après la crise politique de 1993 à 2005, une nouvelle crise a vu le jour avec l'annonce en 2015 du président Pierre Nkurunziza de se présenter pour un troisième mandat à la tête de son pays. Cette crise a eu des effets néfastes sur le vécu de la population burundaise. Plusieurs milliers d'entre eux ont émigré, fuyant l'insécurité qui était devenue aussi économique. Le régime de Pierre Nkurunziza opprimait toutes les voix dissidentes, une milice « la jeunesse du parti » s'étant largement illustré dans des bavures et actes d'intimidation envers tous ceux qui ne mariaient pas les idéaux du Conseil national pour la défense de la démocratie – Forces de défense de la démocratie (CNDD – FDD), le parti au pouvoir. La grande majorité des réfugiés burundais se sont dirigés vers la Tanzanie, un autre pays de l'EAC.

La Tanzanie est connue pour être devenue politiquement stable depuis 1992 avec l'avènement du multipartisme. Son point fort dans la région reste la présence du port de Dar Es Salam, qui lui sert de point d'entrée des marchandises et fait d'elle un corridor pour leur transport vers les pays éloignés de l'océan Indien. A côté de la Tanzanie, le Kenya est la plus grande économie de l'EAC. Il possède une meilleure infrastructure économique et une main d'œuvre plus qualifiée que ses voisins. Mais la crise électorale de 2017 a montré des vellétés politiques dues en grande partie à une ethnicisation de la politique. Le Kenya s'en remet peu à peu et continue sa marche vers le progrès.

Coincé entre les géants congolais, tanzanien et ougandais, le Rwanda se reconstruit après l'épisode dramatique du génocide de 1994 et l'avènement au pouvoir de Paul Kagame, l'homme fort du Front Patriotique Rwandais. Fort d'une bonne stabilité macroéconomique et porté par sa croissance économique, le pays figure, à ce jour, parmi ceux offrant le meilleur climat des affaires ; de quoi attirer beaucoup d'investissements étrangers tout en promouvant la jeunesse et les initiatives nationales. Il faut dire que loin du

tableau sombre de non-respect des droits de l'homme et d'absence d'ouverture politique, le Rwanda a su s'imposer comme un modèle économique en Afrique.

Au Nord du Rwanda, l'Ouganda est aussi une économie florissante, produisant, avec le Kenya, l'essentiel des exportations manufacturières dans l'East African Community. Partageant le sud de sa frontière avec le Kenya, l'Ouganda et la RDC, le Soudan du sud a connu une longue période tumultueuse après sa séparation du Soudan du nord. Mais sa force reste l'immense champ de pétrole dont il dispose et qui attise toujours la convoitise de son ancien frère du Nord. C'est donc à force d'accords et de réconciliation que ce jeune pays pourra jouir amplement de sa richesse. Autrement, la manne du pétrole ne servira jamais la population sud soudanaise. Face à ce tableau, quels sont ses défis et opportunités qui se présentent à la République Démocratique du Congo pour motiver son adhésion à cette organisation régionale ?

Soutenant le point de vue du président congolais, il est vrai que la grande partie des commerçants de l'Est de la RDC utilisent les ports de Dar Es Salam (Tanzanie) et Mombasa (Kenya) pour importer des marchandises en provenance d'Asie. Le Rwanda et le Burundi servent de transit alors avant qu'elles n'atteignent leur destination finale, payant au passage des frais de transit et des droits de douane selon la nature des biens importés et leurs valeurs. Mais si la RDC venait à adhérer à l'EAC, tout porte à croire que ces différents frais tomberaient carrément lorsqu'ils ne seront pas fortement abaissés, ce qui se ferait ressentir dans le prix de revient des marchandises. Le principe de réciprocité risque, toutefois, de faire de plus grands gagnants que d'autres sur la balance. En effet, à ce jour, certains pays misent beaucoup plus sur les produits agricoles à l'exportation. Malheureusement, transformés, les mêmes produits coûtent plus cher à l'importation. C'est dire que la RDC peut bien ouvrir ses frontières pour faciliter les importations des marchandises à un taux d'imposition rabaissé, ce qui pourrait renforcer les échanges, mais elles pèseront toujours plus dans la balance que les produits agricoles qui seront exportés vers l'étranger ; le café naturel cultivé dans le Grand Nord (Nord Kivu) rapportera moins de devises que le café transformé en Ouganda puis emballé avant d'être retourné en RDC ou la tomate cultivée dans le Kivu comparée à la boîte de tomate concentrée importée du Rwanda. Encore faut-il qu'il y ait de bonnes routes de desserte agricole en RDC pour permettre de relier à moindre frais les zones d'exploitation agricole aux centres d'écoulement. On n'en est pas encore là pour le moment mais cela fait la différence au bout du compte parce que le consommateur en aura pour son portefeuille.

Au finish, c'est le produit le plus compétitif qui rafle la mise ; et à ce niveau, les produits « made in DRC » font pâle figure face à ceux de leurs voisins de

l'Est. C'est une manière de soutenir qu'aussi longtemps que le grand Congo n'arrivera pas à mettre en place des politiques qui favorisent la production et la transformation de ses matières premières sur place et leur dégagement vers les zones d'exportation, elles feront, certes les affaires de quelques groupes de personnes qui travaillent dans le secteur, mais la balance commerciale du pays demeurera déficitaire. La RDC sera seulement devenue, si elle ne l'est pas encore, le plus grand consommateur des produits de l'East African Community. Quant aux produits miniers congolais, ils devraient attirer beaucoup plus d'attention puisque l'intégration dans un tel espace signifie aussi plus de liberté de mouvement pour les citoyens des différents pays. Avec une mauvaise gouvernance dans le secteur minier, on pourrait rapidement faire face à des migrations économiques qui défavoriseraient plus certains pays que d'autres (ruée des nouveaux arrivants vers les produits du sous-sol sans que l'Etat congolais ne sache tirer profit de cette valeur ajoutée). Et même s'ils auront désormais plus de facilité pour circuler, il faudrait mettre en place un bon contrôle aux frontières congolaises pour ne pas faire de la RDC le maillon faible du groupe EAC où pourrait se déverser tout ce qui est indésirable ailleurs. Aussi, et ce n'est pas le moins important, l'insécurité qui prévaut dans ce pays pourrait desservir l'EAC à moins que ces nouveaux partenaires privilégiés ne s'impliquent pour prêter main forte au régime de Kinshasa afin de mettre un terme à tous les mobiles qui continuent à tirer ce géant d'Afrique vers le bas.

Entre naufrage et renaissance

Kä Mana

Devant la situation globale décrite dans les articles de ce *Regards croisés* et les tâches définies par les réflexions qui y sont rassemblées, on peut se demander si les manœuvres et les manigances où la classe politique qui veut gouverner le Congo conduisent au naufrage ou à une conscience nouvelle pour en juguler les effets et ouvrir la voie à la renaissance du pays.

D'un côté, la coalition qui s'est mise en place entre le FCC et Cash ne donne pas de signes d'une volonté de gouverner le Congo avec intelligence et sagesse, au nom de l'intérêt national bien compris. Trop d'ambitions personnelles de petit calibre, trop de politcailleries de l'ombre, trop de comportements tribalo-ethniques mesquins et trop de voracités de vampires qui jouent à la prédation de l'économie et des finances de la nation plombent les espoirs d'un vrai changement dans le sens d'un Congo administré et géré pour une réelle renaissance. Si le pays continue dans cette direction, le naufrage est certain. On en voit déjà les prémises et les signes annonciateurs dans la cacophonie qui règne au sein des forces politiques congolaises aujourd'hui. Le camp FCC joue avec le feu et ce feu qu'il agite partout dans des rumeurs et des menaces distillées constamment à petites gouttes pourrait se retourner contre lui à plus ou moins brève échéance.

De l'autre côté, la lenteur et la léthargie qui confinent à l'impuissance dans le camp Cash n'augurent rien de bon. Quand on a accepté le jeu de la coalition, il faut tenir à l'éthique de la coalition et refuser de s'enfermer dans des négociations stériles qui ne débouchent sur rien. Quand cette éthique qui exige de mettre l'intérêt de la nation au-dessus des intérêts des égoïsmes individuels ou partisans est manifestement bafouée, il faut s'en remettre au peuple et lui demander ce qu'il veut face aux blocages de la dynamique de l'alternance à la fois par les faucons de l'ancien régime et par les petits vautours de l'alternance.

Entre les forces de la coalition au pouvoir, le camp Lamuka n'offre pas encore une opposition crédible et cohérente. Il danse sur un volcan et ce volcan risque de l'avaloir. En ne misant que sur une hypothétique vérité des urnes ou sur un soutien au gouvernement du simple bout de lèvres, il se fragilise lui-même, faute d'un programme solide et visible.

Dans l'impasse où nous risquons de nous retrouver au Congo, c'est aux espérances du peuple qu'il y a lieu aujourd'hui de s'en remettre maintenant, plus

particulièrement aux forces de l'espoir et aux énergies populaires de la renaissance du Congo.

Mais où sont-elles ? Elles sont là où ne règnent pas les manipulations politiques ni les conformismes partisans : dans les mouvements des jeunes bâtisseurs de l'avenir, dans les souffles des femmes pour enfanter les nouveaux espoirs, dans les terroirs ruraux et les quartiers populaires, dans les brasseurs d'utopies et les forces de nouveaux rêves.

Tous ces témoins ardents de notre temps d'incertitude, tous ces acteurs possibles qui doivent relever la tête et bomber le torse pour rêver et construire le Congo nouveau qu'ils veulent guider vers un avenir lumineux, tous ces « êtres de bond », pour reprendre une juste expression de René Char, il faut que par eux, avec eux et en eux émergent maintenant des éclaireurs, des éducateurs, des organisateurs, des mobilisateurs et des créateurs pour leur donner une forte conscience de leur mission et la responsabilité qu'a chacun de changer le Congo là où il en a le pouvoir.

De tous nos pouvoirs de citoyens rassemblés et de toutes nos volontés puissamment forgées par des grandes et indomptables espérances naîtra sans aucun doute la nouvelle destinée de notre pays : la renaissance de la RDC.

Face au naufrage dont nous avons de plus en plus peur, seule cette renaissance sera notre honneur d'être Congolais aujourd'hui.

Inventons alors cet honneur et mettons-nous debout pour en assumer les devoirs, ardemment.